

Metrolab series

La fabrique de l'infrastructure sociale vol.1

Metrolab Logbook

Mathieu Berger
Geoffrey Grulois
Benoît Moritz
Sarah Van Hollebeke
(dir.)



Metrolab series

La fabrique de l'infrastructure sociale

vol.1 — Défis contemporains
dans la ville post-Covid

Metrolab Logbook

**Mathieu Berger
Geoffrey Grulois
Benoît Moritz
Sarah Van Hollebeke
(dir.)**

Préface	5
Avant-propos	9
Introduction	13
Les infrastructures sociales et l'avenir de la vie civique	21
— Traduction de l'exposé d'Eric Klinenberg	
The public interior and its purpose: a re-assessment	35
— Mark Pimlott	
L'enclave inclusive.	
Potentiels et risques d'une intériorisation de la vie publique	47
— Mathieu Berger, Benoît Moritz	
Crise sanitaire, crise des lieux publics ?	
Une approche philosophique à partir de l'exemple des intérieurs publics	57
— Céline Bonicco-Donato	
Welfare space as social infrastructure	73
— Maria Chiara Tosi	
La programmation des infrastructures sociales à l'épreuve de la contagion	85
— Bruno Yvin	
Quel avenir pour les infrastructures sociales à Bruxelles après le Covid ?	101
— Justine Harzé, Tom Sanders, Miguel Vanleene	
Conclusion. Vers une politique d'infrastructure sociale	113
Bibliographie	123
Colophon	126

Préface

Cet ouvrage constitue l'un des deux volumes que consacre le Metrolab à la question des infrastructures sociales, comprises comme des espaces, ouverts ou fermés, intérieurs ou extérieurs, accueillant la vie sociale et le domaine public de la ville, présentant des qualités d'accessibilité et d'hospitalité, et rencontrant des enjeux d'inclusion urbaine (Klinenberg, 2018). Avant de présenter chacun de ces volumes, il convient de resituer le contexte dans lequel la réflexion sur ce sujet fut développée.

L'intérêt pour la question des infrastructures sociales a émergé au sein du Metrolab dans le prolongement des travaux de recherche relatifs à l'inclusion urbaine. Lancé en même temps que se constituait le laboratoire, le cycle *urban inclusion* a été ponctué par différents moments, et s'est déployé jusqu'à cette publication en deux volumes que nous présentons ici.

Tout d'abord, fut organisée une MasterClass dont les résultats furent également publiés (Berger et al., 2018). À cette occasion, nous nous sommes attachés à approcher pratiquement la qualité d'inclusion de différents projets urbains, à partir d'une perspective socio-spatiale attentive tant aux questions d'aménagements qu'aux processus d'action, et questionnant leurs modalités d'ancrage dans un environnement social donné. Ces projets avaient en commun différents traits. Premièrement, ils concernaient des équipements intégrant, pour la plupart des cas, des espaces publics. Deuxièmement, ils étaient majoritairement localisés dans les quartiers centraux de Bruxelles, le long du canal de la Senne, territoire post-industriel au sein duquel se concentrent les outils de rénovation urbaine à Bruxelles, ainsi que les programmations FEDER. Troisièmement, ils présentaient des qualités spatiales similaires – des sites enclavés, marqués par leur fonction d'origine. Enfin, ils visaient, bien que dans des domaines différents (santé, alimentation, culture...), des enjeux d'inclusion sociale – enjeux qui se trouvent habituellement traduits spatialement par une logique d'ouverture, soulevant la question du design spatial de ces sites enclos. Ces projets, supposant la rénovation d'infrastructures existantes, attestaient de « l'effort visant à étendre la vie collective urbaine au-delà de ce qui est reconnu comme 'l'espace public' ouvert et général ; à la développer dans des sites

caractérisés par une clôture physique et fonctionnelle» (Berger et Moritz, 2018, p.153). Le travail mené sur ces différents sites a abouti à une proposition concrète, une forme architecturale matérialisant cet enjeu d'inclusion: «l'enclave inclusive» (ibid.).

À la suite de cette première phase de travail, certains chercheurs du Metrolab se sont intéressés d'une part, à différents projets ou sites qui pouvaient être développés selon cette perspective d'inclusion urbaine, qu'il s'agisse d'équipements ou d'espaces publics, de lieux ouverts ou fermés (Carlier, Grulois, Moritz et Varloteaux, 2022). Et d'autre part, la réflexion sur le rôle, dans la ville, de ces lieux amenés à recevoir cette vie sociale et collective, a été prolongée à l'occasion d'un séminaire intitulé « Social infrastructure in the (post-)Covid city ». Les présentations et discussions qui ont eu lieu dans ce cadre croisaient les regards architecturaux, sociologiques et philosophiques. Elles portaient sur la conceptualisation des « infrastructures sociales », sur leur mise en forme spatiale autant que sur les sociabilités qu'elles accueillent. Elles questionnaient également les conséquences de la crise sanitaire à leur égard, et visaient à dégager des pistes en vue d'une politique d'infrastructure sociale pour la ville, au regard des enjeux actuels. Les présentations et les discussions tenues lors de ce séminaire sont l'objet du premier volume de cette publication, *La fabrique de l'infrastructure sociale : défis contemporains dans la ville post-Covid* (Berger, Grulois, Moritz et Van Hollebeke, 2022).

Les infrastructures sociales, comme le montrent les auteurs dans cette publication, renvoient à un ensemble de lieux répondant à un principe d'accessibilité: des parcs, des plaines de jeux, des bibliothèques, des espaces communautaires... Comme l'indique la conclusion du premier ouvrage, ces lieux doivent être pensés ensemble, comme formant un réseau d'espaces qualifiés par leurs qualités d'accessibilité et d'hospitalité. Quelle forme peut prendre cet ensemble? Comment penser l'agencement de ces espaces?

Le second volume, intitulé *Regard historique et réflexif sur les modèles et les outils de l'urbanisme de proximité à Bruxelles* (Carlier, Grulois, Moritz et Varloteaux, 2022), adresse ces questions relatives à la fabrique des infrastructures sociales à partir d'une perspective historique et appliquée. Il part de l'hypothèse que les modèles de la ville de proximité développés en urbanisme – qui accordaient une place majeure aux équipements collectifs et aux espaces publics – proposaient des modes d'agencement spécifiques de ces espaces. Cette seconde publication revient sur la place et les formes qui ont été données aux infrastructures sociales dans la pensée urbanistique à travers différents modèles, sur la façon dont l'urbanisation bruxelloise a été marquée par ces modèles, et analyse ensuite la fabrique actuelle de l'infrastructure sociale à Bruxelles, afin de dégager les enjeux et les problématiques qui s'y posent.

C'est donc en vue de considérer le rôle de ces espaces dans la fabrique urbaine, et de relever l'importance d'une politique d'infrastructure sociale pour les villes contemporaines, que nous proposons cette réflexion en deux volumes complémentaires.

Avant-propos

FR

Le présent ouvrage rassemble sous une forme écrite les interventions orales présentées lors du webinaire « Social Infrastructure in the (post-)Covid city » organisé par le Metrolab et dont les séances se sont tenues entre novembre 2020 et février 2021. Le contenu de ce livre reflétant exactement la forme prise par le séminaire, ses contenus sont présentés en français ou en anglais, selon la langue utilisée par l'intervenant(e). L'avant-propos, l'introduction et la conclusion de l'ouvrage sont proposés dans ces deux langues.

Tout comme le webinaire a été mis en place rapidement, dans une période de crise et pour chercher certaines réponses à une telle crise, la publication devait elle aussi paraître sans tarder, afin que les réponses qu'elle apporte et la prospective qu'elle développe soient les plus pertinentes et utiles possible. Le Metrolab, dans son attention aux acteurs et aux conditions de l'action, cherche en effet à proposer d'autres temporalités pour la recherche urbaine et ses productions. Nous sommes donc heureux de pouvoir proposer aux lecteurs, et public qui a participé aux différentes séances, ce compte-rendu écrit, édité et publié moins d'un an après le démarrage du webinaire.

Nos remerciements vont aux intervenants (Eric Klinenberg, Mark Pimlott, Maria Chiara Tosi, Céline Bonicco-Donato, Bruno Yvin, Justine Harzé, Tom Sanders, Miguel Vanleene), aux *project managers* du Metrolab, Louise Prouteau et Sara Cesari, ainsi qu'à Louise Carlier (sociologue, Metrolab/UCLouvain) et à Géry Leloutre (architecte-urbaniste, ULB) qui ont participé à la production de certains contenus et ont joué à l'occasion le rôle de discutant.

EN

This book presents in written form the talks and discussions by the speakers invited to the webinar ‘Social Infrastructure in the (post-)Covid city’ organized by Metrolab, with sessions being held between November 2020 and February 2021. As this book reflects the exact form taken by the seminar, its contents are presented in French or English, depending on the language used by the speaker. The foreword, introduction and conclusion are offered in both languages.

Just as the webinar was set up quickly, in a period of crisis and in an effort to seek some answers to such a crisis, the publication also had to be published without delay, to make sure that the answers it provides and the prospects it develops would be as relevant and useful as possible. Metrolab, ever attentive to the actors and the conditions of action, seeks to propose other temporalities for urban research and its productions. We are therefore pleased to be able to offer readers, and the public who participated in the various sessions, this report written, edited and published less than a year after the start of the webinar.

Our thanks go to the speakers (Eric Klinenberg, Mark Pimlott, Maria Chiara Tosi, Céline Bonicco-Donato, Bruno Yvin, Justine Harzé, Tom Sanders, Miguel Vanleene), to our project managers Louise Prouteau and Sara Cesari, as well as to Louise Carlier (sociologist, Metrolab/UCLouvain) and Géry Leloutre (architect-urbanist, ULB) who participated in the production of some of the content and occasionally acted as discussants.

Introduction

FR

Les infrastructures sociales se comprennent comme des espaces bâtis et des équipements accueillant la vie communautaire ou l'expérience publique de la ville, à travers l'offre d'un type spécifique de bien social (éducation, culture, loisirs, alimentation, santé, sport, empowerment, etc.). Quelle que soit leur fonction principale (centre communautaire, bibliothèque publique, marché couvert, piscine communale, etc.), ce sont des lieux où des valeurs d'ouverture, telles que l'inclusion sociale et l'hospitalité urbaine, prennent une signification concrète et pratique, faisant également des infrastructures un vecteur de démocratie (Klinenberg, 2018).

Si les « maisons du peuple », « *palaces for the people* » ou « *centros civicos* », en tant que formes majeures et idéalisées de l'infrastructure sociale, ont structuré l'imaginaire de l'urbanisme progressiste de la première moitié du XX^e siècle, des tendances ultérieures (économie post-fordiste, périurbanisation, individualisme, politiques urbaines néolibérales, privatisations) ont pu affaiblir leur ambition, leur signification et leur attrait. Cependant, le fait que les infrastructures sociales soient apparues comme un facteur clé pour les populations urbaines les plus fragiles, dans le contexte de récentes crises économiques ou environnementales (Klinenberg, 2002), a rappelé leur importance, et a ramené des notions comme celles de « tiers lieu » (Oldenburg, 2000), de « welfare space » (Munarin et Tosi, 2014) ou d'« enclave inclusive » (Berger et Moritz, 2018) sur le devant de la scène dans nombre de grandes villes.

La crise sanitaire traversée depuis mars 2020, et la peur des contacts étroits dans des espaces fermés qu'elle entraîne, présente un défi différent. Quelles sont et quelles seront ses conséquences pratiques sur les infrastructures sociales existantes et futures (leur utilisation, leur gestion, leur image publique, etc.), sur les politiques qui les promeuvent et les financements qui les soutiennent ? La pandémie COVID-19 annonce-t-elle une crise majeure des espaces communautaires et des équipements sociaux de proximité,

voire des « intérieurs publics » (Pimlott, 2016) ? Si ces lieux sont effectivement d'une importance « infrastructurelle » pour une société urbaine, quelles autres conséquences indirectes doit-on redouter ? L'infrastructure sociale peut-elle se réinventer face à la pandémie, grâce à des solutions basées sur la technologie, le *design*, le comportement social ou l'utilisation d'espaces virtuels en ligne ?

L'objectif de ce webinaire tenu en six séances était d'explorer ces problèmes sous différents angles disciplinaires avec l'aide des meilleurs spécialistes, qu'ils soient théoriciens, analystes ou praticiens, afin de formuler des hypothèses solides et des perspectives concrètes pour une politique d'infrastructure sociale qui serait à la fois socialement pertinente et matériellement appropriée pour la ville (post-)Covid.

Dans la séance d'ouverture du webinaire (17 novembre 2020), le sociologue Eric Klinenberg a proposé un regard sociologique sur la situation actuelle à partir de son travail sur les infrastructures sociales aux États-Unis qu'il définit comme des espaces qui augmentent les capacités à interagir avec d'autres et qui encouragent l'engagement collectif et citoyen. Ensuite, l'architecte Marc Pimlott (24 novembre 2020) a retracé l'histoire de certains « intérieurs publics » (centre commercial, aéroport, musée), de leur organisation et apparences à travers une critique du capitalisme néolibéral et a proposé une vision originale de ce que ces espaces devraient être ou pourraient devenir après la crise du COVID-19. La troisième séance (15 décembre 2020) a été l'occasion d'entendre Maria Chiara Tosi, urbaniste, qui a proposé le concept de « welfare spaces » pour examiner les espaces construits en Europe en tant qu'espaces de socialisation, d'inclusion, d'activités, de services et d'équipements et, sur cette base, a imaginé des scénarios de développement pour la ville post-Covid. La quatrième invitée du webinaire, la philosophe Céline Bonicco-Donato (5 janvier 2021), a interrogé les effets de la crise sanitaire sur les infrastructures sociales en France, qu'elle qualifie d'espaces publics ambigus entre intérieur et extérieur ; des espaces habités dans lesquels se développent des usages intimes et des rapports affectifs. Elle a également souligné leur importance pour la vie sociale et démocratique en tant qu'espaces qui prolongent le « chez soi ». Dans une cinquième séance orientée vers des aspects plus concrets, l'urbaniste-programmiste Bruno Yvin (12 janvier 2021) a pu définir la démarche de programmation urbaine et architecturale appliquée aux équipements publics dans le contexte français. Il a pu mettre en évidence la tension existante entre planification et organisation des modes de vie en soulevant l'importance de penser les relations entre équipements ainsi que leur réversibilité et leur possibilité de transition dans ces contextes de crise. Enfin, une dernière séance nous a permis de solliciter les réactions de représentants de la politique régionale d'infrastructure sociale pour Bruxelles. Justine Harzé (Cabinet du Ministre-Président), Tom Sanders et Miguel Vanleene (perspective.brussels) ont présenté la vision du développement territorial portée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale autour du modèle de la « ville à 10 minutes ». Outre la production de logements adéquats, la promotion d'une mobilité douce et l'attention portée aux espaces ouverts, ce modèle suppose aussi le renforcement des équipements d'intérêt collectif dont l'objectif est d'améliorer la qualité de vie des quartiers en offrant un service d'intérêt général.

Pour des raisons éditoriales, les textes de Céline Bonicco-Donato et Maria Chiara Tosi ne suivent pas l'ordre chronologique des séances. Nous avons également inséré dans la publication un texte sur les « enclaves inclusives » rédigé par Mathieu Berger et Benoît Moritz. Complémentaire aux apports d'Eric Klinenberg sur la définition de l'infrastructure sociale et à ceux de Mark Pimlott relatifs aux intérieurs publics, cette notion nous permet de lire une série d'intentions contemporaines dans la production de lieux publics, notamment à Bruxelles, et s'inscrit directement dans les travaux de recherche-action du Metrolab.

EN

Social infrastructures are conceived as built spaces and facilities hosting the community life and public experience of the city, while offering a specific type of social good (education, culture, leisure, food, sports, empowerment, etc.). Whatever their main function (community center, public library, indoor market, swimming pool, etc.), they are places where values of openness, such as social inclusion and urban hospitality, take on a concrete and practical meaning. This also makes them an important vector of democracy (Klinenberg, 2018).

While 'Palaces for the People', 'Maisons du peuple', 'Centros civicos', as major and idealized forms of social infrastructure, structured the imaginary of progressive city planning in the first half of the XXth century, subsequent trends (post-Fordist economy, suburbanization, individualism, neoliberal urban policies, privatizations) may have weakened their ambition, meaning and appeal. However, the emergence of social infrastructure as a key factor in the response to recent economic and environmental crises affecting the most fragile urban populations (Klinenberg, 2002) has reaffirmed its importance; the notions of 'third place' (Oldenburg, 2000), 'welfare space' (Munarin and Tosi, 2014), and 'inclusive enclave' (Berger and Moritz, 2018) have thus returned to the political agenda in many large cities.

The health crisis we have gone through since March 2020, and the fear of close contact in indoor spaces that it entails, presents a different challenge. What is and what will be its practical consequences on existing and future social infrastructures (their use, management, public image, etc.), on the policies that promote them and the funding that supports them? Does the COVID-19 pandemic herald a major crisis for local community spaces and social facilities, or even for our larger 'public interiors' (Pimlott, 2016)? If these places are indeed of 'infrastructural' importance for an urban society, what other indirect

consequences can be feared? Can the social infrastructure reinvent itself in the face of the pandemic, through technology-, design-, behavior-based solutions, or through the use of online virtual spaces?

The purpose of this seminar was to explore these problems from different disciplinary angles with the help of the best specialists, be they theorists, analysts or practitioners, in order to formulate solid hypotheses and concrete perspectives for a social infrastructure policy that would be both socially relevant and materially appropriate for the (post-)Covid city.

In the opening session of the webinar (November 17, 2020), sociologist Eric Klinenberg offered a sociological perspective on the current situation based on his work on social infrastructures in the United States, which he defines as spaces that increase our capacity to interact with others and encourage collective and civic engagement. Then, architect Marc Pimlott (November 24, 2020) traced the history of 'public interiors' (shopping mall, airport, museum), their organization and appearance through a critique of neoliberal capitalism, proposing an original vision of what these spaces should be or could become after the Covid-19 crisis. The third session (December 15, 2020) featured Maria Chiara Tosi, urban planner, who proposed the concept of 'welfare spaces' to examine built spaces in Europe as spaces for socialization, inclusion, activities, services and facilities and, on this basis, imagine development scenarios for the post-Covid city. The fourth guest of the webinar, philosopher Céline Bonicco-Donato (January 5, 2021), questioned the effects of the health crisis on social infrastructures in France, which she described as ambiguous public spaces between inside and outside; inhabited spaces in which intimate uses and affective relationships develop. She also emphasized their importance for social and democratic life, as spaces that extend the 'home'. In a fifth session oriented towards more concrete aspects, the urban planner-programmer Bruno Yvin (January 12, 2021) was able to define the urban and architectural programming approach applied to public facilities in the French context. He emphasized the existing tension between planning and the organization of lifestyles by stressing the importance of thinking about the relationships between facilities as well as their reversibility and their possibility of transition in these contexts of crisis. Finally, a last session allowed us to solicit reactions from representatives of the regional social infrastructure policy for Brussels. Justine Harzé (Cabinet of the Minister-President), Tom Sanders and Miguel Vanleene (perspective.brussels) presented the vision of territorial development pursued by the Government of the Brussels-Capital Region around the model of the '10-minutes city'. In addition to producing adequate housing, promoting soft mobility and attention given to open spaces, this model also implies reinforcement of collective interest facilities whose objective is to improve the quality of life of their districts by offering a service of general interest.

For editorial reasons, the texts by Céline Bonicco-Donato and Maria Chiara Tosi do not follow the chronological order of the sessions. We have also included a text on 'inclusive enclaves' written by Mathieu Berger and Benoît Moritz. Complementary to Klinenberg's contributions on the definition of social infrastructure and Mark Pimlott's on public interiors, this notion allows us to interpret a series of contemporary intentions in the production of public

places, especially in Brussels. It is thus directly in line with Metrolab's action research work.

Les infrastructures sociales et l'avenir de la vie civique

– Traduction et synthèse de l'exposé d'Eric Klinenberg

The Public Interior and its Purpose: a re-assessment

– Mark Pimlott

L'enclave inclusive. Potentiels et risques d'une intériorisation de la vie publique

– Mathieu Berger & Benoît Moritz

Crise sanitaire, crise des lieux publics ? Une approche philosophique à partir de l'exemple des intérieurs publics

– Céline Bonicco-Donato

Welfare Space as Social Infrastructure

– Maria Chiara Tosi

La programmation des infrastructures sociales à l'épreuve de la contagion

– Bruno Yvin

Quel avenir pour les infrastructures sociales à Bruxelles, après le Covid ?

– Justine Harzé, Tom Sanders & Miguel Vanleene

Les infrastructures sociales et l'avenir de la vie civique

Traduction et synthèse de l'exposé d'Eric Klinenberg

Introduction

La notion d'infrastructure sociale n'est pas réductible à celle de « capital social » ; un concept couramment utilisé pour mesurer les relations et les réseaux interpersonnels. Elle désigne plutôt les conditions physiques qui en déterminent le développement et qui façonnent nos manières d'interagir. Lorsqu'une infrastructure sociale est solide, elle favorise les contacts, l'entraide et la collaboration entre étrangers, amis et voisins ; lorsqu'elle est dégradée, elle inhibe l'activité sociale et laisse les familles et les individus se débrouiller seuls. À ce titre, le développement d'infrastructures sociales de qualité représente un enjeu crucial.

Dans cet exposé, Eric Klinenberg soutient que l'infrastructure sociale joue un rôle essentiel mais sous-estimé dans les sociétés modernes. Elle influence tant la façon que nous avons de nous déplacer dans nos villes et nos banlieues que les possibilités d'interagir avec des étrangers, des amis et des voisins. C'est particulièrement important pour les enfants, les personnes âgées et les autres personnes dont la mobilité limitée ou le manque d'autonomie les lie aux lieux où elles vivent. Mais l'infrastructure sociale concerne tout le monde. Et bien qu'elle ne suffise pas à elle seule pour unir les sociétés polarisées, protéger les communautés vulnérables ou relier les individus aliénés, nous ne pouvons pas relever ces défis sans elle.

Alors que l'épidémie de COVID-19 se propage depuis mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé recommande d'appliquer une « distance sociale » dans nos relations avec les autres afin de réduire les ravages de la pandémie et de nous protéger. Or, comme le montre cet exposé, cette

recommandation (et le concept lui-même) est totalement erronée : ce n'est pas la distance sociale ou la réduction des contacts sociaux qui protège de la maladie, mais la distance physique. Face à l'épidémie, la meilleure protection est la distance physique mais aussi la proximité sociale, qui peut être comprise comme une forme de « solidarité sociale » (Durkheim, 2007 [1893]). L'épidémie nous permet de réaliser à quel point notre destin individuel est lié à celui de ceux qui nous entourent – en témoigne le fait que, si aucune protection des travailleurs n'est mise en place, un individu infecté ira quand même travailler par nécessité. C'est lorsque nous sommes en période de pandémie que nous réalisons le mieux à quel point nous dépendons des groupes qui nous entourent, de ceux qui vivent à côté de chez nous et qui refusent de changer leur comportement, de porter un masque ou de se tenir physiquement éloignés. Dans une pandémie, nous prenons conscience de ceux à qui nous sommes liés même si nous ne voulons pas l'être. Si cette interdépendance entre les individus est souvent considérée comme allant de soi, la période de pandémie la rend beaucoup plus évidente. Cette crise pourrait être l'occasion de reconnaître à quel point la proximité sociale et la solidarité sociale sont importantes.

La vague de chaleur de 1995 à Chicago

L'importance des contacts sociaux réguliers et d'une vie sociale soutenue pour faire face aux risques sanitaires, notamment ceux liés au changement climatique, peut être comprise à partir des recherches menées sur la vague de chaleur particulièrement extrême de 1995 qui a frappé Chicago (et d'autres régions des États-Unis) et tué plus de 700 personnes en quelques jours (Klinenberg, 2002). Les études sur cette vague de chaleur ont montré le lien entre la mortalité et l'isolement social. De nombreux décès concernaient des personnes caractérisées par la « déconnexion sociale », c'est-à-dire qui ne pouvaient pas compter sur les relations et les services sociaux pour prendre soin d'elles.

Sur cette base, nous aurions pu prédire ce qui s'est passé lors de cette canicule. Comme le fait que les zones de Chicago qui ont été les plus touchées – qui ont le plus de décès et de maladies – sont les zones pauvres, ségréguées, des endroits où il y a des vulnérabilités quotidiennes et donc, bien sûr, qui seraient plus vulnérables pendant une crise. Toutefois, en y regardant de plus près, un certain nombre de quartiers de Chicago présentant le même niveau de ségrégation et de pauvreté, avec des caractéristiques démographiques et socio-économiques similaires ou très proches localement, ont eu des expériences très différentes de cette canicule.

Si les inégalités sociales, la ségrégation et la pauvreté expliquent en grande partie les différents taux de mortalité observés dans les différentes parties de la ville, un autre facteur entre en jeu dans la capacité d'un quartier à survivre à une crise ou à être résilient : la présence d'infrastructures sociales, c'est-à-dire l'ensemble des lieux physiques et des organisations qui façonnent notre capacité à interagir. Le quartier de Chicago qui a connu le taux de mortalité le plus élevé pendant la vague de chaleur est un quartier sans infrastructure sociale,

avec beaucoup de terrains vagues, pas de commerces, pas d'organisation communautaire, pas de parc, pas de bibliothèque... En revanche, le quartier ayant l'un des taux de mortalité le plus bas de la ville est caractérisé par un ensemble d'infrastructures sociales : parcs, terrains de jeux, librairies, espaces communautaires, et une vie commerciale et sociale dynamique.

Qu'est-ce qu'une infrastructure sociale ?

Les infrastructures sociales sont définies comme des lieux qui façonnent notre capacité à interagir avec les autres, qui favorisent les relations de face à face, qui soutiennent les liens sociaux et qui sont, à ce titre, des lieux essentiels à la vie publique et civique (Klinenberg, 2018). Cette notion fait référence à un ensemble de lieux, ouverts ou fermés, qui fonctionnent selon un principe d'accessibilité ou d'ouverture généralisée à quiconque ; un ensemble de lieux où les individus peuvent s'engager dans des interactions régulières et récurrentes.

L'infrastructure sociale ne doit pas être comprise comme une métaphore : elle est aussi matérielle, réelle et concrète que les réseaux d'infrastructures physiques de transports et de télécommunications qui caractérisent le tissu urbain et qui fournissent la ville en eau, électricité, gaz. Alors que celles-ci sont prédominantes dans la production des espaces urbains, le rôle de l'infrastructure sociale n'est pas considéré. Pourtant, investir dans ces infrastructures sociales (bien les concevoir, les construire, les programmer et les entretenir) permet d'enrichir la vie sociale et civique d'une ville ou d'une communauté, et de contrer les processus d'isolement, de déconnexion et de ségrégation.

Lorsque ces infrastructures sont moins entretenues, les individus ont moins tendance à interagir avec les autres personnes qui vivent ou travaillent autour d'eux et semblent passer plus de temps sur les réseaux sociaux, en restant chez eux au lieu d'aller à l'extérieur. Ce sont donc ces lieux qui favorisent le développement du monde social. Si vous vivez dans un quartier bien conçu, avec une aire de jeux bien conçue, cet espace peut devenir un aimant, non seulement pour les enfants mais aussi pour les personnes qui prennent soin de cet endroit (comme les parents). Ce qui se passe dans la vie de tous les jours lorsque les gens passent suffisamment de temps dans un espace de ce type - non pas parce qu'ils essaient de construire une communauté mais parce qu'ils font quelque chose qu'ils aiment faire - c'est que des conversations et échanges se produisent.

L'ouragan Sandy et le « centre résilient »

Différents projets nous permettent d'envisager les conséquences pratiques de cette perspective. Le plus illustratif est un projet de recherche dirigé par Eric Klinenberg pour la ville de New York suite à l'ouragan Sandy qui a causé en 2012 des dégâts considérables et détruit les principales infrastructures de la ville. Cet événement a été le signal d'alarme et le point de départ pour repenser

les infrastructures de New York à l'aune du changement climatique. Plusieurs chercheurs de l'université de New York ont enquêté sur cet événement et sur l'incapacité de la ville à se préparer ou à être prête pour des événements de ce type.

Eric Klinenberg a été sollicité par l'administration Obama en place à l'époque pour proposer et concevoir, avec des architectes, des urbanistes et des ingénieurs, des infrastructures innovantes où devaient s'articuler des composantes physiques et sociales. Le concours était intitulé « Rebuild by design ». Les équipes finalistes ont été sélectionnées après trois mois de recherches, de réunions et de conception collaborative avec les différentes parties prenantes. Il s'agissait de travailler ensemble pour concevoir des modèles d'infrastructures innovants dans un pays comme les États-Unis qui a une décennie de retard en matière de développement d'infrastructures. Comme E. Klinenberg était le directeur de recherche, il a suggéré que chaque projet intègre des infrastructures sociales pour aboutir à un plan ambitieux.

Une équipe a proposé un prototype de « centre résilient » qui pourrait être construit dans chaque quartier ou communauté des États-Unis et, plus largement, dans les villes du monde entier. Un « centre résilient » est un bâtiment public ouvert et accessible à tous, animé par des agents publics dont la mission est d'accueillir tous les habitants du quartier dans lequel il s'implante, et principalement les publics les plus isolés ou ségrégués (les jeunes et les personnes âgées en particulier). En cas de crise ou de pandémie, c'est un lieu dans lequel une diversité de publics peut se rendre, se mettre à l'abri, se sentir à la maison et avoir accès à des informations fiables. L'équipe avait proposé de concevoir un programme qui attirerait des publics variés (notamment des ateliers, des espaces confortables pour s'asseoir et se rassembler, un accès WiFi, un accès aux ordinateurs, des librairies et des clubs de lecture, des projections de films, des programmes d'artisanat, des salles de lecture, etc.).

Comme le souligne Eric Klinenberg, les bibliothèques publiques locales qui ont été construites aux États-Unis au début du XX^{ème} siècle pendant l'ère progressiste dans presque tous les quartiers, dans chaque banlieue et dans chaque petite ville proposaient des programmes fort similaires à ce projet de « centre résilient ». Ce réseau de bibliothèques est remarquable et offre encore aujourd'hui des services gratuits à toute personne. Vous pouvez utiliser une bibliothèque publique quels que soient votre race, votre classe sociale, votre âge et votre statut de citoyen. Elles sont ouvertes à tous, sept jours sur sept. Elles offrent un accès WiFi, proposent des cours de citoyenneté, des cours de langue, des formations, etc. Une bibliothèque est en effet un lieu ouvert à tous, offrant aux individus isolés un lieu de vie sociale et de rencontres informelles, et aux individus précarisés (y compris les sans-abri) un refuge et un abri. Ce sont des lieux qui atténuent les problèmes tels que l'isolement et la solitude, et qui soutiennent la vie sociale d'un quartier.

Les bibliothèques publiques américaines sont bien développées, mais le problème est qu'elles ont été considérées comme n'étant plus nécessaires à l'ère du numérique. Elles peuvent fonctionner comme des centres résilients, mais ce qui se passe en Amérique et dans le monde entier, c'est qu'il n'y a pas de budget

pour entretenir ces bibliothèques et financer les programmes qu'elles proposent, ou pour entretenir les parcs ou les terrains de jeux, ou pour ouvrir les écoles et les rendre accessibles aux habitants du quartier. C'est pourtant essentiel pour la santé de la vie civique et de la société en général. Si ces infrastructures sociales sont importantes lors des crises, comme dans la vie de tous les jours, elles sont encore trop souvent ignorées et négligées.



Figure 1. Seward Park Branch Library, New York, décembre 2019 © Mathieu Berger

Conclusion

La période post-pandémique à venir sera probablement marquée par la crise financière et l'austérité, ce qui peut compromettre le soutien et le développement des infrastructures sociales. Pourtant, ce sont précisément ces infrastructures qui soutiendront la capacité des sociétés à se reconstruire, sans se polariser davantage. Ces infrastructures sociales sont vitales. Elles permettent de reconstruire une vie collective, de cultiver un sens commun et démocratique, parce qu'elles invitent à la rencontre en face à face avec les autres, et à la reconnaissance de leurs problèmes - contrairement à une communauté formée par des réseaux sociaux tels que Facebook, qui ne permet pas de surmonter les divisions entre les communautés et la distance entre les personnes. Si notre objectif est de reconstruire et revitaliser une société démocratique, nous avons beaucoup plus de chances de le faire dans une bibliothèque, un parc ou une autre infrastructure physique où nous pouvons être en face à face, où nous pouvons rencontrer la réalité de chacun et appréhender nos différences. Alors que les infrastructures physiques montrent, dans toutes les grandes régions du monde, un certain degré de détérioration et que la nécessité d'investir dans leur reconstruction va devenir évidente, il serait essentiel d'intégrer une composante sociale. Les planificateurs, les spécialistes des sciences sociales, les urbanistes doivent se réunir avec les personnes qui agissent dans la société civile pour concevoir ensemble ces infrastructures sociales et réfléchir à leur importance pour les sociétés humaines.

Discussion avec le Metrolab

Mathieu Berger: Tout d'abord, sur la façon dont les bibliothèques publiques sont perçues aux États-Unis. Dans votre travail et pour beaucoup de gens, ce sont des lieux importants, elles ont un rôle infrastructurel à jouer, mais pour beaucoup d'autres personnes aux USA, qui ne visitent ou n'utilisent pas ces bibliothèques, elles ne semblent pas avoir ce rôle structurant. Beaucoup de gens peuvent avoir une compréhension péjorative des bibliothèques publiques, ou des établissements publics en général. Vous ne trouvez pas ce genre de mépris uniquement chez les républicains conservateurs qui considèrent que les bibliothèques sont trop coûteuses pour le contribuable. Même chez les démocrates et les élites progressistes, il y a beaucoup d'ironie et de cynisme à l'égard des établissements publics.

Je me souviens d'un épisode de la série télévisée *Seinfeld*, dans lequel le personnage principal, Jerry, disait ceci : « Ce qui est étonnant avec la bibliothèque, c'est que c'est un endroit où l'on entre et où l'on peut prendre le livre que l'on veut, on vous le donne et on vous dit juste de le rapporter quand vous avez fini. Cela me rappelle cet ami pathétique que tout le monde avait quand on était petit et qui vous laissait emprunter ses affaires si vous étiez simplement son ami. C'est ça, une bibliothèque publique : un ami pathétique financé par le gouvernement ». Il me semble que c'est une attitude très commune,

très répandue aux États-Unis. Pas seulement envers les établissements sociaux tels que les bibliothèques publiques... Au-delà de l'infrastructure sociale, ce cynisme et ce mépris envers les équipements publics s'étendent également aux infrastructures civiques, comme l'hôtel de ville, où les gens sont censés se rendre pour participer aux affaires publiques. J'ai étudié ces questions à partir d'une enquête sur la participation des citoyens qui assistent aux sessions du conseil municipal de Los Angeles (Berger, 2020). Vous y trouverez le même public que dans la plupart des bibliothèques publiques de Los Angeles : des marginaux, des sans-abri et des gens qui vivent à proximité, dans le centre de Los Angeles - des gens de Skid Row. Beaucoup de gens qui analysent ces sessions du conseil municipal considèrent que la participation publique et la citoyenneté active sont réservées aux gens bizarres et aux fous. Il n'est donc pas toujours évident que l'infrastructure, même lorsqu'elle est qualitative physiquement, contribue à renforcer la vie sociale ou, ici, la vie civique.

Eric Klinenberg : Il s'agit d'une question vraiment importante et d'une sorte de stigmatisation du domaine public et des institutions publiques en général. Tout d'abord, vous devez savoir que l'on parle souvent du secteur privé qui dénigre le secteur public et ne se soucie pas des institutions publiques... Mais c'est faux ! Si vous allez dans les banlieues de la classe moyenne ou aisée, où vivent de nombreux Américains, vous trouverez de magnifiques bibliothèques. Les personnes les plus aisées de la ville se rendent à la bibliothèque et l'utilisent comme centre communautaire. Ils envoient leurs enfants dans les écoles publiques parce que les écoles publiques ont bonne réputation. Les terrains publics, les terrains de sport, les aires de loisirs, dans les banlieues de classe moyenne et aisée, ressemblent à des country clubs et tout le monde les utilise. C'est une généralisation de dire que les Américains dénigrent et stigmatisent le secteur public. Il existe de grandes universités publiques, très estimées, parmi les plus grandes institutions du monde. Mais où le secteur public est-il vraiment le plus stigmatisé dans certaines villes et pourquoi cela s'est-il produit ? La raison en est que les États-Unis ont très peu de programmes sociaux pour assurer la protection des personnes très pauvres, malades mentales, toxicomanes, âgées. Ces personnes sont plus susceptibles d'avoir des problèmes et de n'avoir nulle part où aller parce que le secteur public ne s'occupe pas d'elles. Cette population est beaucoup plus concentrée dans le centre-ville.

Ce qui se passe quand vous n'avez pas de système de sécurité, c'est que des endroits comme les bibliothèques deviennent le lieu de dernier recours pour tous ceux qui sont dans le besoin. Les bibliothèques américaines sont ouvertes et accessibles à tous. Elles ont un accès à internet, des toilettes, l'air conditionné. Si vous n'avez rien aux États-Unis, la bibliothèque est le meilleur endroit où vous pouvez aller. On peut y voir un échec de l'État-providence. Il est vrai que si vous allez à la bibliothèque publique du centre-ville de Los Angeles, vous trouverez beaucoup de sans-abri et de personnes atteintes de maladies mentales.

Les personnes aisées et politiquement influentes stigmatisent ces lieux publics en les associant aux problèmes sociaux. Il est d'autant plus difficile d'obtenir d'elles des ressources pour soutenir ces institutions. L'énorme problème

aux États-Unis c'est qu'il y a une classe de personnes – les plus aisées qui vivent dans les villes – qui a rejeté les bibliothèques parce qu'elle les associe aux problèmes sociaux et qui opte pour le secteur privé (Amazon, clubs sociaux privés ou Starbucks). Aller dans une bibliothèque devrait être un moyen de vérifier la réalité car, dans la mesure où nous vivons dans un monde ségrégué où nous nous entourons de personnes qui sont dans la même classe sociale que nous ou qui partagent notre identité raciale, nous nous rendons très facilement aveugles à la réalité et à la société que nous créons. Lorsque vous vous rendez dans une bibliothèque, je vous recommande de passer outre les sans-abri que vous trouverez à une table et de regarder les autres activités qui s'y déroulent, car vous y trouverez, par exemple, un cours de citoyenneté, un groupe de lecture pour enfants, des personnes qui apprennent une langue, etc.

Benoît Moritz: Je suppose que, comme en Europe, aux États-Unis, toutes les bibliothèques ont été fermées pendant le *lockdown*. Sachant qu'il y aura plus de crises que par le passé, en raison du changement climatique (canicules, futures situations de pandémie), devons-nous repenser les infrastructures sociales pour qu'elles soient plus résilientes à l'avenir, afin qu'elles ne doivent pas être fermées pendant les crises ?

Eric Klinenberg: Nous travaillons beaucoup sur ce sujet. Comment créer des infrastructures sociales qui peuvent être des centres résilients par rapport aux crises climatiques ? Les lieux disposent-ils d'une énergie de secours en cas de panne d'électricité, par exemple ? Pouvez-vous disposer d'un réseau sans fil afin de rester un centre de communication en cas de panne du système internet ? Pouvez-vous vous assurer qu'il y a une bonne protection contre les inondations ? Pouvez-vous vous assurer que la conception est flexible, afin que les pièces puissent être adaptées à différents usages (une bibliothèque pour la distribution de nourriture) ? Ce sont toutes sortes de questions de conception que l'on peut se poser sur la manière de rénover l'infrastructure sociale existante afin qu'elle puisse répondre aux exigences futures du changement climatique. Pendant la pandémie, les bibliothèques ont fermé leurs portes, mais elles ont maintenu leur programmation et leur rôle dans l'infrastructure civique. Par exemple, de nombreuses bibliothèques ont étendu leur offre de manière informatisée, de sorte que vous pouvez obtenir des livres, des journaux et des magazines plus facilement qu'auparavant. Beaucoup d'entre elles continuent de dispenser leurs cours via Zoom ou Teams. Certains bibliothécaires ont quitté le bâtiment physique de la bibliothèque pour se rendre sur les terrains de jeux et ont commencé à aider les enfants qui avaient besoin d'endroits extérieurs pour jouer. De nombreuses bibliothèques ont amplifié leur signal WiFi, car aux États-Unis, l'accès au WiFi n'est pas très bon. Les gens viennent dans les environs des bibliothèques, s'assoient sur un banc et obtiennent le WiFi dont ils ont besoin.

Mathieu Berger: Notre séminaire est axé sur la conception de ces infrastructures dans la ville (post-)Covid et sur la manière dont un dialogue interdisciplinaire entre sociologues et architectes ou *designers* peut être un

aspect crucial ou une condition de succès de ces infrastructures sociales à venir. Je crois que lorsque vous parlez de *palaces for the people*, vous ne parlez pas seulement des grands palais du peuple mais aussi des « petits palais ». Des petits centres communautaires, des petites bibliothèques que nous trouvons dans les quartiers qui ne sont pas les endroits les plus connus de la ville. C'est très important ici à Bruxelles aussi, parce que pendant la pandémie, nous avons vu que seuls les très grands espaces publics ont attiré toute l'attention. Beaucoup de gens se rendaient dans le plus grand parc de Bruxelles, le Bois de La Cambre, ou dans d'autres grands boulevards désormais accessibles aux piétons dans le centre de la ville. Ces endroits étaient considérés comme plus sûrs, au regard des risques de contagion. Et d'autre part, il y a ces autres types de lieux publics qui sont plus petits, plus étroits, « confinés », mais qui sont néanmoins importants pour les gens. Ceux-ci n'ont jamais été mentionnés dans le discours politique ou dans les médias. À Bruxelles, avant la crise sanitaire, le gouvernement de la ville était déjà animé par une idéologie de la grandeur : grands bâtiments, grands espaces publics. Une autre conséquence de la crise actuelle est qu'elle alimente cette idéologie de la ville selon laquelle « *big is beautiful* ». Que pouvons-nous faire pour les « micro-palais » ? Peuvent-ils être adaptés au défi de la contagion et à la peur du contact rapproché ? Non seulement pour les petits bâtiments, mais aussi pour les lieux extérieurs plus petits et plus étroits, comme les « *pocket parks* », où les gens se rendent à l'échelle du quartier.

Eric Klinenberg: J'aimerais avoir une réponse à la question de savoir comment adapter les lieux denses pour les rendre plus sûrs en cas de pandémie de maladie infectieuse. Il existe une armée d'organisations qui sont prêtes à dire de ne pas aller au bureau, de ne pas aller au parc, de ne pas retourner sur le campus, etc. Je pense qu'à l'avenir, il y aura une forte pression pour que nous circulations moins et passions plus de temps sur nos écrans, à la maison. Mais, si vous voulez être en sécurité pendant une pandémie, vous ne passez pas autant de temps dans un espace restreint, vous passez plus de temps à l'extérieur. Si vous voulez adapter un bâtiment pour qu'il soit plus sûr, cela signifie améliorer le système de ventilation, cela signifie trouver comment avoir plus de petits espaces verts ouverts dans un quartier densément peuplé. Les « *pocket parks* » ou parc de proximité sont importants, tout comme les jardins communautaires, les jardins sur les toits, le genre de choses qui sont à l'ordre du jour pour transformer les villes en fonction du changement climatique. Aux États-Unis, on craint encore beaucoup que nous passions à une période d'anti-urbanisme, où les gens seront inquiets de vivre dans des villes densément peuplées. Il y aura une nouvelle poussée vers les banlieues qui renforcera un peu plus la ségrégation raciale et de classe. On craint que les personnes aisées fuient la ville et que les villes ne disposent dès lors plus des impôts dont elles ont besoin pour fournir des services.

Questions du public

Question 1 : Comment construire des infrastructures sociales en fonction des besoins des populations qui les utilisent et en dépendent le plus ? Notamment les enfants, les adolescents, les personnes âgées, les migrants, etc. Constatez-vous une inadéquation entre leurs besoins et les infrastructures sociales existantes ou voyez-vous quelque chose qui manque ? Dans les politiques urbaines, la question des infrastructures sociales se pose généralement au début du processus de projet, lorsqu'il faut définir le programme et les équipements à créer ou à rénover. Comment définir et concevoir les infrastructures sociales à créer ou à rénover dans une zone spécifique ?

Eric Klinenberg : J'essaie d'y répondre en parlant de « Rebuild by design ». L'idée est qu'avant de concevoir quelque chose, il faut faire 3 mois de recherche sur le lieu même, ce qui signifie qu'il faut examiner attentivement les différents besoins, les vulnérabilités, les possibilités du lieu et aussi faire un travail de sensibilisation avec les personnes qui vivent dans cet espace, les parties prenantes, les personnes dont les vies sont réellement affectées par ce que vous construisez. Aujourd'hui, cela devient plus courant de collaborer avec les communautés qui peuvent être affectées par le projet. Cela pourrait être beaucoup plus fréquent, mais les communautés pauvres ont moins de chances de voir leurs intérêts écoutés et respectés que les communautés aisées. Je suis partisan de rendre le processus de conception aussi participatif et démocratique qu'il peut l'être.

Question 2 : Qu'en est-il de la propriété ? Vous présentez une histoire très convaincante sur l'importance des lieux physiques, mais vous vous concentrez principalement sur les relations et interactions sociales. Dans quelle mesure le type de propriété des infrastructures (étatique, non étatique/publique, privée) « détermine-t-il notre capacité à interagir », comme vous le dites ?

Eric Klinenberg : Par exemple, le parc Seward, dans le quartier du Lower East Side de Manhattan, est une propriété publique, ce qui signifie qu'il est accessible à tous. Il n'est pas nécessaire de dépenser un dollar pour y entrer. On ne peut pas vous mettre dehors parce que vous y passez trop de temps. C'est un lieu ouvert et accessible. J'oppose cela au fait que le parc Seward se trouve dans un quartier qui s'est gentrifié, où il y a beaucoup de nouveaux restaurants et cafés très chers. Certains d'entre eux ne prennent pas d'argent liquide. Ils n'acceptent que les cartes de crédit et sont organisés de manière à empêcher certaines personnes d'entrer. Il est très clair que ce sont des infrastructures sociales qui fonctionnent pour une clientèle spécifique, des gens qui peuvent payer. Les lieux commerciaux de bas niveau dans ce quartier, des endroits comme le McDonald, ont des panneaux sur le mur qui disent « no loitering », ce qui signifie que vous ne pouvez pas vous asseoir et rester

plus de 30 minutes, même lorsque vous payez quelque chose (Wagner-Pacifici, 2021). En pratique, si je vais au McDonald et que je commande une tasse de café, je peux m'asseoir dans ce McDonald pendant 6 heures sans que personne ne me dise quoi que ce soit, mais si je suis un sans-abri, ou si j'ai l'air pauvre ou si je suis noir, ils viendront me voir au bout de 30 minutes et me diront « Vous avez dépassé la limite de temps pour rester, vous devez quitter le magasin ». La version extrême est le country club, le club privé, où vous pouvez participer à un ensemble d'activités mais seulement si vous avez beaucoup d'argent pour le payer. Si je suis intéressé par la promotion d'une société démocratique, je suis surtout intéressé par une infrastructure sociale publique, accessible démocratiquement.

Question 3 : Pourriez-vous clarifier la notion de solidarité qui est à la base de votre raisonnement ? J'ai l'impression que votre notion de solidarité est « mécanique » plutôt qu'« organique » [selon les termes de Durkheim]. Il s'agit de rassembler des gens dans des lieux pour montrer leur humanité commune, leur appartenance géographique, leurs liens malgré leurs différences, etc. Mais il existe une perspective plus active de la solidarité, fondée sur la réalisation commune d'activités, de services ou de biens. Il ne s'agit pas de créer des FabLabs partout, mais de saisir les événements lorsqu'ils se présentent comme des opportunités de production citoyenne et donc de constitution d'un lien social. Un exemple : la production et la distribution de masques en cas de pandémie. J'ai l'impression que la notion d'infrastructure sociale suppose une attitude plus passive qu'active à ce niveau. Comment réagissez-vous à cela ?

Eric Klinenberg : Ce que Durkheim appelle la « solidarité mécanique » signifie que nous sommes liés parce que nous sommes tous les mêmes, nous partageons le même lieu. La « solidarité organique » c'est que les gens jouent des rôles différents dans une société où il y a une division du travail et que nous reconnaissons que nous sommes mutuellement dépendants et interdépendants, et non autonomes. Peut-être que ce que nous devons faire, c'est réfléchir à la manière dont nous pouvons nous rassembler pour nous soutenir mutuellement de manière dynamique. J'ai une idée plus dynamique de ce qui se passe même dans une bibliothèque. Ce n'est pas seulement un espace partagé où tout le monde vient au même endroit et fait la même chose. Elle dispose de salles et de programmes pour de nombreux types de personnes et attire des gens différents. Ils entrent en contact et peuvent reconnaître leurs différences. C'est un lieu commun que les gens partagent, mais c'est aussi un lieu sûr qui permet à ces différences de s'exprimer dans une société différenciée. Je m'intéresse à l'infrastructure sociale précisément dans la mesure où elle permet aux gens de reconnaître la variété que nous avons dans notre société et de commencer à construire des ponts.

Question 4: En pensant au fait qu'une bibliothèque n'a pas le même rôle et le même impact dans tous les pays, j'ai essayé d'identifier d'autres institutions qui pourraient assumer ce rôle d'infrastructure sociale. Je pense que les musées contemporains pourraient s'en approcher, mais aussi les centres culturels, les écoles. Est-ce qu'on peut imaginer l'adaptabilité d'un bâtiment public à un niveau tel que n'importe quel bâtiment pourrait être transformé pour accueillir n'importe quelle activité, dissolvant ainsi les programmes architecturaux initiaux ?

Eric Klinenberg: Cela dépend de la société. Aux États-Unis, les bibliothèques sont largement utilisées et jouent un rôle particulier. Il est possible que les musées soient plus semblables à cela en Europe et dans certaines grandes villes américaines. Mais les musées ont aussi, pendant longtemps, privilégié la culture des élites et marginalisé la production culturelle du Sud, des immigrants, des pauvres, des noirs, des arabes. Cette longue histoire leur donne la réputation d'être des institutions exclusives qui représentent la haute culture livrée aux masses. Le problème est que, même si chaque directeur de musée essaie de changer cela et de programmer différemment pour faire sentir aux communautés qu'elles sont les bienvenues, les musées continuent d'être considérés comme des lieux exclusifs où la culture de l'élite est célébrée dans un système hiérarchique. Même si nous rendons le musée gratuit, même si nous organisons une exposition spéciale pour honorer le travail des artistes noirs, nous aurons toujours un public principalement blanc et aisé. Vous ne pouvez pas compenser les problèmes hérités du passé en modifiant simplement la structure tarifaire pour un mois ou en changeant le type d'exposition. Si vous voulez vraiment que les musées fonctionnent comme des infrastructures sociales, les personnes qui les gèrent doivent faire beaucoup plus d'efforts pour que chacun se sente le bienvenu et pour en faire un espace plus démocratique.

Question 5: Est-ce qu'internet, et les réseaux sociaux en général, peuvent avoir une fonction similaire à ces infrastructures sociales ? Les gens qui sont seuls ou isolés dans leur maison peuvent interagir dans ces espaces virtuels et s'ils ne le font pas, d'autres peuvent le remarquer et s'en inquiéter. Cet espace peut-il dès lors avoir une fonction similaire à celle des lieux que vous avez étudiés à Chicago pendant la canicule ? Je sais que vous faites des conférences pour Facebook ou Google. Que dites-vous à ces personnes ?

Eric Klinenberg: J'ai travaillé avec Eli Pariser (2011) qui écrit beaucoup sur la façon dont internet fonctionne. On a travaillé sur un projet qui vise à appliquer ce que nous étudions sur la façon dont la vie sociale fonctionne dans le domaine public à internet pour essayer que ce soit moins une sorte de lieu de polarisation. De nombreux concepteurs s'intéressent à la création d'un meilleur Facebook. Je ne suis pas un expert de ces questions, mais il y a des techniciens qui essaient d'apprendre ce qui fait un bon espace public et qui tentent d'incorporer ces éléments

(diversité d'accès, réduction des conflits, etc.). J'ai dit dans mon livre qu'internet n'est pas une infrastructure sociale, mais une infrastructure de communication. L'infrastructure sociale est le matériel physique qui nous permet de nous engager les uns avec les autres dans des relations en face à face. Les infrastructures de communication nous aident, mais pas de la même manière. Il y a beaucoup de personnes, par exemple les personnes atteintes d'une maladie très rare, qui peuvent effectivement aller en ligne pour établir des relations et partager des informations. Mais je pense qu'il y a une différence entre le type de relation auquel nous avons accès en face à face et le type de relation que nous construisons face à un écran. Les relations qui sont vraiment durables sont celles qui passent de l'écran au monde physique. Lorsque je vais chez Facebook ou ailleurs pour donner une conférence, je dis exactement ce que je vous dis, mais je suis un peu plus critique envers leur modèle.

The Public Interior and its Purpose: a re-assessment

Mark Pimlott

Introduction

After COVID-19, might one think of the public interior differently? Might the public interior treat the people who use it differently? There is a long history of the public interior shaping or conditioning its subjects and forming subjectivities. Rarely do those subjects challenge the projections of public interiors or alter their conditions. One might imagine (or hope) that the orderly submission to consumption or other subtler exhibitions of power might be diverted by other possibilities, by, say people-watching with civility, or by associations that are independent of prescribed modes of behaviour. One is largely aware that the public interior becomes public by some common consent – it is taken to be public – when it is in fact most often a privately owned, operated and secured space, which implicitly filters its public, and very often does so explicitly, affording limited *enfranchisement* or denying it entirely as it does so.

The public interior, even if truly public, is a space that has demonstrated a long tradition of being oriented toward spectacle: that of power, and consumption. In both instances, privately – or publicly – owned, people are conditioned to accept the public interior's message, which is inevitably portrayed as natural, transparent, conventional, and uncontroversial. What might happen if the abundance of determining conditions is redirected or profoundly altered? What might people demand, or welcome, as they find or desire themselves to be more self-determining subjects?

What's the public interior?

To answer these questions, it is probably necessary to establish more precisely what the public interior is, or might be, before we begin to discuss a condition that is 'post-Covid'. Thereafter, we might discuss both what we would like the public interior to be, and possible or likely directions it might be subject to.

In my view, the public interior is an interior realm that citizens take to be public, in which they can appear to others, as themselves, in public. I must qualify this, as this appearance pertains to those who feel themselves enfranchised as citizens, in every space. In the public interior, an agreement is assumed, but not necessarily present between those that own the interior, and those who use it. But the fact that such a space is taken to be public implies an order of freedom, which is in fact presented as an *aura of freedom*.

Today, we might think of the public interior, the one that we miss in our period of COVID-19-induced isolation, as describing the station, the transportation hub, the museum, the theatre, the library, the shopping centre, even the office. These are all scenes for our gathering, our movements, our association, our appearance.



Figure 2. Kulturhuset, Stockholm. Reading hall. Peter Celsing, 1978. Photo Holger Ellgaard, Source: Kulturhuset archive, Stockholm City Archives

Now, with the majority of these spaces either closed, or accessible in a limited way, the matter of our appearance is immaterial. Our appearance is dangerous. We do not appear. It becomes difficult to imagine how we might appear in the future. The distances we are obliged to maintain to keep ourselves and others safe from the pandemic are either imagined to remain in some form in the future, or disappear, and that things return to normal. This moment marks a pause in

our consideration of the public interior, obliging us to ask what the public interior is, and does; and what we want it to be: how we desire our agency to be in the future.

The public interior, as it first appears and as it has developed, has used an aura of freedom in order to impose degrees of coerced or controlled behaviour for specific purposes through a range of appearances and organisational formats. In my book, *The Public Interior as Idea and Project*, I described the public interior's appearances and organisational formats as abiding by a set of themes in their proposition and design, namely, the garden, the palace, the ruin, the shed, the machine and the network. The realisation having been that public interior had either proposed itself in modernity as an allusive condition, in which its imagery communicated certain fictions of engagement for its users; or, that the public interior proposed itself as a device or system, whose organization conditioned its subjects' experience and relations.

In both propositions, the public interior seemed to convey the intention of forming its subjects and their subjectivities, situating those subjects within specific relations of power. The public interior could be observed as offering the most concentrated scenes of power relations, leavened by fictions of freedom, enfranchisement, and agency.

The condition of interior: history and context

The public interior is not an isolated feature of the city. It has come to exist within a *condition of interior*, an ecology of agreements (or impositions) that are ideological or in the service of power, communicating power relations. In a system of *laissez-faire*, freemarket or neoliberal capitalism, this condition is continuous, affecting all spaces of life, from the home to the spaces of production and consumption. The condition of interior pervades everything. Within the setting of capitalism, this condition is presented as natural, transparent: a free space offering freedom through a freedom to choose, a freedom to consume. The condition of interior is articulated most intensely in the public interior, regardless of building type.

In my book, *Without and Within: essays on territory and the interior*, I wrote about the development of a 'continuous interior', and the relation between the imagining and claiming of territory, specifically in the American West, and the ensuing development of endless or continuous interior spaces, largely predicated on consumption, from the shopping mall to the airport and museum.

That interior was at first an imaginary, ideological space, which, through a system of appropriation, the conquest of land, the elimination of its indigenous population, its surveying, parceling, claiming, extraction of resources, mythification, acquisition of representational tropes and devices and patterns of occupation, yielded building types (and interior types) that perfectly represented its fusion of control and illusory freedoms.

This American version of a condition of interior echoed and refined the colonialist strategies of territorialisation and urbanisation practiced by Spain,

Portugal, the Netherlands, France, Britain and Belgium. The setting out of settlements and land was intended to establish a projection of ideas of home over indigenous populations, rendering them subjects to another order, creating other conditions for their existence, drawing them to the body of the mother country (or company).

The specifically American version of this, which assumed a particular nature to the landowner, was a product of modernity, a rationalisation beyond the measure of the body that would control other bodies, at the expense of the bodies of the other. Thomas Jefferson's Land Ordinance (1785) sets out a system, a grid, which defines the survey of territory, its measure, its setting out, the division of land, the establishment of settlement, the internal organization of the settlement and its institutions, the parcelling of land and lot sizes within, and, by extension, the measure of standard building materials. All of this set without having laid eyes on the land itself. And, naturally, without acknowledging the existence of those who live there.

The space of the continent became the continent's interior, managed by a federal department of the interior. In the 1860s it became a space of exploration, a space of war, a space of conquest, a space of exploitation and extraction, a space of myth, and an apparently infinite space of embodied ideology.

At this moment, the myth of the American space as an interior depended on *images*, those of Yosemite: a space 'discovered' by white European Americans was a garden of Eden, proof of God's anointment of the American project, legitimating its claim upon the domain of the other (who it eliminated with vigour), and which, through rhetoric (the doctrine of Manifest Destiny) transformed its ideological groundwork into a construction of truths that justified all further exploitation, and guaranteed a 'free space' for the superior, conquering, white, European settler. Eden, of course, is an interior, a walled Garden (*hortus conclusis*).

A *condition of interior* furthermore informed the urban project, wherein homesteads, settlement and cities across the land, all marked by the imprint of the Jeffersonian grid and its promise of independence and self-realisation secured through work, were further legitimated by the image of nature within the city. The urban parks of Frederick Law Olmsted, who also had advocated for Yosemite to be made a national park, reinforced the notion of the city being a blessed interior, of a piece with the territory it dominated and economically exploited, and that that territory, presented as an image, was also part of this interior.

The mall as public interior

In the United States, this is the idea that the public interior inherited, and ultimately expressed (for this is a long and complex story) through the form of the indoor shopping centre, or more commonly, the mall. The first of these, the Southdale Center in Edina, Minnesota, developed and designed by Victor Gruen, was located at a key point within a network of motorways serving a

large suburban region, that connected them to the larger region and the city. The Southdale Center's imagery was a fusion of 'village square' filtered through the lens of media and design, and corporate lobby, as if to make the point that the sites of white-collar work and white-collar consumption were inexorably bound together.

Work, dwelling and leisure (entertainment consumption) were unified, in the words of the architect Kevin Roche, by the 'umbilical cord' of the motorway and telecommunications systems, reinforcing the territory's status as ideological and experienced interior.

The interior of the 'town square', with benches, sculptures, fountains, projected 'safety'. This was reinforced by a proprietary security team, who would clear out 'undesirables'. These were most often black and brown people, and youth. The shaping of the public was a restriction on who could legitimately be treated as a subject. The space of the mall was for the use and edification of white, blue- and white-collared workers. The town square bore resemblance to the new office lobbies in urban downtowns, drawing both together in their representations of a coherent urban and social order.

Modernity and urbanization: from the passage to the Palace

It is noteworthy that condition of interior emerges at the beginnings of modernity, detached, as the architectural historian Leonardo Benevolo remarked, from the direct experience or measure of the human body. Thomas Jefferson's Land Ordinance perfectly represents this turn from the body to operative system. The public interior, as we have come to imagine it, also emerged in modernity, first, as an ordered realm idealising the street in the form of the *passage*, offering dream-worlds to its users.

The *passage* prefigured what would happen to Paris under the restructuring and rebuilding – or more precisely, urbanisation – of Louis Napoléon III and Baron Georges- Eugène Haussmann, in which the city itself was rendered an ordered, controlled and equipped interior; a machine for forming urban subjects and subjectivities.

The purpose of urbanisation, as defined by Ildefons Cerdà, was to at once rationalize urban organization, extend that organisation over the whole territory (thereby producing a total urban condition, and eliminating any distinction between city and countryside), and shaping its occupants as urban subjects, thereby producing subjects who conform or behave 'predictably'.

The public interior as we have come to understand it – a space for urban masses, as opposed to the intimate dream-worlds of individuals within the *passage* – is a space that has been forged within processes consistent with those rationalisations of the modern state, its institutions and its representations, or, more precisely, its displays. The Crystal Palace, designed for the Great Exhibition of 1851 in London by Joseph Paxton – the first Universal Exposition – was vast enough to contain thousands of visitors and a mature tree in Hyde Park.



Figure 3. Crystal Palace, Hyde Park, London. Transept from the Grand Entrance, Souvenir of the Great Exhibition. Sir Joseph Paxton, 1851. McNeven, J., Ackermann & Co. (publisher), © Victoria and Albert Museum, London. Source: https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Crystal_Palace_interior.jpg

It was a display of artefacts from all over the world, with an emphasis on the spread, capacities and power of the British Empire. The Crystal Palace, beyond displaying artefacts (and people) displayed power, in an environment that promised transparency, access, and an image of a world, while hardly being there. It offered a notion of freedom, and elation at the immensity and accommodation of the imperial project.

It is known that Aristide Boucicaut admired it and used it as inspiration for the construction of the *grand magasin* Au Bon Marché in Paris (Boileau, Eiffel) because of the universal accessibility to things – consumer goods – apparently afforded by the deep, light-infused interior; an interior that suggested that it simply contained a portion of the world. Here, the public interior, like that of the passage, is also a privately-owned interior. It is the promise of freedom – in this case, freedom to consume – that makes it feel so, to be taken to be public by its users. The interior also suggested that it was a kind of palace, but in this case, one open to a truly general public, who were for the first time to see the prices of items openly shown. The public, positioned in relation to artefacts so that they might be purchased, were transformed into consumers.

The range of *soi-disant* public interiors of Paris returned to a singular morphology, whether market, train station, library, museum or exhibition hall.

The shed of cast-iron and glass was favoured by Louis Napoléon III as the image of the Parisian metropolis. All of these reinforced the image of the public interior, each reinforced the identity of the metropolitan subject. The spectacle of the public interior could be seen as one with the momentous changes to the fabric of the whole city of Paris, and changes to the urban subject, who the city was effectively creating: a working, producing, consuming subject.

This change, tied to the creation of wealth through the industrialised powers' exploitation of colonies' resources, was reflected in the proliferation of universal exhibitions, following on from the Great Exhibition of 1851. Paris held a series of these up until 1937, and in the nineteenth century, these celebrated industry, technology and machines, which were displayed using the same methods: vast space, transparency, abundance, spectacle. The great iron and glass shed was the predominant figure of the *exposition universelle*, held many times in Paris, particularly in the latter half of the nineteenth century. The structural engineering of the spaces was spectacular, but so was the arrangement of artefacts, notably industrial machinery.

The spaces of the exhibitions were intentionally overwhelming; they also shared a kinship with the new spaces that represented the metropolitan aspect of the city.

Elsewhere, the public interior, as exemplified by the Galleria Vittorio Emanuele II in Milano, seemed to be an environment that resembled the city itself, yet sustained under glass like an exotic plant; an ideal street, a hypertrophied passage, which assured its users, the citizens of Milano, that despite the ruptures between an industrialised present and an artisanal past, that their most public space was at the centre of the world. The public interior, here, and in Paris, offered fictions, or even fantasies, for citizens to engage and identify with. These, too, formed the urban subject.

When one looks at the history of the public interior, one sees that it has, frequently, communicated in order to inculcate; it has overdetermined in order to affect behaviours and agreement. For most of its history, it has traded in promises of freedom, enfranchisement, and self-realisation. That history has demonstrated that the public interior has been a space of control, a space of ideology, a space that reinforces power relations, or of the representation of ideas or pretenses that sustain that dominant ideology. It has, as a consequence, been readily susceptible to programmes of capitalism. Within, values are established, and a form of contract is assented to between 'user' and 'owner', in which the owner sets the terms, determines the representational schema, the worldview. Within the framework of capitalism, there is endless capacity for accommodation, and disruptive elements are often, in the end, absorbed (if it can prove to be financially exploitable). There is an extraction logic to the spaces of capitalism, which the public interior is the supreme representative.

The paradigmatic public interior, whether we like it or not, is the shopping mall, devised at the height of American post-war capitalism (a collaboration of state and industry) having developed on from the fusion of *passage* and *grand magasin*, the latter deriving from the colonialist (empire) propaganda of the great exhibition's and *expositions universelles*' 'crystal palaces' and their spectacles

of extraction and exploitation. The mall is complemented by or continuous with the corporate lobby; the lobby and the mall are fused in the museum, and the transport hub.

What's the future of the public interior?

We are faced with a condition, now, in which the diffusion of consumer contact with both online vendors and technology 'empires' (Shoshana Zuboff) extends the reach of the market, the extraction of information which perpetuates control. One can imagine a great clamour to maximise this extraction of information from those companies that benefit from its monetisation. There is a danger that the enthusiasm around 'smart cities' will yield even more control to those technology interests who can 'make everything easier', Google perhaps the most prominent among them, their Hudson Yard development in New York and cancelled Sidewalk project in Toronto offering models as to what one might expect of the future of the public interior. When companies such as these make themselves indispensable to municipal authorities who cannot afford to control the various forces in play, or form the policies to control them, then one sees a very serious erosion of the idea of 'the public sphere' and, for that matter, democracy itself.

COVID-19 measures have served to put a pause on the use of the public interior, its aura, and our contact with it. In the space of appearance (Arendt, 1963), we do not appear. Instead, the public interior has temporarily become a pariah space, with few people, most attempting to maintain their distance, using it only as they strictly need. Retail facilities, which tend to dominate experience or serve as its omnipresent white noise are largely closed, or operating on diminished schedules. The relative absence of this activity would seem to recall an earlier, simpler time. You may remember a variety of anachronisms: with fewer to no airline flights came quiet, clean skies. One could listen to birdsong.

After the pause, what may come? There is an assumption that COVID-19 has broken all patterns, and that nothing will be the same again. It may well indeed be different: many commercial concerns have been put out of business; security measures will probably remain in either aggressive or vestigial forms long after the pandemic has been suppressed.

What might happen if the abundance of determining conditions is redirected or profoundly altered, and that true engagement, and agency, was possible? This is not an unlikely scenario: one notes that many commercial interests, particularly in the catering and retail industries, have been badly affected by the damage caused to the economy by the coronavirus and measures taken to slow its spread. Chains of stores with thousands of employees, from coffee to clothing, have closed many outlets, with the fear that their brands and their market presence may never fully recover. The public purse has been drawn upon to set up furlough schemes, prop up businesses and some industries and pay for provision of medical equipment, care, hospital beds and tracking and tracing systems.

In addition, money has been squandered, and corruption, or at least incompetence, have been rife. People have, through it all, suffered enormously, yet have learned, through their struggles, to sustain themselves differently. They have learned to become more self-reliant, cautious, and independent. They have learned to value different things in the absence of the consumption of commodities: their families, reading, cooking, making. They have become conscious of the value of links between generations. They yearn for movement, association, and action. What might people demand, or welcome, as they find themselves to be more self-determining subjects, flâneurs?

Post-Covid, a moment which may be some time off yet – one year, two years – people will gather again, mingle, consume, travel, behave badly. Perhaps familiar patterns will be altered, but what is notable is that after earlier understandings that the natural environment might benefit from the shutdown to airline travel and consumer activity, financial packages from government to individuals and industry tended to promise a kind of revival of the way things were pre-Covid; with economies' ambitions restored to levels of growth that have become 'expected' or 'demanded'. A return to 'normal' has been central to policy, rather than the use of this period of pause and disruption as a time to completely reappraise environmental and economic policy. There is, disappointingly, from our governments, a narrative of re-setting things, to reinstating neoliberal precepts of unsustainable economic growth.

This is a moment for complete re-appraisal, yet core aspects to ideas wherein the city is treated as a capital – and information – producing resource – as opposed to an environment for people – continue. We continue to develop, enthusiastically, workshops on Smart Cities, whose offer of technological solutions to problems seems to serve the interests of tech industries that profit from mining information on human interaction, behaviour and feelings, rather than the well-being of citizens. This seems to be a profit-motivated address to problems may be better addressed by holistic attitudes to urban economies, and environments.

When we speak of the post-Covid public interior, we have the opportunity to think about what we desire, distinct from notions imposed on the public interior concerning our behaviour or performance or patterns of consumption or production of information, the mining of our data, our personalities. We might begin by considering who 'we' are, and who has not been included in the social contract. How might they be included, and how might they, and all of us, be served by the public interior? What kind of public interior would benefit all of us, would enfranchise all of us, the citizens of our societies? How might the public interior serve our health, our legitimacy, our humanity, our empathy and relations to others? How might the public interior serve our sense of being in the world, our sense of the natural world? How might our public interiors allow us to ask how we might exist with others, with other living creatures and organisms, in a world in which we are, of necessity at this stage, not the most important of them?

We all might consider other futures, imagine other paradigms. And here, I want to turn to the part that can be played by architects (but it could be others involved in the making of the city) who advance an enhanced notion

of responsibility and agency. You will know these examples already, but they seem to have anticipated the need for other paradigms. The examples are representative of what we might aspire to make.

Building with citizen and community:

The role of architects in the design of democratic public interior

In the public interior as we desire it to be, we hold onto the notion that we should have some kind of real freedom; that we should have agency. There are other models from the past, in which possibilities of agency or other affordances that we might see as positive present themselves: the Maisons du peuples of Horta in Brussels, and of Lods, Beaudouin, Bodianski and Prouvé in Clichy, both strangely bound to the imagery of the metropolis and the factory ... the public agoras of Van Klinger in Dronten and Eindhoven, the enfranchising institutions of Lina Bo Bardi in Sao Paulo and other public interiors that do not fit the capitalist or neoliberal paradigm, which we continue to see as the norm. The treatments of these 'other' public interiors offer us lessons, in that they propose resistant models in the face of a prevalent condition of spectacle and consumerism, in which civic infrastructures and culture marketed as spectacle are increasingly transformed into vehicles for the exploitation of captive consumers, from airports to train stations.

The first examples are two projects by Frank van Klinger: De Meerpaal in Dronten (1967), and 't Karregat in Eindhoven (1974). Each imagines an interior shared by a local community, with modest common facilities. In the first instance, these are a theatre, some spaces for light sport, a market, a restaurant, a bar, a place to watch television projected on a screen. This is a Fun Palace (Cedric Price, 1957) with none of the rhetoric of cybernetics or choice.

In the second instance, the public interior is the meeting place surrounded by essential community agents: the doctor's surgery, the nursery school, an elementary school, offices for small businesses, the local supermarket. Under one roof, a landscape of meeting and engagement. It was very real, and suffered from very real issues that arise between people. A self-balancing system that did not quite work, that required less interiority and more 'being in the world'.

Three of Lina Bo Bardi's projects in Sao Paulo also serve as other kinds of models. The Museum of Modern Art, and particularly the space covered by the art galleries suspended above it, offered a free space for citizens, naturally including those who had no particular interest in modern art. The space was a gift, with material and proportional qualities, that sheltered citizens, that accommodated them, actions and events, all while situating them in and over the city.

SESC-Fabrica da Pompeia was a former factory, whose meaning was utterly transformed by its conversion to a local cultural and social centre, with facilities for gathering, study, crafts, art, and, through theatre, sport and leisure – and its disruption of the integrity of the factory space – play. Its programme, curated by Bo Bardi promoted the natural desired state of the citizens, in

opposition to alienating labour. Bo Bardi's *Teatro Oficina* could be described as an occupation of an existing space, its long proportions transformed into a kind of street theatre through the addition of galleries made of scaffolding, drawing performers and audience into one relationship. It is also 'incomplete', a large window onto an adjacent empty lot providing an opportunity to grow plants, to accept anomaly and accident. The accidental public interior, encouraging appropriation and uses that could be described as mis-use, was central to the success of the ruined spaces of the *Palast der Republik* in Berlin, after the collapse of East Germany, and after the building had been stripped of asbestos and all its representative fittings. The ruin, the space voided of intention, became a space of play and imagination. *The Stadshal/ Markthal* in Gent is an interior, or simply a shelter, one under which citizens can gather, talk, meet, stay warm, and see themselves as citizens together, looking out to the city all around them. There are no pressures to do anything else in this public interior, in this urban hall.

The public interior as we might imagine it need not necessarily be inside; by being within the spaces of our urbanised environment, our spaces are already held within a condition of interior. What they can do within this condition is witness it. Citizens in the public interior may not only see each other, engage with each other, or be alone amongst others, they may also think about their place in the world, or simply revel in it.

In the swimming pool designed by Alvaro Siza for the municipal park in Matosinhos, Leça da Palmeira – *Quinta da Conceição* – people of all ages find themselves at play among the trees. They are somewhere, not alone, not subject to any determinations other than being creatures among other creatures, in the world.

Conclusion

After the pandemic, we should allow the public interior – indoors or out – to be free from exploitation, from the conditioning of subjectivities, from the obligation to consumption, from the extraction of personal data. We should allow it to be free. Here, around the Acropolis in Athens, Dimitris Pikionis designed a series of pathways, using discarded material – *spolia* – and humble paving, to make a specific ground, upon which one might be conscious of the rhythms of one's own body, of the lay of the land, of the occasional presence of the Acropolis itself, of others, of trees, birds, the sky, of one's place in the world. This, too, might be a model. We might, therefore, welcome the public interior as a place where individuals can be alone, in public, with their own thoughts. Here, in London, in a square of my own design, individuals can look down and read the names of other places, or hear voices from other places, and, for a moment, transport themselves there or to some place in their minds where that place resides. Being in the world is being at once here and elsewhere, with everyone.

L'enclave inclusive. Potentiels et risques d'une intérieurisation de la vie publique

Mathieu Berger
Benoît Moritz

Un concept socio-urbanistique né de la recherche-action

Dans le cadre de son suivi de la programmation FEDER 2014-2020, le Metrolab Brussels (www.metrolab.brussels) a mené ses travaux de recherche-action selon trois axes, qui ont constitué aussi trois phases successives de travail : *urban inclusion* (2017-2018), *urban ecology* (2018-2019), *urban production* (2019-2021). Cette thématisation et l'ordre des thèmes des enquêtes collectives menées par nos chercheurs correspondaient à un parti pris : la recherche de principes de non-exclusion et d'hospitalité vis-à-vis des publics les plus vulnérables et les plus pauvres représentait pour nous une priorité. Les trois axes thématiques mentionnés ne s'enchaînaient donc pas seulement comme des cycles de travail successifs, mais représentaient aussi des enjeux politiques organisés par ordre de priorité : pas de production sans écologie, et pas d'écologie sans inclusion.

Cette primauté donnée aux aspects sociaux dans la réflexion sur les espaces de la ville et leur aménagement s'est exprimée dans l'organisation de la première MasterClass du Metrolab qui s'est déroulée en janvier-février 2017. Intitulée *Designing Urban Inclusion*, elle consistait en une expérimentation scientifique et pédagogique de deux semaines au cours desquelles un collectif international composé d'une cinquantaine d'enquêteurs (chercheurs, doctorants et jeunes diplômés en géographie, architecture-urbanisme ou sociologie, supervisés par quatre *master tutors* extérieurs) a mené une recherche-action auprès de quatre projets infrastructurels financés dans le cadre de la programmation FEDER 2014-2020.

Les quatre sites en question avaient été identifiés au sein de la programmation en cours comme autant de cas illustrant des enjeux différents de l'inclusion urbaine :

- Abattoirs d'Anderlecht : accès à l'alimentation ;
- Médecins du Monde à Cureghem : accès aux soins ;
- Abbaye de Forest : accès à la culture ;
- Hippodrome de Boitsfort : accès aux espaces verts et récréatifs.

Analysant ces projets à travers le prisme de l'inclusion et de l'hospitalité, disposant pour cela d'une matrice commune de critères, les enquêteurs ont produit sur des temps courts un diagnostic et un ensemble de propositions pratiques adressées aux porteurs de projets qui étaient parties prenantes du processus. Ces travaux ont été ensuite compilés et édités dans l'ouvrage *Designing Urban Inclusion* publié en novembre 2018 par le Metrolab (Berger, Moritz, Carlier et Ranzato, 2018).

En conclusion de ce travail, dans un effort de synthèse et de théorisation, nous avons proposé un concept socio-urbanistique permettant de penser la conception d'espaces inclusifs, un concept qui vaudrait particulièrement à Bruxelles mais sans doute ailleurs également, comme l'indique sa revendication récente par les porteurs du projet des « Grands voisins » et du réaménagement du site Saint-Vincent de Paul à Paris¹ : la notion d'*enclave inclusive* (Berger et Moritz, 2018).

Il est apparu en effet, à l'observation de trois des quatre cas retenus pour l'enquête collective de la MasterClass, que les enjeux d'inclusion urbaine se jouaient à Bruxelles dans des espaces ayant des caractéristiques topologiques et morphologiques semblables – des enclaves – dues à une fonction d'origine très spécifique qui explique le caractère introverti et déconnecté de chacun de ces sites ; fonction que chacun de ces projets s'emploie aujourd'hui à transformer considérablement :

- Abattoirs d'Anderlecht : la fonction d'abattage et de production de viande devient aujourd'hui secondaire par rapport à l'activité du marché, de la halle alimentaire et aux fonctions culturelles et de loisirs projetées par le propriétaire du site.
- Abbaye de Forest : les fonctions civiques et religieuses d'origine laissent place à un pôle culturel-artistique et à un espace vert qualitatif dans un quartier dense, populaire et minéral (Quartier Saint-Denis).
- Hippodrome de Boitsfort : l'ancien hippodrome est transformé en un *melting park*, un espace vert récréatif et sportif d'ampleur (potentiellement) métropolitaine, qui constituerait une porte d'entrée depuis la ville vers la Forêt de Soignes.

Chacun de ces projets vise, en théorie au moins, à une réaffectation du site concerné en un lieu de sociabilité urbaine et de brassage cosmopolite, rassemblant des publics aux profils diversifiés qui convergeraient vers ce

¹ « Nous avons voulu (...) créer ce que les Belges nomment une enclave inclusive » (Yannick Beltrando, architecte-urbaniste du bureau Anyoji-Beltrando en charge de la maîtrise d'oeuvre de la reconversion de l'ancien hôpital Saint-Vincent de Paul, Paris XIVème, interviewé dans AMC n°298, p.13).

lieu pour des raisons différentes, y recherchant des services, des usages ou des biens différents. Se posait alors la question suivante : l'introversion et la déconnexion de ces sites vis-à-vis de leur environnement urbain direct représentent-elles ou non des obstacles à ces enjeux d'inclusion et de brassage ? L'enclave est-elle, par nature, une forme urbaine socialement excluante ? Nous pensons que non.

Une enclave est-elle nécessairement un espace d'exclusion ?

Si le caractère excluant d'une enclave urbaine se vérifie dans bien des cas, il ne s'agissait pas selon nous d'une fatalité ou d'un travers inhérent à la forme enclave en elle-même. Cela tient plutôt à ce que l'on fait (ou ne fait pas) de l'espace enclavé. Tantôt il est privé de qualité, laissé à lui-même et abandonné par l'action publique. Dans ce cas, la forme « enclave » peut effectivement renforcer et accélérer la relégation d'une zone urbaine et l'exclusion de ceux qui y vivent. Tantôt il s'agit d'un espace d'entre-soi électif, de confort ou de luxe, et la forme enclave vient renforcer ou garantir l'exclusivité du lieu. Mais il est possible d'envisager d'autres cas de figure. Rien n'oblige en effet à ce que les publics qui fréquentent ou habitent l'enclave soient homogènes sur un plan économique, social ou culturel. Il existe des enclaves d'urbanité, des « îles de civilité cosmopolite » (Anderson, 2011), des lieux enclos et relativement déconnectés de leur environnement immédiat, mais au sein desquels l'hyper-diversité urbaine se trouve encapsulée. Tout comme elle tend à renforcer les dynamiques d'exclusion dans le lieu de relégation et à rehausser l'exclusivité du ghetto doré, l'enclave, en tant que « condenseur social » (Ungers et Koolhaas, 2013/1977), peut aussi contribuer à intensifier des qualités de diversité et d'inclusion.

Les Abattoirs d'Anderlecht le montrent dans l'utilisation hebdomadaire de leur marché : l'enclave, précisément par ses qualités de contenance, d'intériorité et de déconnexion vis-à-vis de l'environnement urbain immédiat, permet de recevoir et d'abriter la sociabilité urbaine et les interactions civiles entre inconnus venant des quatre coins de la ville et des quatre coins du monde ; une sociabilité à la fois intense et apaisée, un mode qui la distingue de ce que peut proposer l'espace public extérieur, ouvert et continu, davantage exposé au tumulte de la ville et en particulier au trafic automobile.

Définition et pertinence de l'enclave inclusive dans la ville contemporaine

C'est ainsi que nous avons avancé le concept socio-urbanistique d'*enclave inclusive*, que nous définissons comme un espace urbain enclos sur le plan morpho-topologique, mais programmé pour un public large, accessible et hospitalier à une diversité d'usagers et apprêté, en particulier, à recevoir les plus vulnérables d'entre eux. Cette notion d'enclave inclusive, qui peut sembler paradoxale à première vue, nous semblait en réalité nécessaire à un urbanisme

contemporain dans de grandes villes cosmopolites comme Bruxelles – un urbanisme conscient et réaliste sur le plan sociologique, et plus réfléchi quant aux exigences spatiales et formelles des interactions et rencontres entre citoyens.

À Bruxelles comme dans d'autres grandes villes d'Europe occidentale, ces trente dernières années, les politiques urbaines visant à renforcer le « vivre-ensemble » se sont centrées sur l'amélioration des espaces publics, compris comme espaces extérieurs, ouverts et continus (rues, squares, places, etc.). Il semble, d'un côté, que des attentes excessives ont été placées sur les capacités de ces espaces à offrir un cadre suffisant à la vie publique et à stimuler les interactions sociales ; et d'autre côté, que les *intérieurs publics* ont été, eux, sous-estimés dans leur rôle d'infrastructure sociale, dans leur capacité à accueillir, protéger et cultiver la rencontre entre des populations diverses et mutuellement étrangères.

L'intériorisation de la vie publique : architecture, philosophie, sociologie

Inspirée, sur le plan empirique, par les expérimentations de recherche appliquée menées dans le cadre de la MasterClass Metrolab sur les différents sites étudiés, la conceptualisation de l'enclave inclusive a aussi profité d'une littérature traitant des potentiels et des risques d'une *intériorisation de la vie publique*².

En architecture et en urbanisme, parmi d'autres initiatives récentes (Pimlott, 2007 et 2016 ; Van Gameren et al., 2011 ; Cicek et al., 2018), la réédition récente du manifeste du duo Ungers-Koolhaas « *The City in the City – Berlin : A Green Archipelago* », témoigne d'un regain d'intérêt pour le modèle d'organisation de la ville par fragments et la structuration de la vie urbaine en « îles » fonctionnant comme des « condenseurs sociaux » (Ungers et Koolhaas, 2013/1977). Contre une conception de la ville envisagée comme un grand continuum, la « ville archipel » se conçoit comme une diversité de lieux disposant chacun de qualités architecturales propres et d'intériorités spécifiques. Du fait de leurs qualités intrinsèques, de leurs interdépendances fonctionnelles et de la distinction qu'ils marquent avec leur environnement direct, ces lieux développent une singularité et une attractivité particulières³.

En philosophie⁴, si les travaux du philosophe belge Lieven De Cauter ont insisté sur l'horizon dystopique d'une société constituée sur le principe de l'enclave, ce qu'il appelle la « civilisation capsulaire » (De Cauter, 2004), Peter Sloterdijk a, dans son impressionnante trilogie (1998-2004), rappelé la nécessité socio-anthropologique, à la fois pour la vie sociale et la vie publique, d'être accueillie, contenue, soutenue et protégées par des « sphères », des entités matérielles et sociales favorisant leur vie interne et capables de se clore vis-à-vis du dehors.

2 L'idée d'« intériorisation de la vie publique » est elle-même empruntée à Mark Pimlott (2016).

3 On retrouve en quelque sorte dans le modèle de la ville archipel un développement de l'hypothèse développée par Rem Koolhaas avec Elia et Zoé Zenghelis alors qu'ils étaient étudiants dans le projet théorique *Exodus ou les prisonniers volontaires de l'architecture* (1972), projet qui développait à partir de la métaphore de l'enclavement de Berlin-Ouest l'hypothèse que les espaces emmurés pouvaient constituer des lieux préférables à la ville extérieure.

4 Voir également la contribution de Céline Bonicco-Donato dans le présent ouvrage.

En sociologie, dans le contexte des grandes villes américaines, différents auteurs ont insisté sur l'importance, pour les interactions entre inconnus constitutives de la vie publique, de pouvoir compter sur des lieux propres montrant des qualités d'intériorité, complémentaires à l'espace public extérieur et continu. Elijah Anderson (2011) identifie les différentes scènes urbaines participant de ce qu'il appelle la « canopée cosmopolite », ces îles urbaines de civilité qui se distinguent des quartiers résidentiels socialement homogènes, des enclaves ethniques et des ghettos, où la ségrégation est la norme. Dans *Palaces For The People*, le sociologue Eric Klinenberg (2018) se rapproche de considérations spatiales, en s'intéressant aux formes architecturales et urbanistiques, ainsi qu'aux principes d'organisation et de régulation favorables aux intérieurs publics.

Du concept aux conceptions

C'est cette réflexion socio-architecturale et socio-urbanistique que nous cherchions à approfondir, en veillant toutefois, à la différence de certains des auteurs précités, à faire aboutir la réflexion dans des propositions concrètes en matière de conception et de gestion de ces lieux. Le concept d'enclave inclusive doit, notamment⁵, être mis à l'épreuve de sa formalisation spatiale et architecturale. Sur ce point, l'étude de différents projets urbains bruxellois, financés par la politique FEDER et intégrant implicitement les principes et qualités associés à l'enclave inclusive, a été instructive.

Sur le site des Abattoirs d'Anderlecht, le Masterplan élaboré par l'agence d'architecture et d'urbanisme ORG prévoit une évolution significative du site mais conserve toutefois la caractéristique actuelle d'une intériorité spécifique. Cette intériorité est caractérisée par le développement de typologies architecturales singulières (*urban warehouses*), articulées autour d'un vaste espace public central qui peut accueillir des événements socio-culturels en plus des activités hebdomadaires du marché. La qualité d'intériorité est soulignée par le traitement piétonnier et continu de l'espace ouvert.

Concernant l'Abbaye de Forest, le projet de réaffectation des lieux en centre culturel conçu par les architectes *A Practice* vise à reconnecter ce site exceptionnel mais historiquement clos à son environnement urbain. L'intervention se concentre sur les abords du site conçus comme des seuils alors que la cour centrale en U reste intacte dans une séquence amplifiée entre la place Saint-Denis et le parc.

5 Il est certain que ces aspects de formalisation spatiale et architecturale, et même plus largement, de *design*, ne sont pas suffisants pour garantir le fonctionnement inclusif d'une enclave inclusive. Sans de telles préoccupations quant aux fonctionnements, pratiques et usages du lieu, l'espace conçu comme une enclave inclusive pourrait bien s'avérer être une « enclave tout court », une enclave exclusive. C'est ainsi que la conceptualisation et l'opérationnalisation de l'enclave inclusive se poursuivent dans le domaine, non plus seulement architectural ou urbanistique, mais socio-politico-institutionnel. Dans notre texte (Berger et Moritz, 2018), nous esquissons ainsi le concept complémentaire de *gatekeeping* (ou de *gate-opening*). Un lieu constitué sur les principes de l'enclave a en effet d'autant plus besoin de la présence, du jugement et de l'efficacité de ses « portiers ». Cette figure du portier est à comprendre dans un sens à la fois concret (des personnes en chair et en os peuvent assurer ce travail) et abstrait (des règles, procédures ou autres dispositifs contribuent à assurer le *gate-opening* et *gate-keeping*), dans un sens à la fois individuel (il peut s'agir d'un *steward* ou d'une hôtesse personnifiant le rôle) et collectif (le *gatekeeping/opening* dépend de la gouvernance, idéalement élargie et participative, du lieu).

Dans le cadre de cette programmation FEDER-Bruxelles 2014-2020, notre intérêt pour les enclaves inclusives n'en est pas resté à la seule description et s'est prolongé dans des recommandations. Sur le site de l'ancienne Caserne Couronne, le projet de reconversion Usquare vise à transformer le lieu en espace de résidence internationale pour étudiants tout en proposant de nouveaux programmes ouverts sur la ville tels qu'une halle couverte dédiée à l'alimentation durable, des équipements dédiés aux activités de recherche liées au développement durable, des espaces publics accessibles, etc. Alors que par le passé, la pratique de reconversion d'anciennes casernes (Dailly, Arsenal, etc) était basée à Bruxelles sur l'idée de l'effacement des limites entre intérieur et extérieur du site, voire sur la démolition de parties entières de bâtiments existants, la vision urbanistique d'ensemble développée initialement par les agences MSA⁶ puis BUUR⁷ démarre de l'hypothèse de valoriser les qualités distinctives et souligner les délimitations de la caserne par rapport à son environnement immédiat, d'insister sur sa vocation de « ville dans la ville ». La conceptualisation de l'enclave inclusive a elle-même créé l'intérêt du porteur de projet, qui a demandé au Metrolab de l'assister dans la formulation de principes architecturaux à la base du cahier des charges pour le concours portant sur l'aménagement des espaces publics du futur site⁸.

Outre ces quelques exemples bruxellois, cette recherche nous a amenés à étudier quelques exemples internationaux de mise en application (assumée ou implicite) de l'enclave inclusive, tels que le réaménagement du site de Saint-Vincent de Paul à Paris⁹ ou encore potentiellement celui de la requalification de la prison Carcel Modelo à Barcelone¹⁰. Ce dernier site a fait l'objet d'un concours d'urbanisme et de paysage, dans le cadre duquel Benoît Moritz a été amené à suggérer un travail sur le maintien des limites comme possibilité de projet.

Depuis la publication de *Designing Urban Inclusion*, nous avons par ailleurs eu l'occasion de présenter ce concept, ses inspirations et applications auprès d'un public académique international, notamment à l'Urban Democracy Lab et à l'Institute for Public Knowledge de New York University, ainsi qu'à Parsons The New School for Design (New York), à l'University of Southern California (Los Angeles) et à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (Paris).

Par-delà sa conceptualisation théorique, la spécification pratique de la notion d'enclave inclusive et notre volonté de l'identifier comme un concept opérationnel pour le projet d'urbanisme illustrent bien l'engagement et les objectifs du Metrolab, qui se veut un laboratoire de recherche proche du terrain, de l'action et des acteurs.

6 « Etude de définition portant sur la reconversion de l'ancienne école de Gendarmerie d'Ixelles », MSA-Idea Consult pour Bruxelles Développement Urbain – Service Public Régional de Bruxelles, mars 2016.

7 « Plan d'Aménagement Directeur – Casernes », BUUR pour Perspective.Brussels, novembre 2020.

8 Cet intérêt s'est confirmé dans le choix du projet lauréat de l'agence parisienne Anyoji Beltrando qui propose un traitement des espaces ouverts sous la forme d'un chapelet de jardins collectifs aménagés dans une démarche de coproduction avec les porteurs de projets, les riverains, les exploitants et usagers des diverses initiatives liées au développement du site.

9 <https://www.paris-metropole-amenagement.fr/fr/saint-vincent-de-paul-paris-14e>

10 <https://lamodel.barcelona>

L'infrastructure sociale et l'enclave inclusive à l'épreuve de la crise sanitaire

Enfin, comment conclure ce texte sur les formes contemporaines des lieux de co-présence et de rassemblement dans la ville sans traiter de la situation de crise sanitaire que nous traversons depuis mars 2020, et de l'impact majeur du Covid, sur nos modes de vie en général, mais aussi pour ce qui nous occupe ici plus particulièrement, sur nos usages de l'infrastructure publique et sociale de la ville, et sur nos expériences et habitudes relatives au rapport à autrui et au partage de l'espace urbain. Alors que nombre d'entre nous aspirent spontanément à un certain « retour à la normale », il n'est pas certain que cela soit possible (la composante sanitaire de la vie urbaine, comme condition de base de sa viabilité, ne peut plus être occultée et il y a un sens à ce que nos *modus vivendi* anticipent de nouveaux épisodes de la pandémie COVID-19, ou d'autres épidémies), ni d'ailleurs tout à fait souhaitable. Il s'agit en effet sans doute, comme y appelle l'anthropologue Bruno Latour, d'« imaginer les gestes barrières » contre un retour irréflecti à la situation d'avant-crise¹¹, cela à différents niveaux, et notamment en matière de « vivre-ensemble » dans nos grandes villes, caractérisées par l'altérité et traversées par les inégalités. Quelles leçons pouvons-nous tirer de l'épreuve de la crise sanitaire concernant les formes de notre vie collective et des lieux urbains qui l'accueillent ? Quel avenir pour ces lieux qui abritent nos « sociabilités urbaines *indoor* », dont nous avons souligné toute l'importance avec l'idée et le projet de l'enclave inclusive ?

Nous pouvons tout d'abord faire le constat que l'*infrastructure publique* comprenant les équipements et services de base – cette infrastructure première dont la disponibilité et l'état de marche sous-tendent l'infrastructure sociale au sens que lui donne Eric Klinenberg¹² – a continué à fonctionner et a démontré son absolue nécessité pour les citoyens. Nous pensons ici naturellement aux services de soins de santé et aux hôpitaux ; aux services de secours, de police, ou encore de propreté et de gestion des déchets ; mais aussi aux infrastructures fondamentales comme les transports en commun, les espaces publics de circulation et les espaces verts. Après les premiers mois de confinement, d'autres équipements/services également cruciaux, comme les administrations, les espaces d'accueil de la petite enfance, les établissements scolaires (...) ont rouvert/repris, sous certaines conditions. L'année 2020 a alors été d'abord l'occasion de constater le rôle essentiel joué par l'infrastructure publique et par le personnel à l'oeuvre dans ces équipements et services de première nécessité ; et donc de justifier les investissements publics dans ces « ressources » matérielles et humaines au service de tout un chacun, et peut-être de motiver demain des investissements supplémentaires et d'autres moyens de gratification et de reconnaissance. Sur le plan de l'expérience collective, du sentiment d'interdépendance, de la solidarité émue, le fonctionnement envers

11 Latour, B. « Imaginer les gestes barrières contre le retour à la production d'avant-crise », revue en ligne AOC consultée le 13/11/2021, <https://aoc.media/opinion/2020/03/29/imaginer-les-gestes-barrieres-contre-le-retour-a-la-production-davant-crise/>

12 Voir la contribution d'Eric Klinenberg dans ce volume, autour du concept d'« infrastructure sociale » qu'il propose, ainsi que nos introduction et conclusion au présent ouvrage.

et contre tout de ces structures de base a été un moment fort ; qu'on pense aux applaudissements quotidiens du personnel des hopitaux, synchronisés à travers la ville, aux gestes et paroles de remerciements pour les agents du ramassage d'ordures, ou encore des témoignages de solidarité entre parents et les enseignant.e.s, ou puéricultrices, s'occupant de leurs enfants dans des conditions de grande incertitude sanitaire.

Une autre expérience du vivre-ensemble qui s'est trouvée particulièrement intensifiée à travers cette période troublée, est la pratique simultanée et commune des espaces verts qui ont vu une forte augmentation de leur fréquentation. Ce fut le cas, en particulier, pour les plus vastes d'entre eux (comme cette infrastructure verte métropolitaine que représente à Bruxelles le Bois de la Cambre), utilisés seul, en famille ou en « bulle », pour maintenir des activités de loisir à l'extérieur du domicile (à défaut de toute autre activité disponible!), se dérouiller les jambes, se changer les idées, changer d'air, ou simplement, *respirer*, dans le cas des personnes, des ménages ou des cohabitants (les étudiants en *kot*, par exemple) confinés des mois durant dans des habitations exigües, inconfortables ou inadaptées. Même si les usages les plus fréquents de ces espaces verts restaient centrés sur des pratiques individuelles ou en petits groupes de proches (*running* seul, balade à vélo en couple, pique-nique familial, yoga en petit groupe, etc.), la simultanéité de ces loisirs, le fait d'utiliser le bois ou le parc ensemble pour y respirer selon les intérêts et préférences de chacun, tout cela a créé à l'occasion une atmosphère favorable, une « civilité verte ». La communauté urbaine se manifestait sous un autre jour, à travers un paysage social et une esthétique spécifiques, tenant au fait de « se ressourcer ensemble » dans un lieu qualitatif, durant une période très éprouvante pour tous. Outre ces formes de co-utilisation civile, d'autres expériences plus clairement collectives – au point d'être interdites – ont pris place dans les grands espaces verts. Il est d'ailleurs tout à fait significatif que des revendications et mobilisations de nature politique se soient déplacées dans ces « espaces capables » des grandes infrastructures vertes périphériques¹³, devenues de nouvelles centralités urbaines en ces temps de confinement et de désertion du centre-ville. Nous étions habitués à l'idée et aux enjeux de « la nature dans la ville » ; cette année de crise sanitaire nous a montré à l'oeuvre la « ville dans la nature ».

Si, en cette période troublée, l'expérience collective de la ville s'est jouée en référence à, ou dans le cadre de *l'infrastructure publique* fondamentale (les hôpitaux, pour ce qui est de la solidarité, le bois pour ce qui est de la civilité), c'est que la crise sanitaire a mis temporairement hors service notre *infrastructure sociale*, amenant les pouvoirs publics à condamner nos interactions et regroupements dans des espaces intérieurs, couverts, enclos, et à fermer immédiatement nos lieux de rencontres et de vie collective jugés « non essentiels » (maisons de quartier, halls sportifs, bibliothèques, lieux culturels, bars, restaurants, discothèques, etc.). Or, à l'évidence, ces espaces d'une sociabilité urbaine *indoor*, ces lieux dans lesquels la vie publique d'une

13 Nous pensons en particulier aux événements « La Boum 1 » et la « Boum 2 » qui se sont déroulés respectivement les 1 avril et 1 mai 2020 au Bois de La Cambre. Ces événements non autorisés par les autorités et qui ont été considérés par certains comme de nouvelles formes d'émeutes urbaines avaient pour objectifs la dénonciation des mesures sanitaires en cours.

grande ville cosmopolite s'intériorise, ont une valeur essentielle, ou en tout cas *existentielle*, pour la plupart d'entre nous, leur inaccessibilité ayant eu un impact certain sur nos existences, interrompues ou en tout cas vidées de quelques-unes de leurs qualités importantes pendant une longue année ! Quelles stratégies et tactiques de résilience concevoir, préparer, organiser et mettre en oeuvre le moment venu concernant l'infrastructure sociale (et non plus seulement concernant l'infrastructure publique primordiale), en cas de retour à des tendances inquiétantes concernant le COVID-19, ou dans la perspective plausible d'autres épidémies à venir ?

Notons que pour une bonne partie de la population, c'est à travers l'expérience particulière des centres de vaccination ouverts un peu partout à travers la ville qu'un retour au lieu collectif, au lieu couvert permettant et motivant des interactions et des rencontres entre inconnus, a été réamorcé. Exemple intéressant : l'aménagement du plus grand centre de vaccination de Belgique à *Brussels Expo* a créé une enclave inclusive, certes temporaire, mais inédite et jusque-là insoupçonnée ; l'espace, scénographié, agrémenté d'arbres et de chaises, reproduisant ainsi l'ambiance et le vocabulaire de l'intérieur public¹⁴ ! En parallèle, progressivement, avec la stabilisation provisoire de la situation sanitaire en Europe de l'Ouest mi-2021, les espaces collectifs intérieurs et ceux extérieurs mais clos ou couverts (comme les *pocket parks*), ont rouvert les uns après les autres, sous certaines conditions, et en particulier celle du Covid Safe Ticket (CST) que chaque arrivant se doit aujourd'hui de présenter, pour profiter du centre sportif, de la salle de concert, de la boîte de nuit, etc. Si, dans l'ignorance actuelle d'autres possibilités, cette solution pratique représente le moyen retenu pour organiser la résilience de nos infrastructures sociales, elle menace à terme l'idée même d'enclave inclusive que nous avons défendue dans cet article. Nous savons en effet aujourd'hui que la « fracture vaccinale » vient largement redoubler la « fracture numérique » (associée à la première, par exemple, à travers la forme digitale du Covid Safe Ticket, mais aussi de manière plus subtile, à travers l'inégale répartition des connaissances et de l'éducation permettant l'accès à une information scientifique vérifiée), qui elle-même est une expression de la « fracture sociale ». Il y aurait donc quelque chose d'illusoire, voire de cynique, à voir dans le filtrage vaccinal une solution durable pour rendre à la ville ses intérieurs publics, et à présenter comme des « enclaves inclusives » des lieux hermétiques à une partie significative de la population. Nos actuelles *enclaves sanitaires*, si elles peuvent manifester en interne des apparences de brassage cosmopolite, évacuent d'autorité le problème de l'incertitude, du risque et du trouble lié à la présence de l'indésirable (Berger et Van Hollebeke, 2021) ; un geste, à terme, anti-public et urbanicide.

14 Voir la contribution de Mark Pimlott dans ce volume.

Crise sanitaire, crise des lieux publics ? Une approche philosophique à partir de l'exemple des intérieurs publics

Céline Bonicco-Donato

Introduction

Dans cette contribution, je propose d'interroger les effets de la crise sanitaire sur les infrastructures sociales, en développant une analyse philosophique de ce que vous présentez dans ce séminaire comme des « intérieurs publics » (universités, médiathèques, équipements sportifs, centres commerciaux, etc.). La peur de la propagation du virus a entraîné en France leur fermeture en raison de leur densité, de leur clôture et de la nature foncièrement relationnelle de leurs usages. Comment penser cette crise tant dans la manière dont elle questionne l'importance de ces espaces pour l'urbanité et la démocratie que dans le futur urbain qu'elle dessine ? Une réponse à cette question pourra être apportée en déterminant dans un premier temps la spécificité de ces lieux avec Peter Sloterdijk et Walter Benjamin : comment ces « sphères » invitent à penser un intérieur commun complexifient-elles la compréhension habituelle de l'espace public ? J'examinerai ensuite les différentes manières dont les politiques sanitaires ont pu s'exercer sur ces lieux, depuis la mise en place de dispositifs disciplinaires et sécuritaires jusqu'à leur fermeture, réactualisant ainsi l'alliance du savoir et du pouvoir envisagée par Michel Foucault (2004a). Enfin, puisque la crise désigne en médecine le moment critique et décisif où tout se joue, nous nous demanderons quel avenir peut être envisagé pour ces intérieurs publics.

L'angle général de ma réflexion sera de réfléchir à la façon dont la crise sanitaire que nous traversons met en crise ces infrastructures ou intérieurs sociaux en raison de leurs caractéristiques, spatiales et sociales. La clôture, la densité et la nature foncièrement et étroitement relationnelle de leurs usages les identifient comme des lieux de contamination et de circulation active du virus. Ce n'est donc pas leur caractère public en tant que tel qui les rend particulièrement problématiques, mais la nature de leur publicité. Cette dernière peut être caractérisée par trois qualités : (i) des contacts étroits et prolongés (ii) avec des personnes inconnues (iii) dans un lieu clos. En France, on n'a pas interdit de se promener dans la rue, mais on a fermé les universités, les médiathèques, les piscines, les centres associatifs, les conservatoires, etc.

Ce qui différencie ces espaces des lieux publics ouverts où l'on noue des relations superficielles et éphémères à l'air libre, ce sont précisément ces deux caractéristiques que j'ai énoncées précédemment : (i) les contacts étroits et prolongés, et (ii) les lieux clos. La troisième caractéristique évoquée, à savoir les rencontres avec des personnes inconnues, permet pour sa part de différencier ces espaces de la sphère familiale et intime.

Dans un premier temps, j'aimerais interroger la spécificité du caractère public de ces intérieurs ou infrastructures sociales qui les rend problématiques en contexte pandémique. Je mobiliserai deux analyses philosophiques : celle de Walter Benjamin à propos des passages parisiens dans *Paris, capitale du XIX^e siècle* (1935), et celle de Peter Sloterdijk, philosophe allemand contemporain, auteur d'une immense trilogie, *Sphères*. Enfin, j'articulerai ces deux analyses à des réflexions personnelles, à travers l'analyse de quelques exemples concrets d'espaces publics fermés que je fréquente : une médiathèque municipale à Chambéry et l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble.

Dans un deuxième temps, je m'interrogerai sur les politiques sanitaires en France : comment ont-elles d'abord modifié l'usage de ces lieux et leur caractère public, pour finalement les fermer ? Je m'appuierai sur les analyses de Michel Foucault sur le pouvoir disciplinaire et le pouvoir sécuritaire qui relèvent tous deux de la biopolitique, afin de comprendre les politiques sanitaires actuelles et la manière dont elles se déploient dans le design spatial des différents lieux.

Enfin, dans une dernière partie, qui conclura mon propos, je me risquerai à m'interroger sur l'avenir de ces lieux, sur les questions qui se posent tant à leurs concepteurs qu'à leurs usagers. Je sortirai de ma zone de confort, la philosophie, pour aller sur le terrain, ce qui me permettra peut-être de démentir Jean-Paul Sartre affirmant que les philosophes ont la plupart du temps les mains propres parce qu'ils n'ont pas de mains.

La spécificité du caractère public des intérieurs publics

La première caractéristique à la fois spatiale, mais aussi sensible de ces intérieurs publics que j'aimerais souligner est leur ambiguïté. Ce sont des espaces publics, mais dont l'aménagement va se rapprocher de celui des espaces privés et intimes, dans la mesure où ils sont intérieurs. Alors que les espaces

publics comme les rues ou les places se caractérisent par leur ouverture, les infrastructures sociales ou intérieurs publics se caractérisent par un volume intérieur délimité par des parois : murs et plafonds, et par un seuil comme une entrée. Ce sont donc des « sphères » qui vont avoir leur propre climat ou leur propre atmosphère, indépendant du milieu extérieur et très stable puisqu'il est peu soumis aux variations. On aura dans ces lieux un climat artificiellement tempéré et confortable.

Pour bien faire comprendre cette idée, je souhaiterais vous citer quelques analyses de W. Benjamin sur les passages parisiens, types très singuliers d'architecture qui se développent principalement au XIX^e à Paris, mais qui permettent de mieux comprendre l'ambiguïté des équipements accueillant du public. Ces passages sont des rues couvertes par une verrière. Selon W. Benjamin (1935) : « Les passages sont des maisons ou des corridors qui n'ont pas de côté extérieur – comme le rêve ». Il parle de la « compénétration enivrée de l'intérieur et de l'extérieur ». L'auteur insiste sur l'ambiguïté des aménagements de lieux dans lesquels la rue fusionne avec l'appartement ou encore le salon. On y trouve une décoration intérieure, un revêtement au sol, un éclairage au gaz et, bien sûr, une entrée physiquement matérialisée par un seuil. Le réseau des passages parisiens va dessiner une autre ville que celle des rues découvertes. Une ville qui s'ouvre au flâneur « comme un paysage et [qui] l'enferme comme une chambre » (Benjamin, 1935).

Ainsi voit-on se dessiner une ville différente de celle des artères et des places, un espace urbain irréductible à celui envisagé par Georg Simmel ou Robert Ezra Park au début du XX^e siècle. Tous deux décrivent, en effet, la ville comme un espace du danger et de l'aventure, de l'ouverture et de la violence. Dans cette ville, à tout moment peuvent faire irruption l'événement, le heurt ou la liberté. Dans les passages parisiens, au contraire, nous sommes dans des endroits protégés et feutrés que l'on peut rapprocher de l'image de la coquille chez G. Bachelard (1957) dans *La poétique de l'espace*, qui parle de valeur de refuge. Nous sommes dans des lieux qui ont une atmosphère très particulière : séduisante, réconfortante et enveloppante que l'on va expérimenter dans la flânerie, où les éléments et les stimuli extérieurs sont amortis. On est plongé dans un climat artificiel où tout est tempéré. Benjamin déploie ainsi une atmosphère régressive où l'apprêt de la ville, ses dimensions négatives sont mises entre parenthèses.

Je ne m'intéresse pas ici au jugement contrasté de Benjamin sur cette atmosphère qu'il qualifie de fantasmagorique, mais seulement à une de ses implications : l'on se sent dans ces passages comme « chez-soi », ce sont des lieux que l'on connaît, qui suscitent une impression de familiarité, où l'on se blottit. Pour Benjamin (1935), les passages et donc les intérieurs publics dessinent une ville-appartement où le citoyen trouve refuge comme dans un cocon ou dans l'utérus maternel. Les passages sont « des architectures où nous vivons une nouvelle fois oniriquement la vie de nos parents et grands-parents comme *l'embryon* dans le ventre de sa mère répète la phylogenèse » (Ibid.). Or cette image de l'utérus, comme premier intérieur protecteur que l'on connaît se trouve également chez un autre philosophe Peter Sloterdijk, philosophe allemand

contemporain, qui considère que la vie humaine peut se comprendre de manière générale comme une constitution d'espaces intérieurs protecteurs, de sphères qui reproduisent et visent à prolonger l'espace utérin primordial.

Exister, c'est donc spatialiser en se construisant des espaces englobants qui délimitent le chaos. Selon Sloterdijk (1998, p. 31), « Nous sommes dans un extérieur qui porte des mondes intérieurs ». Je ne me prononce pas sur la pertinence de la proposition générale ni sur l'extension très large qu'il donne à la notion d'espaces puisqu'il parle aussi bien d'espaces physiques que d'espaces théoriques, politiques ou encore culturels (comme les systèmes métaphysiques : « la vie, la constitution de sphères et la pensée sont une seule et même chose »). Si je me méfie des systèmes trop englobants, je retiens néanmoins la pertinence de l'analyse de Sloterdijk à l'échelle des infrastructures sociales où effectivement la clôture et donc la délimitation de l'espace intérieur impliquent un brouillage du privé et du public, qui garantit un milieu protégé et protecteur, au climat tempéré et stable, filtrant ceux qui entrent. Pour cette raison, la notion de « sphères d'immunité » employée par Sloterdijk qui prolonge l'analyse de Benjamin sur les passages, me paraît particulièrement féconde pour penser la spécificité et l'ambiguïté du brouillage entre le privé et le public dans ces intérieurs publics.

Si l'on prend un intérieur public comme une médiathèque ou une bibliothèque municipale, on voit bien ce brouillage des frontières : il s'agit d'un espace public, mais dans lequel on enlève son manteau qu'on laisse sur un porte-manteau comme lorsque l'on rentre chez soi, où on dépose son parapluie à l'entrée, et qui est aménagé comme un intérieur privé. Si je prends l'exemple de la médiathèque que je fréquente à Chambéry, on va trouver des lampes de bureau individuelles, des fauteuils et même des canapés confortables qui ne dépareraient pas dans un salon, on va même trouver des porte-manteaux recouverts d'une gaine tricotée main, clins d'œil aux plaids façonnés au crochet. Différents jeux sont mis à disposition pour les enfants avec des tapis au sol. Cette ambiguïté entre privé et public, espace ouvert au public mais aménagé comme un intérieur privé, peut également être trouvée à l'école nationale supérieure d'architecture où j'enseigne. Je pense à trois exemples en particulier : la salle du personnel agrémentée de tasses et de mugs que l'on pourrait avoir dans sa propre cuisine, tous différents et parfois ébréchés, une mezzanine meublée d'un piano et de fauteuils où l'on peut s'affaler, et les coins lectures de la documentation.

La deuxième caractéristique de ces intérieurs publics que j'aimerais souligner est la suivante : ce sont des lieux que l'on habite et avec lesquels l'on noue une relation émotive ou affective particulière. J'ai parlé précédemment de « chez soi » et je considère que l'on *habite* ces intérieurs publics plus que les espaces publics traditionnels, dans la mesure où « *habiter* signifie toujours se constituer une sphère », pour reprendre une formule de Sloterdijk. Dans l'argumentaire du séminaire, vous vous référez d'ailleurs à cette forme particulière d'infrastructures sociales que sont les « maisons du peuple », on peut penser aussi à un autre type d'infrastructure qui existe en France qui se nomme « maison des associations » ou encore « maison de quartier ». Si j'emprunte cette définition de l'habiter à Sloterdijk, je la justifierai en me référant à la compréhension de

l'habiter développée par Heidegger sur laquelle j'ai travaillé en lui consacrant un ouvrage en 2019, *Heidegger et la question de l'habiter*. Selon le philosophe allemand, l'existence humaine est travaillée par une inquiétude générale : on est jeté au monde par notre naissance dans un extérieur qui paraît inquiétant et étranger. C'est en habitant, donc en s'aménageant un espace délimité que l'on peut s'approprier et qui vient prolonger notre corps, que l'extérieur est apprivoisé. Habiter, dans cette perspective, c'est donc se construire un espace qui vient entourer notre corps et qui sert d'interface avec l'espace extérieur. Dans ces intérieurs publics, on se construit sa place dans laquelle on va se sentir comme chez soi. On remarque que les étudiants se mettent la plupart du temps à la même place dans un amphithéâtre, de même que les habitués de la médiathèque ont « leur table », ou que les parents des enfants fréquentant le conservatoire municipal ont leur « espace d'attente ». Chacun d'entre nous a déjà éprouvé la force de la déception quand il trouve sa place occupée par quelqu'un d'autre. Je définirai donc l'intérieur public comme un corps architectural qui englobe, enveloppe ou encore épouse mon propre corps.



Figure 4. Médiathèque de Chambéry, 2015, Photo Florian Pèpelin © CC-BY-SA 3.0.

Source : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Int%C3%A9rieur_biblioth%C3%A8que_de_Chamb%C3%A9ry_\(2015\).JPG?uselang=fr](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Int%C3%A9rieur_biblioth%C3%A8que_de_Chamb%C3%A9ry_(2015).JPG?uselang=fr).

C'est en vertu de cette commune parenté entre mon corps et le corps de l'architecture que l'on va ressentir affectivement les espaces intérieurs. Je considère, en effet, que le ressenti affectif particulièrement fort dans ces lieux, est plus intense que dans des espaces publics ouverts. C'est une perspective que je développe dans mon analyse des ambiances, en me nourrissant à la fois des *théories de l'empathie* (notamment Heinrich Wölfflin et August Schmarsow, deux théoriciens allemands du début du XX^e) et de la *psychopathologie d'inspiration phénoménologique* (Ludwig Binswanger dont les textes courent des années 1900 aux années 1950). Comment comprendre ce ressenti affectif de l'espace en mobilisant ces deux perspectives ? Mon propre corps est traversé par des affects qui s'expriment dans des dynamiques physiques, c'est-à-dire dans des manières de se tenir, dans des attitudes corporelles (détente ou tension, prostration ou extension, horizontalité ou verticalité). Lorsque je perçois ces dynamiques physiques en parcourant l'espace intérieur d'un bâtiment, elles viennent faire écho à celles que j'ai déjà éprouvées dans mon propre corps et elles suscitent les affects qui leur sont habituellement liés. Par exemple, dans la Médiathèque de Chambéry, on observe une magnifique hauteur sous plafond qui pousse à lever la tête. On peut parler d'une élévation du corps du bâtiment et d'une légèreté de son ossature qui rappellent ce que j'éprouve moi-même quand primesautière, je me sens physiquement appelée vers des sommets : c'est-à-dire la joie et la liberté. Donc la clôture de ces lieux permet de les penser comme des corps, et cette caractéristique spatiale renforcée par le travail sur les matériaux et l'aménagement intérieur, donne à comprendre pourquoi nous nouons une relation affective privilégiée avec eux. Ce sont des lieux dans lesquels la question des ambiances est particulièrement importante parce qu'ils impliquent tout particulièrement notre corps. Cela permet de saisir pourquoi nous leur sommes si attachés : ce sont des lieux qui nous donnent le sentiment de notre propre présence.

Cela nous permet de comprendre la fonction vitale de ces espaces pour des personnes dont le sentiment de soi est rendu problématique en raison de leur exclusion du jeu social. J'avais réalisé il y a maintenant plus de 10 ans une enquête sur une médiathèque parisienne, Jean-Pierre Melville, dans le XIII^e arrondissement à Paris. Celle-ci était fréquentée par des personnes sans domicile fixe qui y développaient des adaptations secondaires, mais qui venaient avant tout y chercher chaleur et sécurité, un havre de paix. Démarche qui dépasse une simple exigence de confort, mais exprime plus fondamentalement un besoin de contenant pour ne pas se disperser et se perdre. J'envisageais alors la recherche de confort comme une quête de bien-être où le verbe être doit être pris au sérieux dans ses composantes existentielles. Je considère, en effet, que le soi qui a un chez-soi est enrichi. Ce dernier est une extension qui vient lui donner de la densité. Une enveloppe qui protège et permet au corps de s'éprouver, en développant des habitudes et donc en habitant, selon l'étymologie commune entre habiter et habitude. Mais alors dans cette perspective, leur fermeture dans la crise pandémique actuelle apparaît comme un véritable rétrécissement de notre horizon corporel et de nous-mêmes. Sloterdijk parle de « déficit immunitaire » pour les personnes isolées exclues des différentes sphères.

Je parlerais pour ma part « d'amoindrissement et de dispersion de soi » pour insister, par contraste, sur la concentration et l'intensification de soi.

J'en viens à présent à la troisième caractéristique de ces intérieurs publics qui les distingue des espaces publics ouverts : la *nature de leurs usages*. En effet, les pratiques en leur sein excèdent ceux des espaces publics ouverts, comme le déplacement des piétons (qu'il s'agisse de flâneries ou de trajets efficaces) ou le jeu des regards magistralement décrits par Goffman sous le nom d'« inattention civile ». Ce sont, en effet, des usages qui peuvent être identiques dans leur forme à ceux qui se déploient dans la sphère intime et familiale, et ce, en raison des caractéristiques spatiales du lieu, ce qui permet de mieux comprendre la caractéristique précédente (le fait que l'on « habite » ces espaces). Ce sont des espaces dans lesquels il est possible de se détendre en relâchant son corps (dans une médiathèque, on trouve des canapés pour lire, des espaces pour écouter de la musique, visionner des films ou encore consulter internet). Ils abritent des activités que l'on pourrait faire chez soi, mais que l'on vient accomplir ici soit parce que l'on n'a pas de chez-soi et que ces activités sont gratuites (personnes sans domicile fixe qui viennent se reposer, se tenir au courant de l'actualité), soit parce que l'on cherche une forme de sociabilité particulière sur laquelle je reviendrai plus tard. On peut s'y préparer à manger et faire sa vaisselle (je pense à la salle du personnel, mais aussi à mon laboratoire à l'école d'architecture où je travaille où il y a un coin cuisine), se laver, se maquiller. Notons, par exemple, les bains-douches tels qu'on peut les trouver à Paris, mais aussi à Bruxelles ou encore à Turin, à destination des SDF, des migrants, et de toutes les personnes mal logées avec un accès problématique à l'eau ou aux sanitaires.

Des usages donc qui relèvent de la sphère intime parce qu'ils touchent aux besoins du corps ou à son espace personnel, mais qui sont réalisés dans des équipements publics, donc partagés avec d'autres, ce qui les différencie de ceux se déroulant dans la sphère privée, dans lesquels on ne va pas avoir tout à fait le même relâchement. Ce sont des usages qui touchent à l'intimité, mais qui sont partagés avec des personnes que l'on ne connaît pas.

La quatrième caractéristique qui les distingue des espaces publics ouverts relève du type de relations sociales qui se nouent en leur sein. Elles ne relèvent pas de ce que Georg Simmel nomme la sociabilité dans *Sociologie et épistémologie*, à savoir les relations froides, superficielles et éphémères entre anonymes dans la grande ville, des relations qui se nouent sans raison précise, mais pour des raisons spatiales, au gré des déambulations urbaines. Des relations qui se configurent indépendamment de toutes caractéristiques objectives liées à leur être intime et à l'intérêt des citoyens mis en présence.

Or comme nous l'avons vu, les usages de ces intérieurs publics ne relèvent pas de cette sociabilité. Ce sont des relations qui sont configurées par des caractéristiques objectives liées à notre être intime ou à des intérêts : besoins physiques, goûts particuliers pour les livres et les quotidiens, pratiques sportives ou culturelles, études spécifiques, etc. Ce qui implique que ces relations ne sont pas le fruit du hasard et qu'elles sont appelées à se renouveler. On recroise les mêmes personnes dans ces lieux parce qu'ils accueillent un public d'habitues.

Donc les relations ne seront pas nécessairement aussi chaudes que dans une relation amicale, mais néanmoins moins froides que dans la rue, et ce d'autant plus que l'usage des lieux dévoile notre être intime. À la piscine, il est difficile de se comporter face à quelqu'un que l'on croise régulièrement en maillot de bain et qui voit les avantages et les défauts de notre silhouette gracieusement surmontée d'un bonnet, comme devant un parfait inconnu. De même lorsqu'on attend son tour devant le micro-onde du laboratoire de recherche, en sentant les odeurs des différents plats. Même chose devant la personne de la médiathèque qui lit tout le temps le dernier numéro du journal local que je veux moi aussi consulter. Cela crée une forme de complicité. Un sociologue français, Stéphane Tonnelat (2016), parle de « communautés éphémères de situation » pour désigner le collectif formé par les piétons qui déambulent dans la même rue ou par les passagers de la rame de métro. Pour ma part, je parlerai ici de « communautés situées d'usage », ce qui permet de comprendre leur fonction inclusive, à savoir qu'elles ne font pas seulement entrer dans une sphère des personnes qui étaient à l'extérieur, elles ne permettent pas seulement aux usagers de manifester une compétence sociale comme les interactions en face-à-face dans les espaces publics traditionnels, mais plus fondamentalement, elles offrent aux usagers la possibilité de faire valoir, sous la face générique, leur humanité par la mise en évidence de besoins fondamentaux partagés et de goûts ou de pratiques plus personnelles.

Si nous devons retenir deux points des développements précédents, ce serait les suivants : Les intérieurs publics doivent être qualifiés (i) d'espaces ambigus entre intérieur et extérieur, et (ii) d'espaces affectifs où l'on développe des usages intimes dans des équipements partagés, ce qui garantit des relations entre usagers qui excèdent la simple sociabilité.

On comprend dès lors leur fonction vitale pour la vie individuelle, la vie sociale et la vie démocratique, ce qui permet d'éclairer le sentiment de perte que chacun a ressenti lors de leur fermeture.

- Ils ont une fonction vitale pour la vie individuelle dans la mesure où ils réassurent le sentiment de soi, ce qui est crucial lorsque l'on n'a pas de chez soi, mais aussi lorsqu'on en a un car ils l'enrichissent par la confrontation avec une sphère qui est certes familière, mais plus diversifiée que celle du logement quotidien.
- Ils sont décisifs pour la vie sociale : ils garantissent, en effet, des relations inclusives et chaleureuses entre inconnus par le partage d'équipements permettant un usage non seulement commun, mais qui, de manière plus fondamentale, affirme l'humanité des usagers comme êtres de besoins biologiques ou plus sophistiqués.
- Enfin, ils ont une importance pour la vie démocratique parce qu'ils réalisent une égalisation des conditions dans l'espace physique, qui est certes insuffisante (et ce d'autant plus qu'elle se réalise à des échelles très micros et éclatées), mais qui peut servir de tremplin à une réflexion plus large sur l'espace social.

Pour faire comprendre cette dernière idée, j'emprunterai à Sloterdijk (2005) dans son introduction à *Écumes*, le terme de « république des espaces ». En effet, on peut rapprocher les intérieurs publics du type de sphères qui caractérise notre hypermodernité, à savoir une écume faite d'une multiplicité d'îles ou de capsules sans hiérarchie les unes avec les autres. La multiplicité d'équipements dans la ville dessine un autre espace urbain que celui de la place centrale et de ses ramifications. Si Sloterdijk ne préjuge pas du régime politique général de ces écumes de l'hypermodernité et insiste sur le risque de l'absence de centralité, de tout inclusif, la leçon que je retire de son analyse à l'échelle des infrastructures sociales et uniquement de celles-ci, ce sont les vertus politiques du réseau constitué dans un espace urbain par ces différents équipements : on trouve des sphères multifocales, multiperspectivistes et hétérarchiques, qui sont imbriquées les unes dans les autres et dessinent un autre espace urbain. Elles constituent une *république* au sens étymologique du terme, c'est-à-dire une chose publique dont on use en commun. On peut donc parler d'une nature spatiale de la république. C'est un espace partagé et usé en commun, un espace intégrateur où l'on se rencontre. On peut ainsi tracer un parcours depuis la *polis* grecque jusqu'aux « intérieurs publics modernes » qui marquent, à mon sens, moins l'éclatement de la république que sa pluralisation dans des espaces diversifiés. Ainsi, je propose de lire les intérieurs publics comme la condition écologique de la démocratie envisagée comme mode de vie.

Politiques sanitaires, politiques urbaines : une lecture foucauldienne

Ce sont les caractéristiques spatiales et sociales de ces espaces, à savoir la clôture, les interactions plus longues et moins fugaces que dans les espaces ouverts, la densité et la diversité des publics, qui les rendent problématiques au regard de la crise sanitaire. Ces infrastructures ont été le lieu, en France, de différentes politiques publiques justifiées comme participant d'une politique de santé publique. On a vu émerger un nouvel organe qui a eu un rôle tout à fait inédit dans la prise de décision politique, à savoir un conseil scientifique. Ce dernier avait un rôle consultatif, mais était associé au plus près des décisions politiques. Il y a eu un double mouvement. D'abord, de propositions du conseil scientifique vers le gouvernement et, ensuite, de justification des décisions prises par le gouvernement national par le recours aux conseils donnés par cette instance. L'avis du conseil scientifique est donc devenu un argument d'autorité, au nom de sa compétence, ce qui permettait au gouvernement de légitimer ses prises de position. On a vu le poids croissant pris par les experts au cours de la crise. Pour mieux comprendre ce dernier point, on peut se référer à cette alliance du « savoir et du pouvoir » analysée par le philosophe Michel Foucault, notamment à propos du pouvoir psychiatrique et de l'hygiénisme. Dans *Surveiller et punir*, il écrit : « Il n'y a pas de relation de pouvoir sans constitution d'un champ de savoir, ni de savoir qui ne suppose et ne constitue en même temps des relations de pouvoir ». Et effectivement, c'est bien un tel balancier que l'on a vu se déployer : la constitution d'un champ de savoir que l'on pourrait appeler, celui de

la santé publique, qui a accompagné la politique sanitaire et qui s'est traduit en politique sanitaire.

Dans cette perspective, nous pouvons parler d'un biopouvoir, en nous référant à la notion introduite par Foucault en 1976 dans *La volonté de savoir*. Dans ce livre qui est le premier tome de *l'Histoire de la sexualité*, Foucault considère que notre santé, nos corps physiques, notre vie biologique sont devenus des objets de préoccupation des gouvernants, des points sur lesquels s'exercent des relations de pouvoir, et ce aussi bien au niveau individuel que collectif. À partir de la fin du XVII^e, début XVIII^e, la santé est érigée en valeur politique, en norme désirable par rapport à toutes les pathologies. Il appartient au gouvernement de favoriser cette santé en contrôlant les individus et les populations. Foucault (1976) parle de « la santé et du bien-être physique de la population en général comme l'un des objectifs essentiels du pouvoir politique ». L'impératif de santé devient le devoir de chacun (responsabilisation des individus) et l'objectif général du gouvernement pour élever le niveau de santé du corps social dans son ensemble. Foucault rend compte de l'émergence de ce biopouvoir en termes économiques : un corps en bonne santé qu'il soit individuel ou collectif est un corps plus productif.

Ce biopouvoir va se déployer par des politiques natalistes et de vaccination, différentes stratégies de santé publique (enregistrement et signalement des pathologies, campagnes de prévention, etc.), mais aussi par la restriction d'un certain nombre de libertés fondamentales, au nom de cette norme hautement désirable qu'est la santé. Dans la crise que nous traversons, nous pensons à la restriction des déplacements en premier lieu, mais aussi à la fermeture des écoles, des équipements sportifs et culturels. Ces restrictions portaient sur nos relations sociales non seulement en fermant les lieux dans lesquels elles se déroulent, mais aussi en donnant un certain nombre de recommandations sur ce que nous devons faire à l'intérieur même de la maison : ne pas inviter, porter le masque au moindre doute. On peut relever une formule de Jérôme Salomon, haut-fonctionnaire français, directeur de la Santé, qui a provoqué une polémique en France comme une intrusion du pouvoir dans la sphère intime : « À Noël, on coupe la bûche en deux et Papi et Mamie mangent dans la cuisine ».

De manière très intéressante et riche, Foucault distingue deux modalités du biopouvoir, selon qu'il s'exerce sur le corps des individus ou le corps de la population, le pouvoir disciplinaire et le pouvoir sécuritaire. Vous trouverez la mise au point la plus claire dans un cours qu'il a donné au Collège de France en 1977-1978, *Sécurité, territoire, population*. J'aimerais vous les présenter en insistant sur la manière dont ces deux modalités du biopouvoir en passent par un traitement différencié de l'espace. Ce dernier point peut, en effet, constituer une grille de lecture des différentes mesures qui ont été prises en France sur l'aménagement des infrastructures sociales.

Tout d'abord, quelques mots rapides sur la conception du pouvoir de Foucault. Ce dernier ne s'interroge jamais sur la légitimité du pouvoir (est-il juste ou injuste ?), mais toujours sur son efficacité, sur ses modalités de déploiement. Le philosophe propose une compréhension dynamique et stratégique du

pouvoir en termes de relation. Il ne se pose pas la question de l'intentionnalité. Les relations de pouvoir se déploient selon leur propre logique qui dépasse la représentation des agents. Il n'y a pas de complotisme, mais une vision structurale des rapports de force. De manière générale, une relation de pouvoir, c'est ce qui agit sur, ce qui conduit des conduites. Une partie importante du travail de Foucault est de montrer que ce qui caractérise le pouvoir moderne à compter de la fin du XVII^e, du XVIII^e, c'est le passage d'un pouvoir qui punit après coup, qui sanctionne (pouvoir de la souveraineté, pouvoir de l'autorité), à un pouvoir qui se place en amont de l'infraction.

Nous pouvons noter, à sa suite, deux modalités distinctes du biopouvoir : (i) d'une part, il s'exerce pour empêcher l'infraction en surveillant les individus, c'est un pouvoir disciplinaire qui s'exerce sur les corps singuliers. Point également analysé dans *Surveiller et punir* avec l'école, l'usine, l'armée ; (ii) d'autre part, il s'exerce pour encadrer l'infraction en la maintenant à un niveau acceptable et tolérable en régulant la population. Autrement dit, c'est un pouvoir sécuritaire qui s'exerce sur un collectif. Les manifestations principales de ce pouvoir sécuritaire sont les politiques publiques de natalité, d'hygiène ou encore de lutte contre les épidémies.

Si le pouvoir souverain est discontinu et violent, les pouvoirs disciplinaires et sécuritaires sont continus et doux, mais cette douceur est gage d'efficacité. Le pouvoir disciplinaire normalise le corps, on peut parler d'une *biopolitique de la discipline des corps* et le pouvoir sécuritaire, lui, va optimiser la population, on peut parler d'une *biopolitique de la régulation des populations*. Mais si les rapports de pouvoir passent à l'intérieur des corps qu'ils soient individuels ou collectifs, ils vont rencontrer la question de l'aménagement de l'espace. Ce biopouvoir joue un rôle stratégique majeur dans la mesure où les corps sont toujours spatialisés. Je vous cite un passage de son article « L'œil du pouvoir » écrit en 1977 : « Il y aurait à écrire toute une histoire des espaces qui serait en même temps une histoire des pouvoirs - depuis les grandes stratégies de la géopolitique jusqu'aux petites tactiques de l'habitat, de l'architecture institutionnelle, de la salle de classe ou de l'organisation hospitalière, en passant par les implantations économique-politiques. Il est surprenant de voir combien le problème des espaces a mis longtemps à apparaître comme problème historico-politique ».

Ce qui m'intéresse dans l'analyse de Foucault, c'est qu'il va montrer comment la configuration matérielle de l'espace, son architecture, son *design* permettent par capillarité le déploiement des relations de pouvoir sur le corps des individus et des populations. Dans *Sécurité, territoire, population*, il étudie deux plans de ville.

A. Une ville disciplinaire avec une trame orthogonale semblable à celle de la ville américaine. Il s'agit de la ville de Richelieu qui est une ville créée ex nihilo au XVII^e siècle en Indre-et-Loire avec la répétition d'un module géométrique qui fonctionnalise à l'extrême chaque îlot. C'est une distribution hiérarchique et fonctionnelle des éléments par individualisation des citadins ou des formes urbaines, et qui immobilise des individus dans des lieux.

- B.** La ville sécuritaire est analysée à travers l'exemple de Nantes où il ne s'agit pas seulement de déterminer des emplacements, de fixer des gens à leur place, mais aussi de garantir des circulations, celle des gens et des éléments pour éviter la stagnation et l'engorgement. C'est un aménagement qui s'efforce de réguler un milieu dans un cadre multivalent et transformable avec une réflexion sur les axes de circulation des différents flux, les espaces qui distribuent la population, etc.

Ces deux modalités spatiales du biopouvoir disciplinaire et sécuritaire permettent, selon moi, d'éclairer les différentes mesures qui ont été prises en France et qui sont allées jusqu'à la fermeture définitive des intérieurs publics. Il y a eu et il y a de nouveau un ensemble de dispositifs visant à casser les interactions dans les intérieurs publics et à isoler les individus pour éviter la propagation du virus. Parmi ces mesures, on note bien sûr le masque, mais surtout d'un point de vue spatial les marquages au sol pour ralentir les déplacements, la distinction très nette entre les portes d'entrée et de sortie, la condamnation des assises côte à côte que ce soit dans les amphithéâtres à l'université, sur les canapés de la médiathèque, dans les vestiaires de la piscine municipale, ou encore sur les chaises de la cafétéria à l'école d'architecture. Des dispositifs visant à *isoler*, à localiser parce qu'ils viennent recouvrir l'espace des intérieurs publics d'une trame quadrillant les circulations, et à surveiller.

Si vous vous souvenez des caractéristiques de ces intérieurs publics, analysées dans la première partie, vous voyez comment ces dispositifs mettent à mal le rapport affectif au lieu, en entravant le déplacement en son sein. On ne va plus être dans une enveloppe protectrice où l'on est comme «chez-soi», mais dans un espace géométrisé et partitionné en sous-espaces de stationnement où l'on est simplement toléré. On est dans un quadrillage plus que dans un coquillage pour reprendre l'image de Bachelard. Ces mesures mettent à mal le type particulier de relations sociales qui s'y déploient, plus chaleureuses que la simple sociabilité. Ce ne sont plus des relations entre habitués, mais des contacts problématiques entre contaminés potentiels.

D'un autre côté, je m'intéresse à un autre ensemble de dispositifs que l'on peut rapprocher de la modalité sécuritaire du biopouvoir dans la mesure où ils visent moins à isoler les individus qu'à réguler les flux de déplacements des publics. On peut évoquer le fléchage qui a été utilisé pour minimiser les croisements en imposant un sens de circulation. Par exemple, au sein de l'école d'architecture il y a eu des réflexions sur la manière dont on devait éviter que les promotions d'étudiants se croisent dans les couloirs. On peut aussi noter la jauge de densité acceptable dans un lieu clos (marchés couverts, piscine) avec le comptage des personnes qui y entrent, la diminution des publics par deux (ex. les enseignements mi-présentiel, mi-distanciel), ou encore les attestations de déplacement. On peut parler d'un ensemble de dispositifs qui modifient là encore le caractère de ces espaces : la manière dont on s'y sent et le type de relations que l'on y noue, mais peut-être encore plus fondamentalement que les mesures disciplinaires, elles touchent à l'essence même de ces intérieurs publics qui est d'offrir un équipement public à chacun pour exprimer son humanité. On

assiste à une forme de sélection par ordre alphabétique (à la fac) ou d'arrivée (à la piscine et à la médiathèque) qui transforme ces capsules inclusives en capsules exclusives.

Quel avenir pour ces intérieurs publics ?

La question qui se pose est de savoir quel avenir se dessine pour ces intérieurs publics dans le contexte pandémique que nous connaissons, même si les choses bougent si vite que l'arrivée du vaccin rend peut-être caduques nos inquiétudes et notre réflexion. Dans l'argumentaire du séminaire, vous posiez une alternative que je souhaiterais rappeler : «La pandémie COVID-19 annonce-t-elle une crise majeure des espaces communautaires et des équipements sociaux de proximité ? Ou invite-t-elle à reconsidérer leur fonction, leur utilisation, leur conception, leur aménagement ? ». Incontestablement, la pandémie oblige à repenser ces espaces et leurs usages, il ne s'agit pas de faire comme s'il ne se passait rien, le virus est une réalité qui tue directement et indirectement (je pense non seulement aux nombreux malades en réanimation, mais à tous ceux dont les interventions ont dû être ajournées en raison de la saturation des hôpitaux et, bien sûr, aux conséquences économiques et sociales), mais l'enjeu est de le faire en préservant ce que j'avais isolé dans la première partie comme importance vitale des infrastructures sociales pour l'individu, le social et le politique. J'emploie le terme de vie à dessin pour suggérer que notre vie humaine excède la vie strictement biologique, «la vie nue» pour reprendre une expression de Agamben (1997). Pour préserver leur importance vitale, ces espaces doivent continuer à accueillir les corps des usagers dans leur diversité, en leur permettant de partager des équipements communs pour affirmer leur humanité comme être de besoins. Ils ne doivent donc ni isoler les individus, ni les sélectionner, ni rendre la satisfaction des usages si problématique qu'on finit tout simplement par y renoncer (je pense au port du masque obligatoire pour les lecteurs de la médiathèque y compris lorsque l'on était assis seul à son bureau à plus de deux mètres des autres usagers, à l'impossibilité de se doucher après son bain à la piscine). C'est évident cependant que ces espaces doivent se réinventer, mais tout en restant fidèles à ce qu'ils sont.

Parmi ces modalités de réinvention, je ne crois pas du tout à l'alternative que constituerait l'utilisation d'espaces virtuels en ligne, une des possibilités ouvertes par l'argumentaire du séminaire sous forme de question : «L'infrastructure sociale peut-elle se réinventer face à la pandémie, grâce à des solutions basées sur la technologie, le design, le comportement social, le mode de gestion, ou par l'utilisation d'espaces virtuels en ligne ? » Si vous m'avez bien suivie, vous comprenez aisément pourquoi : la valeur de ces espaces tient à leur intériorité paradoxale qui mobilise le corps.

D'une part, c'est l'enveloppement physique du corps par le corps architectural qui produit l'attachement affectif à un lieu que l'on habite d'une manière certes moins intime que son logement lorsque l'on en a un et c'est cet enveloppement physique qui permet au soi de se rassembler. D'autre part,

c'est l'engagement du corps dans l'expression de certains de ses besoins les plus élémentaires (se réchauffer, se laver, se détendre, manger), mais aussi plus sophistiqués (loisirs, culture) qui permet non seulement de s'affirmer dans son humanité et sa vulnérabilité, mais aussi de nouer des relations entre inconnus avec une coloration toute particulière. La mise en place de l'enseignement à distance dans le supérieur fait mesurer ce que l'on perd quand les universités sont physiquement fermées et que nul espace virtuel ne peut compenser. Un cours, ce n'est pas seulement un contenu théorique, mais aussi une (re) connaissance progressive des étudiants entre eux, des étudiants par leur enseignant et inversement, par le partage d'une situation spatiale qui crée un climat de confiance. De même, la mise à disposition de ressources électroniques dans les médiathèques ne remplace pas la fréquentation du lieu et tout ce qui se joue dans les marges des usages officiels ou plutôt dans la manière dont il se déploie dans un cadre spatial qui implique d'autres usagers. À mon sens, il convient de maintenir des protocoles de distanciation, mais en éloignant les assises plutôt qu'en les condamnant, de développer des aménagements spatiaux qui contribuent à diminuer la densité des lieux (repenser la largeur des espaces de circulation, des entrées et des sorties), ce qui revient à offrir plus d'équipements, de réfléchir à des matériaux simples à nettoyer et à désinfecter, d'augmenter l'amplitude horaire d'ouverture. D'une part, ces protocoles et ces aménagements ne doivent pas isoler, mais simplement éloigner tout en permettant d'interagir. D'autre part, ils doivent rendre les usagers partie prenante de cette stratégie thérapeutique plutôt que de les infantiliser de manière autoritaire. C'est sur ce point, celui du comportement social, des relations entre gouvernants et gouvernés et du mode de gestion, que j'aimerais insister en tant que philosophe et maître de conférences en sciences humaines et sociales. Je renvoie sur la question du comportement social au texte d'une militante historique d'Act-Up, une association militante de lutte contre le sida, Gwen Fauchois qui fait un parallèle, toute proportion gardée bien évidemment, entre la pandémie de la COVID-19 et celle du VIH. Elle rappelle qu'en dehors des politiques publiques, c'est avant tout la mobilisation de la communauté homosexuelle qui a été déterminante dans la freination de l'épidémie. Je la cite : « la communauté SIDA avait appris qu'être solidaire les uns des autres, c'était de ne pas se toucher, prendre des précautions. [...] Nous avons su et dû ne pas attendre l'État pour organiser des réponses à notre échelle. Nous savions la nécessité de prendre soin de soi pour ne pas transmettre à d'autres y compris des pathologies bénignes pour nous, mais potentiellement graves pour nos amis immuno-déprimés. Nous savions respecter les mesures de précautions élémentaires, ne plus nous embrasser s'il le fallait et quand il le fallait et célébrer la vie néanmoins. Nous savions faire leurs courses, leurs dîners, leurs lessives si besoin. Nous pouvons nous inspirer de ces expériences. Des savoirs et solidarités populaires. Des savoirs de ceux qui savent d'abord devoir compter sur eux-mêmes. »

Je crois fondamentalement qu'il est non seulement possible, mais aussi nécessaire de mobiliser les usagers que nous sommes comme des acteurs et non seulement comme des sujets des politiques sanitaires. Pour cela, il faut faire appel à notre intelligence plutôt que d'imposer des mesures de manière

autoritaire qui souvent sont poussées à l'excès par précaution, faire appel aussi à notre sensibilité à l'autre (il s'agit de prendre soin des autres, et soin de soi pour les autres, donc faire l'effort même avec un masque et avec la distance physique d'être attentif à l'autre, dans ses gestes, ses paroles et surtout son regard, faire l'effort de regarder malgré tout), et de faire confiance aux citoyens que nous sommes en sollicitant notre sens de l'intérêt commun qui ne doit pas être opposé à l'intérêt individuel. Pour cela, je crois profondément à la participation des usagers au bon fonctionnement de ces infrastructures sociales que j'ai présentées. Elles ne pourront continuer à fonctionner et à jouer leur rôle vital pour l'individu, le social et la démocratie que si leurs usagers réfléchissent ensemble aux manières dont ils peuvent s'éloigner les uns des autres sans renoncer à partager des équipements en commun et à interagir.

Non pas éloigner pour isoler, ce qui relève d'une politique autoritaire et unilatérale, mais s'éloigner pour continuer à être ensemble où le verbe pronominal implique la participation des publics et la formulation de propositions concertées et différenciées en fonction des situations à chaque fois singulières dans lesquelles l'on se trouve. J'oppose donc au biopouvoir disciplinaire ou sécuritaire une autre modalité du pouvoir : un *zoe-pouvoir* puisque « zoe » en grec désigne la vie humaine dans toute sa complexité, ce que l'on peut appeler l'existence, par rapport à la *bios* qui renvoie à la simple vie biologique. Je plaide pour un pouvoir qui prend soin plutôt qu'il ne discipline ou sécurise et dont la traduction spatiale se matérialise par des espaces du côtoiement et du frôlement, sans fusion ni bousculade.

Welfare Space as Social Infrastructure

Maria Chiara Tosi

Introduction

The lecture concerns welfare spaces that were constructed during the XXth and XXIst century in Europe as spaces for socialization, inclusion, collective life activities, services and equipment. The lecture consists of two parts. In the first, the concept of welfare space will be defined, discussing the current value of the concept and its use within a new urban planning strategy. In the second, considering the central area of Veneto as a laboratory, the spatial results of the welfare policies that have been enacted here will be analyzed and at the same time, some scenarios for the contemporary city will be presented.

Why welfare space?

Eduard Soja (1996), in his essay *The city and spatial justice*, posed a question: Why spatial? Why now? He argued that whatever your interests may be, they can be significantly advanced by adopting a critical spatial perspective. He recognized a significantly change in the thinking about space, from emphasizing flat cartographic notions of space as container or stage of human activity to an active force shaping human life. He also pointed out this 'spatial turn', as the primary reason for the attention that started being given to the concept of spatial justice and to the broader spatialization of the basic ideas of democracy and human rights, as in the revival of Lefebvre's notion of the 'right to the city'. It is under this spatial turn that Stefano Munarin and I also started looking at the physical dimension of welfare policies, at what we called 'welfare space'.

Going back to 2012 when the president of the European council, the European commission and the European parliament received the Nobel Peace Prize. Commenting on this event, Jurgen Habermas pointed out how, along with the merit of having achieved peace after repeated fratricidal wars and of having developed the constitutive strength of democracy, the Swedish Committee wanted to reward the third great feat of Europe: its social model based on the welfare state.

My contribution deals with the relationship between welfare policies and the city, the ways in which the complex set of actions designed to ensure greater well-being to different populations influenced the building of the city, depositing facilities and spaces, an infrastructure for the society, and, conversely, how the city and its spatial articulations contribute to the well-being of its inhabitants.

Recognizing the erosion which the term *welfare state* has undergone in recent decades, a process of misrepresentation and emptying of meaning that made it almost unrepresentable today, the assumption is that, trying to establish new connections of meaning, this term could be still a useful operative concept: useful because capable of illuminating the settling phenomena by reflecting mainly on collective well-being rather than on individual well-being – already a much-studied entity in our individualistic society – by paying attention to public spaces more than private buildings.

The object of my reflection concerns welfare spaces that were constructed during the XXth and at the beginning of XXIst century in Europe as spaces for collective life activities, as a social infrastructure. This mix and network of spaces facilities and services provide an image of the city that is completely different from the one that we usually have.

To work on this topic with the broadened perspective of Europe is urgent for three reasons. Firstly, because the widespread presence of public facilities (schools, hospitals, parks, sports fields, etc), even if not always correctly located or built, in my view, constitute one of the key characteristics of the contemporary European city as one of its main factors of identity. If from the very past we inherit like castles, dome, churches, from the XXth and XXIst we are inheriting welfare spaces. Secondly, it's important to deal with this issue because *welfare space* is one of the areas in which citizens can determine their very identity and form a spirit of citizenship. And this is even more important today, as Europe prepares itself in receiving the many immigrants who arrive in hopes of obtaining not only home and employment but also the new rights that come with citizenship. I generally show a picture that represent a couple of Chinese that decided to celebrate their wedding day, taking picture in a public park in the mainland of Venice and not in the old city center of Venice. Probably this space is one of the spaces in which they became Italian citizens. Thirdly, because to investigate *welfare space* means to work out the themes of *urbanity*, or *mixité*, through the construction of urban fabrics that are livable, comfortable, healthy and safe.

To study welfare space, leads to deal with the difficulty of living in many parts of cities and territories constructed after World War II, with the hostility that many parts of the city have in relation to their inhabitants, especially the young,

elderly or physically impaired. The one that has the most important problems in the daily life.

The misery of the urban spaces as well as of the landscape, their resistance to the normal unfolding of our daily lives, has gradually weakened the right to the city, the right to live in a comfortable, healthy and safe city, establishing an important link between spatial misery and injustice. Since it is not a question of 'great misery', of a radical material poverty, but of 'the misery of positioning' (Bourdieu, 1993), that is the set of difficulties and frustrations one clashes with daily while using the city. So that the injustice of the spaces we live in grows ever greater.

But the definition of 'spatial injustice' comprises diverse aspects: (i) 'injustice in mobility' with the prevalence, almost the monopoly, of the car, capable of establishing generational gaps as well as economic ones; (ii) 'the pulverisation of criticalities', with the territorial and social system of family networks that seems to absorb difficulties (inequalities, poverty and crisis) but actually distributes and hides them inside the home. It is more common in the Mediterranean countries where families still play an important role in the approaches of hiding the problems of a larger networks.

When I speak about spatial injustice, for instance, I'm having in my mind places like a Children's day-care, school or a nursery that is too far from home. Or the absence of a nearby park, and again that discontinuity of a sidewalk or bicycle path. All these aspects may be considered a short list in which we can begin to specify what makes for laborious living in our territory. All these things have led me to reflect on the 'urban and social infrastructure', on what does not create individual wealth directly but contributes to the collective wellbeing.

Città Diffusa: a Scenario

Such kind of difficulties have led increasing numbers of people to find individual solutions to the issue, to search for comfort inside their own home, or abandon urban space. The transfer toward suburban areas, what we call *Città diffusa*, also leads to the theme of the search for individual comfort and family wellbeing: feeling good in a private space, enjoying it with pleasure is definitely one of the goals which helped to move considerable shares of the population from the denser parts of the city to outer territories.

The Veneto region has been studied starting from the hypothesis that the phenomena of sprawl have concerned not only residential and industrial fabric, but also the production of collective services and equipment, of welfare spaces. Over time these policies of infrastructure, the investment in social and cultural capital (Bourdieu, 1993) gave rise to a plurality of spatial organisations. And it seems possible to affirm that the distribution of services and facilities, has been driven by a goal: 'a school, a kindergarten and a sports field for each bell-tower'.

As you can see here in a portion of città diffusa where services are sprawled in every little village. Each village has an elementary school, nursery, sport facilities, theatre, and so many others infrastructures.

Welfare spaces are distributed and sprawled as the territory is sprawl in the case of the schools or in the case of welfare spaces located in the very fragmented system of productive areas. In fact, researching some productive areas, we have seen how a network of facilities and social practices are changing them profoundly. The work spaces, the production areas, after a period of intense expansion and after the formation of numerous monofunctional enclaves, in recent years, thanks to their internal and external accessibility and to their ample endowment with car parks, are proving to be flexible fabrics into which an increasing number of services and facilities are being inserted.

Considering this, together with the fact that work is a social practice of co-presence, one of the few practices in which various social groups find themselves, even forcedly, coexisting, then it can be interesting to observe such dynamics, which contribute to configuring the production areas as spaces of inclusion and coexistence among peoples different in wealth, nationality and religion.

Next to the traditional work spaces we begin to see kindergartens, Gyms, places for village festival, places for the circus, place for collective eating, swimming pools, playing fields, bicycle paths, collective canteens, public parks, and playgrounds, All these places are not just becoming something else from the industrial areas, but we believe that the presence of these welfare spaces inside the industrial areas are posing new questions relating precisely to the issues we are addressing.

We also noticed that natural spaces are becoming space for social interaction. A recent rediscovery by the local populations of environmental heritage, recovered through spontaneous and informal practices that give a social meaning to marginal spaces, or to protected area. Collective spaces often created thanks to a 'simple' change in the legal status of places which are already natural (rivers, disused quarries, marginal mountain areas, etc.), rather than by their being planned from scratch. Often, the quality of these spaces lies precisely in their vagueness: a person goes to one of these spaces rather than to a 'designed' park precisely because the former allows more freedom and diversified uses. Using the idea of freedom proposed by Isaiah Berlin¹, we could interpret these spaces as 'free from' – objects and furniture – and within which we can feel 'free to' – be, do, interpret the space (Berlin 1989).

We recognize not only the emergence of new requests for collective spaces, but also the pursuit, of what constitutes a 'common good', an identity element around which to define new forms of active citizenship. In fact, it is often from these spaces and their related practices that committees, associations and groups of citizens interested in defending and enhancing them come to life, becoming managing entities responsible for public spaces. Taken together, these spaces and practices, which are inextricably linked constitute a sort of new 'layer' of welfare spaces. Along riverbanks that becomes cycle-paths or in disused quarries, that become a flood retention basin, a phytoremediation area but also a public park at the same time. Or agrarian roads that are used for several activities.

¹ See: Baum B. & Nichols R. (ed.), 2013, Isaiah Berlin and the Politics of Freedom. 'Two Concepts of Liberty' 50 Years Later, New York and London: Routledge

All these collective activities 'took advantage' of existing natural spaces, making them accessible through pedestrian and cycle paths.



Figure 5. Vigonza public park, Archpiudue Miotto Sarti associated architects, October 2016, © Photo Alessandra Bello

These new facilities find their foundation in a new cultural attitude that interprets the territory at the same time as 'an ecological good', a Natural Capital and 'a collective place', a space that keep together ecological and environmental functions with the collective uses.

An urban and social infrastructure produced by the 'public' but which are nourished by the 'collectivity', they are 'top down' products, but nourished by 'bottom up' processes.

Observing these spaces, we can think that it is also from here that we can start anew a conscious public policy, interested in reducing forms of economic, social and spatial injustice. We asked ourselves how welfare spaces built during more than half a century may be considered today as the starting point for a great transformation of the Veneto region.

The proposed transformation through the scenario 'Veneto Welfare Space 2030: equipped and accessible', is a simple and apparently banal idea: that each inhabitant should be able to reach on foot, by bicycle or by public transport, in a reasonable time (15-20 minutes) primary and secondary schools, playgrounds, parks, health centres, elderly centres, sporting areas, libraries, children's recreational centres and town halls, and that this may be done safely and in comfortable conditions.

It is quite clear that the issue to consider involves not so much the increase in facilities as their 'accessibility', considered here as an instrument through which to ensure 'the right to have rights' to education, health, leisure, etc. Reducing the barriers to access means first working on the visibility, permeability and safety conditions of the services and facilities.

Within these reflections I would like to present an exploration on schools. In this neighbourhood the large presence of schools (in red) located near the main route that passes through has been redesigned while trying to achieve various goals.

The first one is to make the pedestrian and bicycle access to the schools easier and safer. This has led, for example, to changing the school entrance, which is often oriented towards the driveway and parking lot, to be on the side of the pedestrian and bicycle path, and building new small areas for the reception desk, also useful for connecting the school buildings (school and gym, or kindergarten and elementary school), in order to protect children from bad weather during their daily transfers. For the same reason, shelters were used to connect the entrance gate to the courtyard of the school, where the bicycle shelter and parents' waiting space were also placed, with the entrance to the building.

The second objective is to strengthen this main route of the city as a collective space, holding together and giving spatial coherence to the set of paths to access the schools and other collective facilities, the public transit stops, and the pedestrian and bicycle paths.

This worth an attempt to verify how to consider the network of welfare spaces as a starting point for new vision for the territory.

A research on Welfare spaces

Going toward a conclusion, I know quite well that I'm reworking an old discussion, and maybe only renewing claims on the Lefebvre (1968) 'right to the city', but I feel that today this has become *necessary*.

On the one hand, to investigate the relationship between welfare policies and the city, intended as a 'structure of impersonal relations', is an issue of great social relevance that cannot sufficiently or easily be exhausted; and on the other hand, if it is true that the 'worst illness that afflicts welfare today is its loss of legitimacy due to the de-legitimization of its visionary core' as Tony Judt (2009) said, it may be of use, also in the field of urban design, to investigate and explore what tools and which projects we can imagine in order to improve 'the logistic essentiality' and the 'sustainable spatiality' of our cities, the urban and social infrastructure that enables to reduce disparity (not differences), while helping in governing conflict and contributing to the positive development of civil life.

Is Welfare over?

When I began these reflections (in 2007) it seemed the time had expired: 'welfare is over' and 'it makes no sense to do research on something that no longer exists' said several friends and colleagues with a smile. It is true that for a long time we have seen a continued reduction of welfare policies, and that we are in a 'state socialism for the rich and neo-liberalism for the poor' (Beck, 2009).

Precisely in the face of this apparent outmodedness, these contradictory signals, and the relevance and oblivion of welfare policies (and the spaces 'produced' by them), it seemed to me useful to work on these themes, to start my research for three reasons:

- To investigate the strategies of 'collective well-being' carried out by people in daily practices, the many forms of peaceful coexistence that find in public space and in welfare spaces a fundamental support, observing the practices of sociality that take place here, going beyond the exaltation of 'super-places' or self-segregation strategies that abound in much recent literature.
- To review the close relationship that modern urban planning has maintained with the policies of the welfare state (Secchi, 2005, pp.108-110), today when urban planning on the one hand is being questioned by the myth of the inviolability of the free market, while on the other is being loaded with new expectations related to processes of social re-articulation and the risks of globalization and environmental issues.
- To come out of a reductively 'monetary' vision of welfare, returning to a more complex vision of the policies to which it can refer (with all their symbolic and political-ideological weight) and reaffirm a broader view: as an instrument for cohesion and for social sharing, as an (ever-evolving) plurality of themes and actions: temporary employees, immigrants, the elderly, environmental safety, education, etc. Within this context welfare (not necessarily state-based) and welfare space are operational

concepts, open concepts, which we are not interested in delineating and enclosing right away in a narrow definition, but which, on the contrary, are interesting to us precisely because of their ambiguity, for the very fact of their being both an instrument and the object of research.

Welfare space as a socio-urban infrastructure

Recalling also that welfare spaces as a socio-urban infrastructure is important to 'help the last' but also, to 'involve the first', they are an instrument of social cohesion in order to bring everyone to participate in the same spaces and with the same equipment, building citizenship. As an example, we can think that the public school must be of good quality not only to give the opportunity to study to those who cannot afford anything else, but also to avoid those who can afford something more from isolating themselves in private schools.

Welfare space should be thought as an instrument of cohesion from which, pragmatically, to rebuild a citizen's pact between the social strata, classes and populations based not only and not mainly on the 'intermittent' sharing of some general principles (which are reinforced only during events of an exceptional nature as in the last year due to the Covid Virus) as much as on daily coexistence. It should be a pact created through the sharing of spaces and practices: we are together, constituting a 'people', because every day we take the same bus, we bring our children to the same school, we bump into each other in the waiting room at the doctor's office, we recognize each other at the park, etc. A pact that does not need to be defined a priori and on the basis of exclusion and differences (us/them), but which is built and strengthened almost implicitly, day after day, with the need for common, shareable spaces and practices.

Welfare space: a social contract

Ultimately, if the term welfare state today may appear worn out, to the point of being almost unusable, to me it continues to seem rich in meaning and evocative, if nothing else, when recalling that it became current in the 1940s, when the Archbishop of York began to use it to emphasize the contrast between the welfare state (as a social contract on which democracy in Great Britain was based) and the warfare state (as a social contract on which the Nazi dictatorship in Germany was based). A social contract (however imperfect and always precarious) in which the state undertakes to ensure the wellbeing of its citizens rather than a social contract based on the power (and fear) of a state of war.

Once again, the focus is on cities, on the network of welfare spaces as 'instrument of coexistence', places that by forcing people to share their life experience with others, allows them to learn 'how to live together' (Barthes, 1977). Keeping in mind that welfare spaces as well as 'urban environments are places for the practice of democracy' (Amin and Thrift, 2005), places where what brings people together is a goal, an end, 'an idea of the future rather than something that we inherit from the past' (Cacciari, 2004).

Thanks to the exploration on the *città diffusa*, I recognized how different requests, a complex set of questions about the 'quality of living', are today closely linked to the daily, ordinary dimension of practices, urging urban planning to

adjust its forms of intervention, by pursuing a concrete idea of a 'just city' rather than a refounding of its disciplinary code. Said differently, urban planning and the project regarding urban space, today should focus more intensely on that set of characteristics of cities that can guarantee social equity, greater collective well-being, paying attention to the bodily dimension of spaces, to the concrete possibilities for persons to lead a life characterized by health, safety and comfort. It is in this sense that, in my opinion, the new possible welfare policies are giving rise to new types of requests for urban planning; it is in this sense that welfare policies interrogate urban planning, posing several questions.

Today many portions of the city and territory show a significant distance between the urban project of equipment and the social policies aimed at ensuring services. A distance made evident by the difficulty in organizing the spaces, but also by the non-convergence of goals between the players involved, by the lack of collaboration between different areas of responsibility, mostly in the local administrations.

If it is true that the city and the territory, when properly treated, have proven capable of improving everyday life, by ensuring greater well-being, safety, health and justice, it is now clear that the active involvement of citizens in redevelopment projects is useful to strengthen the active adoption of services and equipment, thus alleviating the insecurity of places and improving liveability.

Speaking of urban welfare, therefore, it appears that the planner is called once again to go through the arena of a re-articulated 'public space', trying to enkindle virtuous synergy between planning, citizen participation and social policies. An integration that seems to be practiced little, favouring instead forms of a sectorialisation and fragmentation above all of the results and their relative 'material deposits' left in the territory.

Beyond equipment: the excipient project

This is why I think we need to go beyond the project of equipments. As already said, the European city and territory have in recent decades been the subject of an 'equipping' of urban and social policies and they have seen a significant production of equipment and services deployed on the territory. But what have these processes 'left on the ground', concretely? And how is it possible today to start anew from this 'deposit' to increase the livability of cities and territory? Can a differently-directed attention to 'welfare spaces' help renovate the city and territory?

Taking a look at what is being done in our cities, we often note banal sectorial and non-integrated solutions, centred on specific issue like 'mobility in the city' rather than the 'livability of the city'. In very few occasions we can recognize projects or policies that work on the relationship between welfare spaces and the settlements that have grown up around them. These operations, even if small both in size and in number, seek to turn landlocked spaces into 'collective infrastructure', rethink the 'in-between spaces', work around the concept of 'urban excipients' going towards a greater 'permeability' of the city.

They encourage me to continue my reflection on the elements of urban cohesion, on the city as a 'instrument of coexistence' and more generally on the elements that allow discourse about 'just cities'.

When we practice the consolidated city (the old one in particular) we tend to use and recognize above all the quality of the 'in-between' space: between the exterior and the interior, between the individual and the collective space, recognizing how this 'in-between space' is both rich and articulate (porch, church steps and plaza, hall, foyer, square, gallery, etc.). Several recent and sufficiently widespread projects have drawn our attention to these 'in-between spaces' also in contemporary cities. Through minimal interventions, at the 'boundaries of architecture', accepting and working on the 'folds and cracks' of the city, proposing these works as incremental and basically low-cost, open to evolution over time, these projects tend to develop the 'urban walkability' and in this way improve the livability of the city.

Reflecting on welfare spaces means thus continuing to research what holds together the individual facilities or equipment, what makes a city an agglomeration of buildings and what lies between one comfortable welfare space and another. Often, the individual places and buildings of welfare (the equipment) are well made: there is a school and it works, the same for the library and swimming pool. But, what is missing, or looks shabby and not very inviting, reduced to its technical function, is what stands between things, among the buildings (road, parking lot, sidewalk and bike path).

I try a parallelism between a medicine and an urban project. Reading the list of ingredients in an ordinary pill for headaches, one finds a single active ingredient (such as ibuprofen) alongside a surprising list of excipients: ethylcellulose, acetophthalate cellulose, maize starch, microcrystalline cellulose, saccharin, and so many others. Sometimes we think that, with the same imagination, by concocting new materials in the city, too, we should think a bit more about excipients, about the materials that 'bind things together', which 'hold things together', making possible not only the use of such things, but their very existence. In many parts of the contemporary city, even the 'well-equipped' ones, it is as if the 'excipient' were missing among the 'active ingredients': a cohesive element, holding together the parts, functions and practices. This fact highlights the need to resume planning reflection on the 'in-between spaces' and mediating elements between the building, the ground and the open space around it.

Conclusion

As we have already pointed out, when observing the city and the spaces produced by welfare policies, we believed important to concentrate our attention in particular on the places and activities through which people seek to fulfil not so much individual comfort, but that part of well-being that needs and is stimulated by being together, fostering practices of sharing.

Even Anthony Giddens (2007), while reflecting on a possible 'new' welfare at a certain point asserts that the most useful welfare 'is designed to increase

solidarity [...] and to reconciling the diversity of cultures and lifestyles with general social cohesion'.

Recognizing that 'the art of living peacefully and happily with differences and taking advantage of this variety of stimuli and opportunities, is becoming the most important ability that an individual needs to learn and exercise' (Bauman, 2005).

What we have noticed is that parks, civic centres, children's recreation centres, kindergartens, libraries, childcare centres, etc., that is, many spaces and services produced by 'the glorious era of the welfare state', besides being 'functional facilities' without which millions of people's lives would be much more difficult, are 'free of charge'. These are 'open access' places in which socialization and sharing happen, 'free' places where people meet, deal with each other and coexist. These concepts seem interesting because they allow to return to the idea of the city as a 'support' able to foster and stimulate social relationships.

By rediscovering a long-standing relationship between modern design and collective spaces (Avermaete et al., 2006) these concepts inspire to research and work on designing 'public spaces' that allow/help the development of socializing practices. Said differently, it has seemed nearly inevitable to reflect on the concepts of reciprocity/relationality, because although urban planners, are generally dealing with 'positional goods', today it may be useful to observe if and how welfare space are presented as 'infrastructure' capable of receiving and stimulating 'relational practices', 'social capital of reciprocity', 'common services' (Negri, 2008), a series of 'social goods' that constitute the true 'wealth of nations', that wealth that every country should seek and cultivate today.

Nothing new or perhaps simply a different way to bring our attention back to an old but crucial issue: the city as an 'instrument of impersonal life, the mould in which the diversity and complexity of persons, interests and tastes become available as social experience' (Sennett, 2006).

La programmation des infrastructures sociales à l'épreuve de la contagion

Bruno Yvin

Introduction

Cette intervention est construite à partir de l'expérience et du point de vue qui est le mien, c'est-à-dire celui d'un praticien engagé au quotidien dans des démarches de programmation urbaine et architecturale pour le compte de maîtres d'ouvrage et gestionnaires publics des « infrastructures sociales ». La définition de la démarche de programmation, appliquée aux équipements publics, en constitue un préalable, à la fois au regard de son histoire récente que de ses acceptions sémantiques parfois contrastées.

Je vais commencer par préciser ce qu'est la programmation et comment nous l'abordons au sein de l'agence Alphaville. Et aussi, expliquer ce qu'est un programmiste. Ce n'est pas un métier très développé en Belgique. En France, il y a parfois une confusion sur l'acception même de cette notion de programmation.

Il s'agira ensuite, à partir de ce moment particulier que constitue la programmation dans la fabrique de la ville et dans les processus de construction, de mettre en évidence et de questionner les premiers enseignements et « signaux faibles » du bouleversement imprimé par la pandémie et les opportunités à saisir pour repenser la place des infrastructures sociales dans les logiques de développement et de gestion urbaine, à l'échelle urbaine comme à l'échelle architecturale.

Le métier de programmiste et la démarche de programmation

La programmation a une position rotulienne dans la fabrication de la ville et de l'architecture (lorsqu'elle est appliquée aux bâtiments). En d'autres termes, on est

précédé par la planification qui émet les grandes visions et ambitions publiques sur un projet donné. On est là pour se saisir de ce que raconte le planificateur. En ce sens, la programmation est fortement connectée aux politiques publiques. La programmation est donc une affaire d'intérêt général et d'intérêt public. La programmation est ensuite intégrée dans le cadre de la mise en œuvre (les opérations) pour fabriquer ce qui a été programmé plus tôt. On a encore peu de recul sur ce que nous apprend la pandémie COVID-19 et la façon dont cela va réinterroger nos pratiques, mais la programmation est sans doute le bon étage pour essayer d'anticiper et d'intégrer de manière prospective ces différentes perturbations et la pandémie est à ce titre une perturbation plutôt sévère.

L'approche développée par l'agence Alphaville est fondée sur les fonctions à l'échelle urbaine (habitat, activités, équipements/services) que l'on tente d'intégrer dans une logique systémique. Pour développer ces fonctions premières de la ville, on va développer des aménités, des équipements et des services. La programmation n'est pas cette discipline qui consiste à simplement empiler des données et des tableaux, elle peut aussi être proche d'une démarche de projet urbain et architectural qui passe par une interrogation sur la géographie des sites et des situations, la question des accès et de la mobilité, la question de la gestion des territoires, des risques, des équipements. Il s'agit aussi d'intégrer les projets dans les réalités économiques et territoriales. Le quatrième aspect, qui chapeaute l'ensemble, est la question de la prospective et de l'innovation. C'est une forme de jeu d'échecs, car la programmation est une démarche qui permet de se dire qu'on a un coup d'avance dans ce qui va se passer.

Au quotidien, on travaille principalement pour des maîtres d'ouvrage publics. On prend le temps de réfléchir, de prendre du recul et de capitaliser ce qu'on fait. En 2019, on a sorti le premier numéro de la série « Les cahiers d'Alphaville » intitulé « L'école... du bâtiment au territoire, les évolutions d'un équipement symbolique ». Cette publication est le reflet de ce qu'on projette au quotidien, en prenant de la hauteur. Elle portait sur l'école abordée sur la triple approche de la prospective – du programme – du projet, en faisant l'aller-retour entre l'échelle territoriale, urbaine et architecturale. L'école est un sujet qui nous intéresse particulièrement, non pas seulement au regard de ses fonctions primaires, mais aussi par rapport aux évolutions possibles de ce bâtiment emblématique.

Notre approche s'inscrit dans un héritage. On n'est pas dans une invention permanente. On s'inscrit d'abord dans la lignée de l'École de Chicago. Plus tard, on s'est intéressés au schéma de Clarence A. Perry relatif à « L'unité de voisinage » des années 1920-1930 qui nous sert de repères lorsqu'on travaille par exemple sur la question de la proximité et du quotidien. Le schéma montre la présence d'une Église, d'un centre communautaire, d'une école dans ces unités de voisinage.

On s'est aussi intéressés à la mise en relation des usagers, à l'interaction de la programmation et du programme avec ce qu'on appelle la « masse critique ». Ces unités de voisinage étaient conçues selon le principe de la distance, mais aussi par rapport à un nombre d'habitants qui dimensionnaient l'école et qui fabriquaient ces espèces d'unités. Il s'agit de références importantes à prendre

en compte aujourd'hui, dans cette période un peu troublée où les déplacements sont limités. Aujourd'hui, ces principes d'organisation et de programmation trouvent une résonance tout à fait particulière.

Les services de l'État français ont aussi mobilisé ces repères au moment de la reconstruction et du développement des grands ensembles à partir des années 1960. Face à l'échec des premiers grands ensembles et à l'oubli du cadre de vie, des équipements et du service, la grille Dupont a été mise en place en 1959. Il s'agit d'une grille d'équipement qui agit comme une mise en relation normée du nombre d'habitants et des services à déployer (groupe résidentiel, unité de voisinage, le quartier, l'arrondissement). Le principe est le suivant : plus on est sur un périmètre large, et plus on a d'habitants, plus les équipements qu'on peut y développer sont rayonnants. Et, au contraire, plus on est sur une unité plus petite, plus on a des équipements de moindre importance, mais tout aussi importants au quotidien. Cette grille a structuré l'ingénierie de l'État français et la naissance d'une démarche de programmation qui s'est consolidée au fil des années jusqu'aux années 1980.

L'agence est mobilisée sur des opérations d'aménagement c'est-à-dire des périmètres opérationnels au sein desquels un aménageur intervient pour le compte d'une collectivité et met en place un programme de construction ; c'est généralement du logement ou de l'activité.

Les deux cartes du sud de Bordeaux, montrent, un maillage existant d'infrastructures sociales et publiques et, des secteurs de projet qui vont transformer la ville de Begles d'un point de vue démographique. Il était question d'encadrer une croissance de près de 15 000 habitants supplémentaires dans les 20 prochaines années.

Mettre en relation ces deux paramètres nous montre à quel point il est important de s'appuyer sur les équipements existants et de prévoir les compléments à apporter. La question de la programmation s'envisage donc ici à l'échelle communale sachant que les communes en France sont nombreuses et qu'elles restent des maîtres d'ouvrage privilégiés. Dès que l'on parle des équipements publics, il y a peu de transfert vers les intercommunalités ou les métropoles.

Le métier de programmiste a été très encadré à l'échelle architecturale par la loi MOP (Maîtrise d'Ouvrage Publique) de 1985 qui institutionnalise la démarche de programmation et précède les démarches de conception. Cette loi est obligatoire pour les bâtiments publics qui représentent un certain investissement. Les concours se sont développés en France, mais avant cela il y a une phase de programmation qui consiste à traiter les questions d'opportunité et de faisabilité dans une phase plus amont et, dans une phase en aval, à recueillir les besoins du maître d'ouvrage. Ces éléments sont consignés sous la forme d'un programme qui est, ensuite, remis aux différents concepteurs qui s'engagent dans ces concours. Cette légitimité institutionnelle a permis l'émergence d'un métier et le développement d'une pratique issue historiquement des services de l'État, et qui s'est ensuite développée vers le privé.

La programmation est une démarche plutôt invisible à l'inverse des concours d'urbanisme ou d'architecture pour lesquels les médias et le langage

mobilisés sont plus visibles. La programmation est une discipline souvent plus ingrate, mais tout aussi essentielle. Il y a souvent un travail sur la question de la taille ou de la surface du bâtiment dans sa globalité, mais aussi des différentes unités fonctionnelles. Cela donne lieu à des tableaux de surface qui indiquent les espaces regroupés par unités fonctionnelles et qui sont définis en termes de surface pour ensuite être chiffrés par un économiste. Ces surfaces ou espaces sont précisés de manière spatiale sur un schéma fonctionnel, qui est une indication sur la mise en relation de ces différentes typologies d'espace. Il y a derrière la question du site. Ces derniers sont déterminés à l'avance, lors de ces démarches de programmation.

Une réelle épreuve

Après avoir présenté le travail de l'agence Alphaville et la façon dont il s'appuie sur cette notion relativement floue de programmation, je voudrais atterrir sur le sujet qui nous occupe dans cette présentation. Je voudrais maintenant m'arrêter sur ce qu'ont vécu les équipements publics au cours de cette dernière année de pandémie, que nous pouvons qualifier d'épreuve.

Au cours des derniers mois, les débats se sont focalisés sur le logement (conception, taille, bureau de substitution) avec le constat qu'ils ne sont pas adaptés à la vie cloîtrée et confinée, ni prévus pour le télétravail. Il y a eu plusieurs plaidoyers pour la construction de logements plus grands, de balcons pour chaque logement, sur l'intérêt de développer les communs à l'échelle de l'unité résidentielle. D'un point de vue territorial, la pandémie a révélé le nouvel espoir des villes moyennes pour désengorger et offrir des logements ou un cadre de vie renouvelé à certaines populations des grandes métropoles. Beaucoup d'études sont réalisées sur ce qui va se produire en termes d'adaptation de la production d'immobilier dédié à l'activité, notamment en lien avec ce développement du télétravail qui va revoir les rapports que l'on peut avoir avec un bureau.

À l'inverse, il y a eu très peu de débat sur les équipements publics et les infrastructures sociales. Peu ou pas de prises de positions sur la question, si ce n'est le constat de la fermeture d'un grand nombre de ces équipements durant la pandémie avec cette distinction entre ce qui est dit « essentiel » et « non essentiel ». Aujourd'hui, le débat sur les équipements est principalement lié à des questions de gestion (nettoyage, séparation des flux, jauge maximale). On n'a pas encore réfléchi à la façon de programmer des équipements et infrastructures qui peuvent s'adapter rapidement et efficacement à une crise sanitaire. Néanmoins, on voit déjà émerger de grandes questions. L'inadaptation spatiale et fonctionnelle de certains équipements agit comme des révélateurs pouvant réinterroger – durablement ou non – certaines logiques de programmation, qui pourraient s'inscrire à rebours des tendances actuelles. En effet, si ces sujets ont été poussés dans des climats plus apaisés, ils n'étaient pas totalement audibles à l'époque. Aujourd'hui, la pandémie permet de revoir certaines tendances observées dans la programmation, comme la question de la dimension des équipements.

La pandémie comme une opportunité pour reconsidérer les infrastructures sociales ?

Du point de vue du programmiste, pour transformer cette épreuve en opportunité, il y a plusieurs sujets à évoquer. La pandémie permettrait d'accélérer la mutation des pratiques et de rendre audibles des propos qui jusqu'à présent n'étaient pas pris en compte dans des démarches classiques de programmation (multifonctionnalité, espaces, confort). La pandémie pourrait remettre au goût du jour ces combats permanents, mais souvent perdus. Elle montre que les infrastructures sociales ont un rôle fondamental, mais invisible dans la société. Les infrastructures sociales sont plus utiles que jamais à l'heure du creusement des inégalités (rupture numérique, inégalités sociales), mais les concepts qui y sont liés doivent être réenchantés pour les installer plus franchement dans l'époque contemporaine. L'équipement comme prolongement du logement est devenu essentiel si on veut s'en sortir dans un contexte métropolitain où les logements sont de plus en plus petits. Il y a une sémantique très communicationnelle qui enveloppe ces questions des équipements (hybridation, mutualisation, réversibilité, agilité) à interroger et à mettre en perspective pour incarner et traduire ces slogans vertueux. Ces mots sont adaptés aux problématiques d'adaptation ou de résilience de ces infrastructures vis-à-vis d'un fonctionnement en mode dégradé comme on le vit actuellement. Il y a aussi deux échelles à considérer, la ville / le territoire d'un côté et le bâtiment de l'autre. Les deux étant indissociables. C'est à partir de cette partition que je vais m'arrêter sur quelques projets sur lesquels l'agence est intervenue et qui tentent d'intégrer ces réflexions dans leur mise en œuvre.

Le retour au quartier comme échelle fondatrice du quotidien et de la proximité

Le premier projet sur lequel je voudrais m'arrêter est la construction d'un nouveau quartier de 4 à 5000 logements à l'arrière de La Défense sur le territoire de Nanterre. Il s'agissait d'une fabrication urbaine par fragments, par de grandes opérations d'aménagement comme les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC des Groues). On est sur un tissu d'activités, quelques friches, un territoire vierge en termes d'aménité, si ce n'est quelques équipements sportifs disséminés. Le maître d'ouvrage qui est ici l'aménageur nous a demandé de définir une programmation d'équipements en lien avec ce projet d'aménagement. La première difficulté rencontrée était liée aux périmètres et à la question des territoires vécus. La ville du ¼ d'heure à Paris (ou la ville en 10 minutes à Bruxelles) est un sujet pris au sérieux par les politiques publiques. Le constat de départ est que les découpages opérationnels coïncident souvent peu avec les réalités du territoire et des pratiques à venir. Pour répondre à la demande qui était d'appréhender les besoins pour accompagner le développement du quartier, nous avons d'abord recensé l'ensemble des équipements de la ville de Nanterre. Puisque cette opération est une opération nationale portée par l'État, la question de la programmation des équipements (le maillage et l'existant) avait un rôle à jouer. On voulait comprendre dans ces diagnostics quel était l'état

des forces en présence en termes d'équipement et comprendre la politique publique des équipements. Nous nous sommes rendus compte qu'il y avait un problème de lecture et de clarté avec cette représentation donc on a inventé un nouveau langage pour y voir plus clair. Nous avons fait une distinction entre les types d'équipement : des équipements obligatoires comme les écoles ; les équipements nécessaires comme la petite enfance ; les équipements autres qui concernent ceux qui ne rentrent pas dans les deux premières catégories et en lien avec la définition des politiques publiques. Nous avons ensuite voulu lister dans un tableau les quartiers et les équipements selon leur absence ou leur présence. Cela nous a permis de former un « caryotype spatialisé et hiérarchisé » des équipements sur un territoire. Cela nous a permis de produire des analyses schématiques sur la base d'une représentation simplifiée de la ville de Nanterre et de ses quartiers.

Sur base de ce tableau, nous avons constaté que tous les quartiers de Nanterre étaient équipés de la même façon par des équipements du quotidien et de l'hyper-proximité. Cela a permis la mise en évidence du *kit de proximité* préexistant à l'échelle des quartiers (écoles, salles polyvalentes, gymnase, centre de loisirs, etc.) et d'aborder la question des besoins par celle du maillage pour atteindre une égalité territoriale. Si on produit un onzième quartier, notre réflexion était de dire qu'il devait être équipé comme les autres puisqu'à cette échelle tous les équipements sont produits. On s'est ensuite intéressé à la maille intermédiaire, avec les équipements inter-quartiers, à vocation à être partagés (piscine, centre sportif, centre social). On a aussi identifié des logiques de réseau avec l'idée que les déplacements sont restreints (la mairie, la bibliothèque, espace jeunesse). Enfin, une logique centrale avec des fonctions et des domaines réservés et symboliques qui sont l'apanage du centre (culture, art).

Cette méthode permet de mettre en évidence l'importance du quartier et de ce qu'on y trouve au quotidien dans l'hypothèse de l'avènement d'un nouveau quartier. Elle remet en perspective la question du maillage et de l'accessibilité à ces équipements en se disant que plus on trouve des choses à proximité de son domicile, moins on se déplace et plus on peut bien vivre dans un contexte dans lequel les déplacements peuvent être contraints par la pandémie.

Adaptation du réseau d'équipements scolaires en lien avec des dynamiques de projet

Un deuxième sujet sur lequel nous travaillons à l'échelle urbaine et territoriale concerne la sectorisation scolaire. En France, les écoles publiques sont associées à un secteur de recrutement ou de pratique qui dessine aussi des territoires vécus pour les parents et leurs enfants. Nous nous sommes posés la question de l'ouverture des équipements scolaires à d'autres publics. Ces écoles représentent des points de repère importants et dessinent des périmètres via un trajet quotidien entre l'école et le domicile. Ce qui s'appelle en France les « cartes scolaires » correspondent souvent à des périmètres de quartier. Nous nous sommes intéressés à la sectorisation scolaire et les courtes distances, car ce n'est pas spécialement la courte distance qui dessine ces périmètres scolaires, mais plutôt la vigueur de leur démographie. Dans la société européenne

vieillissante, les écoles sont devenues un patrimoine national important en nombre, alors qu'il y a de moins en moins d'élèves à l'école. Cela questionne le côté élastique du secteur scolaire et le devenir de certains équipements qui ne seraient plus autant fréquentés et dont le maintien pose question. Il y a en moyenne 1500 enfants en moins dans les écoles et 5000 fermetures d'écoles depuis 10 ans en France. Il y a un enjeu de remobilisation sur ce patrimoine public existant pour une fonction éducative ou sociale.

La ville du ¼ d'heure a animé et alimenté la campagne électorale à Paris, ce qui peut paraître étonnant. S'il y a bien une ville qui offre des services à ¼ d'heure à pied de son domicile c'est bien Paris avec sa densité importante. L'arrondissement comprend un maillage fin de service public et privé. La densité est dans ce cas un allié. Elle permet de renforcer le maillage existant ou à développer dans le cadre de nouveaux quartiers. Il n'y a pas de liste officielle sur la typologie d'équipements. La base proposée par l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Études Économiques) mélange les commerces, les professions de santé, équipements sportifs, etc. L'agence d'urbanisme de la région parisienne a fabriqué des indicateurs en prenant les équipements culturels, scolaires, sportifs, de santé et les commerces pour comprendre le niveau d'équipement du territoire étudié par rapport à d'autres territoires de référence.

Les cartes réalisées montrent le niveau d'équipement du 18^e arrondissement vis-à-vis de la ville de Paris, de la Région et de la Métropole. C'est une culture au ratio, qui indique un nombre d'équipements pour mille habitants, directement héritée de l'approche des années 1960, et notamment de la grille Dupont, mais qui peut mettre en évidence certains vides sur le plan qualitatif en lien avec l'occupation du sol et les fonctions urbaines.

Réenchâter les concepts et concevoir l'équipement public du XXI^e siècle

Selon nous, il est important d'avoir une lecture dynamique des équipements. À la fois de manière prospective, sur « qu'est-ce qui va se passer » et « comment on peut envisager l'équipement du XXI^e siècle », mais aussi d'un point de vue rétrospectif, réinterroger l'histoire et voir d'où on vient. Il y a beaucoup d'opérations d'aménagement aujourd'hui où les équipements sont souvent représentés comme une recette immuable. En même temps, les concepts ne sont pas actualisés en lien avec l'évolution récente des modes de vie, ou les évolutions à venir ou, plus structurellement sur la possibilité de revivre certaines séquences de pandémie dans le futur. On est souvent sur une programmation comprenant des maisons des jeunes, des pôles de locaux administratifs et associatifs et les réflexions portent moins sur l'adaptation de l'offre pour installer ces équipements dans leur siècle et les rendre plus résilients et résistants à cette période de pandémie. Nous avons regardé la trajectoire des équipements par fonction et thématique (événementiel, socioculturel, de quartier, etc.). Selon nous, il n'est pas tant question d'innovation, mais plutôt d'adaptation de ces équipements. Par la lecture fonctionnelle, on voit comment les fonctions se déploient dans les équipements selon les périodes. On remarque que les équipements événementiels (palais, parc des expositions, etc.) étaient au départ polyvalents

et multifonctionnels. Les Trente Glorieuses ont vu la naissance de spin-off spécialisées dans lesquelles on a singularisé des pratiques et des fonctions qui pouvaient se dérouler dans ces équipements polyvalents tels qu'ils étaient conçus au départ (palais des congrès, aréna, zénith, etc.). Dans les réalisations récentes, on constate un retour au multifonctionnel (parc des expositions de nouvelle génération). Sur les centres sociaux, on remarque une constance sur les fonctions. Si les noms ont changé, l'idée reste celle d'un équipement qui intègre plusieurs fonctions et plusieurs usagers.

La période des Trente Glorieuses a permis de spécialiser des équipements, mais aujourd'hui la tendance est de regrouper des fonctions au sein d'équipements hybrides ce qui a des répercussions sur la façon dont est programmé et conçu l'équipement, mais aussi sur la façon dont il anime un espace urbain.

Mais de quoi parle-t-on, lorsqu'on parle d'équipements publics ? Qu'on les regarde à travers leur public ou à travers la façon dont ils fonctionnent, on voit qu'il y a plusieurs sortes d'équipement public. Ils peuvent avoir une vocation commerciale, être ouverts à tous en accès libre, ouverts à tous sous conditions, payants ou à vocation de service public comme les écoles ou les hôpitaux, ou encore des équipements plus emblématiques. Les concepts initiaux se réforment et s'associent à d'autres fonctions dans le temps : les bibliothèques sont devenues des médiathèques, les piscines sont devenues des centres aquatiques avec une dimension plus ludique, les maisons des jeunes et de la culture sont devenues des SMAC (Scènes de Musiques Actuelles). Pour donner un exemple d'un nouveau type de centre social du XXI^e siècle, on peut mentionner la typologie des « Idea Store » qui a été créé à Londres en réponse à la baisse de fréquentation des bibliothèques. Il s'agit d'équipements nouveaux où se mélangent les fonctions du sport, de commerce et des lectures publiques.

Alphaville a aussi travaillé dans le cadre de l'atelier international du Grand Paris qui était un moment de réflexion intense autour du dessin et du destin de la Métropole du Grand Paris, porté par le nouveau réseau de transport en commun lourd (le Grand Paris Express). Dans ce cadre, nous avons réfléchi à la façon de développer le Grand Paris via un maillage d'équipements publics portant les nouvelles considérations. Nous avons été chercher des références au Brésil, à Sao Paulo et nous avons voulu identifier les sujets dont pouvaient se saisir ces équipements (événements, culture pour tous, intergénérationnel, production locale, perturbation du quotidien, etc.). Tout cela pouvait fabriquer des concepts d'équipement qu'il était possible de positionner sur chaque gare et station en intégrant les caractéristiques locales. Cette idée utopiste pour le Grand Paris Express a été poussée jusqu'à donner à voir ce que pouvait donner un équipement un peu typique (avec un hall d'accueil et une distribution des fonctions).

Pour revenir sur l'opération parisienne dite « Saint-Vincent-de-Paul » sur laquelle nous avons travaillé, il s'agit d'un ancien foncier hospitalier situé au sud de Paris près de la gare Montparnasse. Ce projet a bousculé les pratiques de l'urbanisme parisien avec l'émergence d'une pratique de l'urbanisme temporaire qui a marqué les esprits. L'agence est intervenue à l'échelle architecturale sur

la programmation de ce qu'on a appelé un super-équipement qui consistait à regrouper dans un même bâtiment une école, des locaux d'activité, crèche, etc. Nous avons eu carte blanche pour bousculer les pratiques gestionnaires de la Ville de Paris et passer de la logique d'équipements juxtaposés à une logique d'équipements intégrés. Nous n'avons en soi rien inventé, mais il nous semblait important de pousser ce projet dans ce type de quartier. Ce projet visait à situer l'école comme centralité contemporaine de quartier avec la question de l'épaississement fonctionnel de ce bâtiment d'enseignement, mais aussi de son ouverture et de sa gestion pour accueillir d'autres publics sur d'autres temporalités. Nous nous sommes saisis d'un vocabulaire pour exprimer ces principes – hybride, mutualisé, ouvert, agile, évolutif et sobre – pour rendre concret le passage entre l'école et le centre contemporain de quartier.

Ce travail de programmation et de gestion ne pouvait se faire sans interpellier et travailler avec les services de la Ville de Paris qui gèrent ces équipements. Si les idées étaient simples sur le papier, elles se sont avérées plus compliquées à mettre en œuvre. Sur le papier, on respecte les unités de base de chaque équipement, mais nous avons souhaité passer de la simple juxtaposition au super-équipement. Il y avait des unités fonctionnelles sanctuarisées, mais différents types d'espace nous semblaient pouvoir être partagés et mis en commun. À côté, nous avons identifié des « tiers espaces » c'est-à-dire qui n'appartiennent à personne et sont à tout le monde. Il s'agissait de creuser les réalités et les difficultés de la mutualisation en lien avec les problématiques de gestion (accès interne et externe, gestion des espaces partagés). Il s'agissait aussi de fournir aux concepteurs les clefs et les attendus en termes de réversibilité (sur le temps court/temps long). Avec la pandémie, on voit que la capacité d'un équipement de s'adapter du jour au lendemain à de nouvelles règles de fonctionnement et de partage est fondamentale. La réversibilité sur un temps court était plutôt liée à l'époque à l'intensification des usages et à l'ouverture à d'autres usagers, mais dans les faits elle s'adapte à la réversibilité liée aux modes de fonctionnement dégradés en temps de pandémie. Un précédent est le « pôle Molière » situé aux Mureaux (une municipalité située dans le Département des Yvelines) qui a été programmé par un dialogue compétitif, une forme de concours ouvert. Le programme est écrit, débattu et discuté via des séances de travail avec les concepteurs retenus. Cela rend moins stérile et moins normée l'interprétation que peut faire un concepteur à partir d'un programme quand il est en phase de concours. Ce rapport entre programmation et conception mérite d'être dialogué, débattu dans des phases ouvertes de maîtrise d'œuvre.



Figure 6. Saint-Vincent-de-Paul, cour Robin © P&Ma Sergio Grazia - Site



Figure 8. Saint-Vincent-de-Paul © P&Ma Sergio Grazia



Figure 7. Saint-Vincent-de-Paul © P&MA Anyoji Beltrando Images My Lucky Pixel

La régulation des paradoxes comme préalable ?

Je terminerais par évoquer quelques paradoxes qui sont aussi des pistes d'ouverture par rapport à ce qu'on peut essayer d'imaginer sur les transformations des pratiques, notamment de programmation intégrant cette perturbation dans laquelle nous nous trouvons actuellement. Certains paradoxes doivent être régulés pour pouvoir aller plus loin et penser les différentes façons d'intégrer ces perturbations dans l'exercice de la profession au quotidien.

Le premier paradoxe est lié à la sectorisation versus libre choix. La ville du ¼ d'heure ou des 10 minutes signifie-t-elle que l'on va généraliser un mode administré de la pratique urbaine et que cette ville du ¼ d'heure va donner naissance à une ville sectorisée qui va aller au-delà des équipements scolaires ? Si l'on regarde la carte scolaire parisienne du 18^e arrondissement, on voit que ces territoires sont organisés autour des écoles. On peut se demander si on peut assister à une sectorisation culturelle qui permettrait de réguler et faire fonctionner ces aménités en respectant les contraintes sanitaires. La ville des courtes distances est sans doute plus efficace paradoxalement quand elle est administrée. Dès lors, la question de la sectorisation scolaire, va-t-elle être étendue à d'autres domaines ? Par ailleurs, ces secteurs scolaires sont mouvants. Il y a des quartiers en croissance ou en décroissance, des quartiers qui vieillissent et d'autres qui rajeunissent. Il y a une faculté de l'administration publique à pouvoir adapter l'offre en fonction des réalités démographiques des

territoires, qu'elle soit prospective ou rétrospective. Ce maillage peut être variable en fonction de ces croissances ou décroissances de secteurs.

Un second paradoxe concerne la pesanteur des lois et des normes. On est sous deux états d'urgence («risque attentat» et «risque sanitaire»). Aujourd'hui, le gestionnaire d'équipement public doit jongler entre ces injonctions contradictoires (fermer la fenêtre/ ouvrir la fenêtre). La grille Dupont intégrait dans ces équipements publics normés la question de l'extérieur ou des espaces libres. Le salut de ces équipements passe aussi finalement par la qualité, la conception et la programmation des espaces extérieurs qui leur sont adossés. Si on regarde le Zenith de Nancy, salle de spectacle qui représente une guitare vue du ciel, on voit que le bâtiment est construit pour avoir un amphithéâtre extérieur, à la romaine, et avec le principe que les infrastructures scéniques peuvent se retourner et accueillir des festivals l'été. À l'heure actuelle, ces aménagements permettraient de gérer la question des distances physiques imposées par la pandémie.

Si on hybride et qu'on concentre différents équipements dans un bâtiment cela a des impacts sur le maillage urbain, car cette concentration s'inscrit en opposition avec celle du déploiement et de la diffusion. Il faut aussi pouvoir imaginer des logiques de réseau malgré un modèle concentré, soit des logiques multipolaires, mais ce n'est pas parce qu'on concentre tout dans un bâtiment qu'il faut en oublier les quartiers autour. Dans la mesure où la fonction commerciale est volatile et difficile à maîtriser, les rez-de-chaussée se présentent dès lors comme alternative avec un rapport à la rue et à l'extérieur qui peut être utile.

Enfin, on a évoqué les parcs expo et le Grand Palais sur leurs aspects multifonctionnels, mais une autre question fondamentale est celle de la taille et finalement la réponse à la pandémie peut être simple d'un point de vue des équipements c'est qu'on a tendance à renier sur les surfaces, à la fois globale et unitaire. Les gestionnaires diront qu'on ne dimensionne jamais une infrastructure en lien avec l'événement le plus important. On trouve toujours des solutions d'extension extérieure pour accueillir les événements les plus importants, mais par rapport à la crise sanitaire, on peut se demander si la question de la taille de l'équipement n'est pas finalement redevenue centrale. On peut se demander si les parcs d'exposition, les grandes infrastructures ne seraient pas des lieux stratégiques à mobiliser pour ces questions sanitaires.

Pour terminer sur ces paradoxes, mentionnons l'opposition entre la rationalisation économique versus la résilience et l'agilité spatiale. Dans le projet lauréat du quartier Saint-Vincent-de-Paul, le bâtiment est pensé pour multiplier les entrées et éviter le brassage. Est-ce la fin du lieu commun généreux, de rencontre et distributif? Cet équipement est taillé pour pouvoir gérer et minimiser des flux et des rencontres. Il y avait l'idée, dans ce projet, de mettre à disposition les «communs» pour répondre aux enjeux sociaux (cuisine pour les associations fournissant des repas aux populations les plus fragiles). La question de la bienveillance et de la résilience de cet équipement en lien avec ce quartier qui avait accueilli des migrants dans son occupation transitoire se trouve ici confortée. La question du partage des infrastructures au sein des équipements publics nous semble aussi intéressante par rapport à un redéploiement de

service à la minute ou plus occasionnel en lien avec les plus précaires. Au-delà des questions environnementales, la cour doit être conçue et pratiquée comme espace public. Les squares et les jardins sont des espaces pour évoluer en respectant les règles sanitaires.

Le programme tel qu'il était conçu a été intégré par les architectes avec des espaces ouverts, des espaces contrôlés ou des espaces fermés, en dehors des temps scolaires ou durant les temps scolaires avec l'idée que les infrastructures communes peuvent être utilisées par des usagers extérieurs hors temps scolaire, mais aussi en temps scolaire. Cela montre l'agilité du programme et la façon dont il a été traduit. À l'avenir, cette question du «tiers-espace» est intéressante à creuser. La question de la taille est liée à l'aménagement intérieur et à l'architecture pure. Si on est sur une organisation classique avec un couloir qui dessert des classes de part et d'autre, on perd de l'espace et donc la force du projet était de se dire qu'on pouvait traverser les salles de classe, dégager un espace central pour avoir un gain de surface. L'idée était de produire un programme et un bâtiment permettant la réorganisation et l'adaptation sur un temps très court. Il y avait aussi une réflexion sur le mobilier dans la partition spatiale (aucune cloison, design de service) pour rendre l'espace plus praticable et réversible du jour au lendemain.

Il y a aussi la question du temporaire. À Rennes, un grand palais temporaire va accueillir les épreuves de Jeux olympiques en 2024. C'est la question des équipements qui peuvent se déplacer dans une logique de *free floating*. En lien avec les questions d'urgence ou d'intensité démographique, la question est de savoir si ces équipements peuvent être conçus, déplacés pour répondre à des questions d'adaptation.

Conversation avec le Metrolab

Geoffrey Grulois : À Bruxelles, cette question de la programmation est peu pratiquée, car la coordination entre les pouvoirs publics est complexe. Vous avez montré la tension existante entre d'une part la volonté de planifier et d'autre part la question de l'organisation des modes de vie. Ensuite, la question du maillage a toujours été présente à travers l'idée que c'est une constellation d'équipements qui permet d'organiser les modes de vie. La question de l'échelle, elle, se repose avec ces quantifications qui ne sont plus les mêmes avec la pandémie. En même temps une volonté d'être au plus près du citoyen et donc d'être au plus petit peut-être, mais en même temps c'était une nécessité d'avoir des équipements suffisamment grands que pour ne pas avoir de promiscuité. Il y a aussi la question de la réversibilité qui est importante. À Bruxelles, on a vu des équipements qui du jour au lendemain ont dû être transformés que ce soit en centre de testing ou en résidence. On peut aussi pointer l'importance du débat intérieur versus extérieur. La crise sanitaire pousse à un retour vers l'extérieur. Des activités qu'on s'est habitué à développer en intérieur, qu'on a presque intérêt à développer en extérieur même si cette limite entre qu'est-ce qui est intérieur ou extérieur peut être polyvalente. Il s'agirait presque d'une question climatique.

Enfin, la démonstration termine sur la question du transitoire. La crise sanitaire a montré à quel point certains lieux transitoires sans affectation au départ pouvaient être utilisés dans ces contextes de crise.

Benoît Moritz: J'ai été intéressé par le devenir des équipements en termes de regroupement de programmes. On peut également l'observer à Bruxelles sur certains programmes, notamment un programme FEDER. Il y a un projet de réaffectation d'une ancienne halle industrielle le long du Canal à Bruxelles de laquelle vont s'agglomérer des programmes de crèche, d'école, d'accompagnement extra-scolaire autour d'une grande halle qui devient une sorte d'espace public couvert. Cette idée d'une formalisation architecturale autour d'une cour rejoint l'idée du super-équipement de l'opération parisienne dite « Saint-Vincent-de-Paul » et rejoint le concept d'« enclave inclusive » que Mathieu Berger et moi-même avons développé au cours du premier cycle de recherche du Metrolab. Cela rejoint la configuration d'un espace qui a un statut public et qui possède un certain degré de privatisation. On doit pouvoir entrer à l'intérieur de cet espace et une fois à l'intérieur on doit pouvoir distribuer les programmes. Il y a une sorte de premier filtre qui se joue dans l'organisation spatiale de l'équipement. Dans ce regroupement des programmes, qu'en est-il des équipements liés à la santé ? On a évoqué l'impact que la pandémie allait avoir sur la création de centres de testing, de vaccination pour contrer la saturation des hôpitaux. Est-ce qu'il n'y a pas un niveau intermédiaire à trouver à l'échelle des quartiers qu'on a vu se développer ici à Bruxelles de façon temporaire avec les centres de testing (maison médicale, centre de santé, etc.) ? Quelle serait ta réflexion par rapport à une forme de revalorisation de ce type d'équipement ? Est-ce que cela peut rejoindre cette stratégie de regroupement ?

Ma deuxième question porte sur l'accès à l'alimentation saine et durable qui est en lien avec le développement de l'hypothèse de la ville du ¼ d'heure. Dans la littérature, la ville du ¼ d'heure passe d'abord par l'accès à ces équipements de proximité, mais qui ont une vocation d'émancipation des personnes au niveau de la santé, mais il me semble que cela peut rejoindre aussi la question de l'alimentation saine.

Bruno Yvin: Sur les questions d'opération et d'aménagement, on voit plutôt poindre la problématique des maisons de santé. Sur la question macro, il y a eu ce débat sur le nombre de lits en réanimation en France reporté à celui de l'Allemagne. Cela devient très vite une question politico-économique qui renvoie au démantèlement de l'hôpital public versus des moyens à apporter pour répondre à ces crises. C'est aussi, en creux, la question de l'adaptation de l'hôpital public à la gestion des pics et des malades à grande échelle. On n'était pas dans une gestion locale. Par ailleurs, les maisons de santé redeviennent des équipements publics de première importance. La question de l'inégalité d'équipement et du maillage se repose. Comment la question de la santé et pas seulement sur le soin, mais aussi la prévention, se déploie dans les villes ? Je repose la question des équipements dédiés. Est-ce qu'une séance de testing, de prévention, un coach alimentaire ce ne serait pas des événements, plutôt que des

fonctions ou des lieux qui pourraient se mettre en place dans des équipements publics déjà identifiés comme des équipements scolaires mutant en centralité contemporaine de quartiers. Plus il y a d'usages dans ces équipements, mieux ils vivent. Aujourd'hui, on est beaucoup sur de la réhabilitation du bâtiment existant qui peut influencer le programme et les activités qui vont être réalisées.

Quel avenir pour les infrastructures sociales à Bruxelles, après le Covid ?

Justine Harzé
Tom Sanders
Miguel Vanleene

Introduction

L'équipement de la Région de Bruxelles-Capitale, et plus spécifiquement des quartiers, est un enjeu de premier plan et sous-tend une vision du développement territorial. Le Gouvernement bruxellois a affirmé son ambition d'inscrire l'action urbaine de la législature dans le modèle de la «ville à 10 minutes», dans une perspective durable et résiliente. La crise que nous vivons et les situations de confinement qui en ont découlé n'ont fait que confirmer la pertinence et la nécessité de poursuivre la mise en œuvre de cette transition. La notion d'équipement est souvent réduite à sa définition juridique, inscrite dans les glossaires des plans d'affectation. Équiper la ville dépasse pourtant largement cette notion.

Les projets à venir devront donc répondre à des besoins dont le confinement a exacerbé la nécessité : des logements adaptés, de nouveaux espaces extérieurs, une mobilité douce, des équipements variés et accessibles. Les potentialités offertes par des dispositifs temporaires méritent également, dans ce contexte, une attention particulière.

1. Contexte et enjeux : Quelle politique gouvernementale d'équipements et d'infrastructures sociales pour Bruxelles ?

par Justine Harzé

Deux textes encadrent la politique publique régionale en matière d'équipements et d'infrastructures, à savoir la Déclaration de Politique Régionale 2019-2024 qui est l'accord de majorité conclu entre les différents partis formant le Gouvernement bruxellois et dans lequel est inscrit un certain nombre d'engagements. Le deuxième document-cadre est le Plan régional de développement durable (PRDD) qui a un horizon beaucoup plus long.

La crise sanitaire intervient à un moment où la Région de Bruxelles-Capitale s'était fixée un cap et une ambition en matière de transition urbaine. Le PRDD de 2018 intègre déjà un nombre d'idées préalables à ce qu'on appelle aujourd'hui « la ville de demain ». Il n'y a rien de révolutionnaire dans ces engagements. Le travail de transition avait déjà été entamé au préalable. Les bases de ce qu'on voit naître et s'accélérer avec la crise sanitaire étaient déjà posées dans le PRDD.

La Déclaration de la Politique Régionale s'inscrit dans un contexte particulier. Il s'agit d'une part, comme dans toutes les villes du monde, d'intégrer et de répondre aux défis climatiques et environnementaux auxquels sont associées des pratiques en matière de développement urbain (lutte contre l'étalement urbain, mixité, économie circulaire, etc.). D'autre part, il s'agit des enjeux propres à Bruxelles comme son contexte institutionnel et historique complexe, des enjeux liés à la dualisation sociale de la ville ou au besoin criant de logements accessibles.

On note un enjeu démographique lié à une trajectoire spécifique de la Région de Bruxelles-Capitale, qui n'est plus un boom démographique comme cela a souvent été annoncé, mais qui inscrit la ville dans un certain nombre de besoins en matière de production de logements et d'équipements. D'autres enjeux peuvent être attachés à la question de la densité, sans que cette densification soit faite de façon déraisonnée pour préserver une place aux équipements souvent considérés comme « fonctions faibles » de la ville.

La connaissance territoriale au service du développement d'une stratégie de planification est une dimension de la planification qui est souvent négligée, or il s'agit d'un élément qui s'est révélé dans le cadre de la crise de la Covid et de la stratégie d'urgence qui a dû être mise en place par le Gouvernement bruxellois. On s'est rendu compte des lacunes dans la maîtrise de la connaissance du territoire avec des données exhaustives qui datent des années 1990, données parfois obsolètes. Or pour répondre de manière adéquate et ciblée à un certain nombre de besoins de la population en matière d'équipements, des données plus récentes s'avèrent indispensables. Au sein des quartiers bruxellois, des disparités sociales et d'accès aux équipements ont ainsi pu être observées. Ainsi, seul un Bruxellois sur trois dispose d'un jardin et certaines zones présentent des carences importantes en espaces verts. Les quartiers moins favorisés de la Région situés tout le long du Canal (les quartiers denses et en croissance démographique) sont les plus exposés aux carences observées en matière d'équipements.

La Déclaration de la Politique Régionale 2019-2024 affiche à plusieurs reprises des ambitions en matière d'équipement, parfois des déclarations d'intention générale sur des efforts de protection des fonctions faibles et, d'autre part, des projets d'équipement qui doivent concrétiser ces ambitions.

Du côté de l'action publique, on remarque parfois une déformation qui consiste à limiter la notion d'équipement à son acceptation juridico-administrative que l'on retrouve dans le Plan Régional d'Affectation du Sol. Selon cette définition, un équipement est d'intérêt collectif, non lucratif, ouvert au public et doit répondre aux besoins (culture, sport, santé, éducation, etc.). Néanmoins, en matière de développement territorial et de planification, les équipements dépassent cette définition. La Région de Bruxelles-Capitale, en tant qu'autorité régionale porte a priori des projets d'envergure régionale et pourtant ce portage ne s'avère pas toujours si simple. Qu'est-ce qu'un équipement supralocal ? Comment organise-t-on la ville de proximité ? Quels sont les équipements nécessaires à la mise en place de cette ambition qui est devenue maintenant une ambition politique d'organiser la ville à 10 minutes ?

Quelles sont les méthodes et quelles questions à se poser pour identifier le type d'équipement à privilégier ? Le type d'équipement qui sera rendu prioritaire par les autorités publiques sous-tend une vision politique du développement territorial. Plusieurs plans inscrivent des ambitions en matière de développement territorial sur base de diagnostic, cadastre, monitoring réalisés par perspective brussels. Des demandes qui émanent du terrain et indépendantes des volontés politiques sont inscrites dans l'inventaire de la Task Force Équipements. Enfin, il y a la concrétisation des programmes de revitalisation urbaine de manière générale (Contrats de rénovation urbaine, Contrats de quartiers durables). Ces trois éléments sont mis en articulation dans ce que l'on pourrait considérer comme une « liste de courses » de l'ensemble des équipements à développer dans un avenir relativement proche sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. Outre les montants déjà investis par les programmes en cours, il conviendra à l'avenir de prévoir des moyens supplémentaires pour financer les équipements à venir. Ces moyens pourraient provenir de charges d'urbanisme, d'une taxation sur les plus-values, mais aussi au sein de fonds européens.

En toile de fond, le cadre budgétaire et institutionnel s'avère incontournable. Il s'agit de savoir quelle institution est compétente en matière d'équipement public et comment établir une priorité ? Certains équipements transcendent les divisions politiques, ce qui pose des questions en matière institutionnelle, c'est-à-dire de savoir qui construit et qui gère ensuite. Dans le montage de projet concret d'équipements, on se heurte vite au niveau des autorités publiques à ces questions pratiques qui mériteraient d'être étudiées pour comprendre comment sortir de ces limites.

La crise de la Covid et la réponse politique qui y a été apportée doivent s'entendre dans ce contexte décrit ci-dessus. Le Plan de relance et de redéploiement revendique la nécessité d'inscrire ce plan dans une vision durable et résiliente du territoire de la Région bruxelloise. Il existe une volonté de répondre au plus urgent et de mettre en place des mesures pour améliorer la qualité de vie ou le cadre urbain pour répondre aux carences de quartiers en matière

d'équipements au sens large (espaces verts, infrastructures). Des mesures d'urgence ont été mises en œuvre durant l'été 2020 comme l'aménagement de pistes cyclables temporaires et la mise à disposition du foncier public sous forme d'espace vert (comme la friche de Josaphat). Le Gouvernement témoigne par ces actions d'urgence de la possibilité de mobiliser l'action publique dans un temps court. Il a parfois été reproché au Gouvernement bruxellois de considérer ce plan de relance comme un « plan d'urgence d'été ». Il est vrai que si la crise sanitaire s'était déclarée pendant l'hiver, celle-ci n'aurait pas conduit à l'aménagement de pistes cyclables ou de nouveaux espaces verts. On peut voir poindre toutefois une forme de chrono-urbanisme et une prise en considération par l'autorité publique d'une dimension temporelle.

Après la question de l'urgence vient le temps d'une projection à plus long terme. Il est peut-être encore tôt pour envisager des changements radicaux, mais, plus que jamais, la ville doit se penser comme durable et résiliente. Le confinement a révélé les fragilités de la ville. Il ne s'agit pas d'être mieux paré à des confinements répétitifs, mais bien plus d'améliorer la capacité de réaction, d'adaptation et de résilience de la ville. L'urbanisme tactique, temporaire, est une partie de la réponse, mais pas la seule. Avant la crise déjà, le Gouvernement avait décidé d'accorder une importance à la question des occupations temporaires. Cela constitue une réponse possible d'occupation de lieux pour lesquels le temps du projet et de l'urbanisme est parfois long. Il s'agit aussi d'ouvrir des opportunités de développement d'équipements et de réponse rapide pour des fonctions plus vulnérables. Pour finir cette introduction, quelques équipements méritent d'être mis en évidence dans la mesure où ils répondent parfois à une échelle locale ou supralocale, et proposent un programme intégré, à la fois ouvert et protégé. Parmi ceux-ci, il convient de noter la grande Halle Libelco réalisée le long du Canal à l'emplacement d'une ancienne halle industrielle; le projet Manchester qui est un projet de pôle culturel, artistique et créatif situé rue de Manchester; le Movy Club qui vise à préserver l'activité d'un ancien cinéma voué à disparaître au sein d'un quartier; Usquare et Citygate; le marais Wiels qui vise à développer un espace public en préservant le marais. Pour terminer, il n'y a pas de révolution attendue sur la question des équipements, mais une prise de conscience généralisée de l'importance des équipements publics dans le cadre du développement de la ville et, en particulier, de la ville de proximité. Il existe également une prise de conscience de l'importance de disposer d'une connaissance statistique fine de manière à connecter ces équipements aux besoins de la population, mais aussi d'y être sensibilisé par la mise en place de processus participatifs de qualité qui permettent de renforcer l'intégration des équipements dans les quartiers où ils se déploient. On se rend compte aussi de l'importance de la mixité et de la flexibilité des usages, de permettre des évolutions de l'espace et de ses occupations. Finalement, sur la question de la distance et de la proximité, l'autorité publique a un travail à faire sur la manière de l'organiser et d'identifier le type d'équipement nécessaire répondant à une organisation spatiale de « la ville en 10 minutes ». Cela montre aussi toute l'importance d'une action publique coordonnée et la nécessité de concentrer les moyens en fonction des priorités et demandes en matière d'équipements.

2. Une agence au service de la planification

par Tom Sanders, Miguel Vanleene

Depuis 2016, perspective.brussels est chargé de la planification territoriale en Région de Bruxelles-Capitale. Cette institution abrite des experts en connaissance territoriale (statisticiens, géographes, urbanistes, démographes) qui réalisent des diagnostics et des observations territoriales fines. Sur base de ces données statistiques et des diagnostics, perspective.brussels propose au Gouvernement différents cadres stratégiques et réglementaires. Le métier de planification territoriale consiste à assurer la convergence entre les besoins régionaux identifiés et la façon dont le territoire bruxellois peut répondre à ces besoins. Il y a un enjeu de connaissance territoriale pour recenser et mettre en évidence les besoins et enjeux de chaque territoire. Cet exercice est essentiel pour les fonctions dites « faibles » telles que les activités productives ou les équipements publics. Ce travail de planification traduit dans différents outils planologiques qui traitent d'horizons de moyen et long termes et qui s'appliquent à différentes échelles : locales, régionales, des projets urbains, Plan Régional d'Affectation du Sol. Perspective travaille aussi à la planification des pôles stratégiques. Certains font l'objet d'un Plan d'Aménagement Directeur et d'autres simplement d'études stratégiques. Une attention est aussi portée à l'échelle des plans locaux que sont les PPAS (Plan Particulier d'Affectation du Sol) qui constituent aussi des instruments sur lesquels on peut agir sur la question des équipements.

2.1. Qu'est-ce qu'un équipement collectif ?

La définition officielle de l'équipement collectif reprise dans le PRAS date d'il y a plus de 20 ans. Si elle est problématique, elle situe malgré tout ce qui doit être notre horizon lorsqu'on parle d'équipement, c'est bien l'intérêt général.

« Construction ou installation qui est affectée à l'accomplissement d'une mission d'intérêt général ou public, notamment les services des pouvoirs locaux, les immeubles abritant les assemblées parlementaires et leurs services, les équipements scolaires, culturels, sportifs, sociaux, de santé, de culte reconnus et de morale laïque. Sont également considérés comme de l'équipement d'intérêt collectif ou de service public, les missions diplomatiques, les postes consulaires de carrière des États reconnus par la Belgique ainsi que les représentations des entités fédérées ou assimilées de ces États. Sont exclus les locaux de gestion ou d'administration des autres services publics. »

La définition donnée dans le PRAS reste floue et est sujette à des interprétations différentes. Les équipements ont été définis sur base d'une situation de fait et de droit, mais pas sur base des besoins de la population ou de son évolution (densité, manque d'équipements dans certaines zones, projets des logements prévus, etc.). Depuis 20 ans la ville a changé, il conviendra dans le cadre de la

prochaine actualisation du PRAS d'analyser la question de la définition juridique de l'équipement pour éviter les confusions qui entourent ce terme.

Les équipements d'intérêt collectif sont des infrastructures essentielles au développement et à la cohésion sociale d'une ville, en complément aux logements. Ils améliorent la qualité de vie et dynamisent les quartiers grâce à l'offre d'activités sociales, culturelles, sportives, éducatives... accessibles aux habitants. Les équipements collectifs sont des infrastructures utiles à la collectivité. Ils ont pour objectif principal d'offrir un service d'intérêt général à un large public en répondant aux différents besoins des habitants et des usagers : culture, médias, sport, santé, éducation, petite enfance, services publics, économie sociale, etc. La mission collective des équipements prime sur leur éventuelle rentabilité économique.

Leur rôle en ville est important pour au moins quatre raisons :

1. L'infrastructure est d'abord un lieu de cohésion sociale. On a vu pendant le premier confinement comment une cohésion sociale s'est organisée dans les quartiers pour pallier la fermeture de certains équipements.
2. C'est aussi un vecteur d'émancipation sociale via la culture, l'emploi, l'école.
3. Ensuite, l'infrastructure est un outil de dynamisation des quartiers, notamment par l'activation des rez-de-chaussée.
4. Enfin, les infrastructures permettent d'avoir un effet de levier sur l'attractivité de la ville (musée, stade, infrastructure sportive et culturelle, événements, etc.).

Ensemble, petits et grands équipements bruxellois ont un impact territorial complémentaire. Ils créent un réseau qui, réparti de manière équilibrée sur le territoire, est un atout pour la vie en ville. Une partie de ces équipements ont une influence plus large sur le territoire, une envergure métropolitaine, voire internationale. Lorsqu'ils proposent une programmation exceptionnelle ou qu'ils permettent l'organisation de grands événements, ces équipements renforcent l'attractivité de la Région de Bruxelles-Capitale. L'idée c'est d'avoir une stratégie générale qui permet de planifier l'implantation des équipements en fonction d'une typologie d'équipement. Les équipements de proximité (crèche, école) sont directement liés à la population et à ses besoins. Il y a des équipements supralocaux spécifiques (eau, déchet, mobilité, etc.) qui ne nécessitent pas seulement d'être spatialisés et localisés dans un quartier ou un pôle, mais qui doivent répondre à des spécificités fortes en termes d'accessibilité, de proximité avec d'autres lieux. Enfin, on trouve les équipements exceptionnels (régionaux, nationaux, européens) comme les stades de foot, salles de concert, centres de congrès, etc. Une ville-région comme Bruxelles doit pouvoir proposer ces équipements, ce qui nécessite de pouvoir les localiser, les financer, les construire et les gérer.

Disposer d'une stratégie de planification des équipements, s'avère d'autant plus important que c'est une fonction faible. Le constat peut en effet être fait qu'on ne peut pas compter sur le marché privé pour prévoir ces équipements

dans le développement de la ville. La planification de ces équipements se fait en trois temps : d'abord, identifier les besoins, spatialiser et enfin, c'est aussi gérer les projets et insérer les projets dans des développements urbains ou des initiatives urbaines en cours de développement.

D'abord, il s'agit d'avoir une vision macro de ce qu'est la ville aujourd'hui et surtout de ce vers quoi on voudrait qu'elle aille. Cela dépend des orientations indiquées dans le Plan Régional de Développement, mais aussi des diagnostics locaux qui sont aussi élaborés de manière systématique par les équipes de perspective.brussels et qui nous permettent de dire quels sont les réels besoins qui s'expriment sur le territoire étudié. Des nuances fortes existent entre les quartiers. Ensuite, en termes d'espace, on estime qu'une part de la programmation d'un projet doit être dédiée à un équipement d'intérêt général. Se pose aussi la question de l'achat des bâtiments, du terrain ou d'une connectivité plus forte avec l'évolution du foncier disponible en ville. Enfin, il y a la question des opportunités et projets en recherche de lieu. Ici, la mise en réseau des acteurs fait émerger une série d'initiatives dont on n'avait pas connaissance (gens du voyage, sport, culture, équipements sociaux, asile et migration). Ce sont des nécessités qui ne sont pas contestées, mais qui reçoivent peu de solutions concrètes en pratique. Le financement des équipements est un des aspects opérationnels à traiter. Il faut identifier toutes les sources de financement possibles au service d'une planification globale des équipements (Beliris ; les programmes de revitalisation urbaine ; les enveloppes amenées par les Communautés ou les Communes ; l'obligation des acteurs du logement ; l'autofinancement ; les subsides européens FEDER, etc).

2.2. La Task Force Équipements

En 2018, deux constats principaux ont poussé à la création de la Task Force Équipements :

- La nécessité de clarifier à l'échelle régionale une vision partagée sur la question des équipements d'intérêt général : si les principales fonctions urbaines telles que le logement, les bureaux ou les espaces verts avaient fait pour la plupart l'objet d'une attention spécifique de la part des pouvoirs publics au travers de plans stratégiques dédiés, les projets d'équipement n'étaient pas encore assez intégrés aux processus de planification territoriale. En raison de leur taille et de leurs spécificités programmatiques, cette question est particulièrement importante pour les grands équipements.
- La nécessité de renforcer la coordination et l'accompagnement des projets d'équipement : les organismes publics tels que perspective.brussels, le BMA, la SAU, Urban, étaient régulièrement interpellés par des porteurs de projet d'équipement en recherche de lieu. Par ailleurs, la politique en matière d'équipements (financement et gestion) ressortant de la compétence de différents niveaux de pouvoir (Communautés, Communes, État fédéral), il fallait organiser une coordination permettant de faire avec les aspects spatiaux et programmatiques d'une stratégie

territoriale globale dont perspective.brussels est en charge. Une concertation organisée en amont permet d'identifier les opérateurs adéquats et de développer les projets nécessaires pour répondre aux besoins territoriaux identifiés par le diagnostic.

Face à ces constats, perspective.brussels a reçu le mandat en mars 2018 de mettre en place une Task Force Équipements regroupant différents acteurs régionaux et ayant pour mission de : (i) clarifier les besoins de la Région bruxelloise en équipements, en particulier en grands équipements, plus exceptionnels, pour lesquels peu d'études transversales et territoriales ont été menées à ce jour ; (ii) identifier et rassembler les demandes en espace pour développer de l'équipement ; (iii) faire le lien entre l'offre foncière, les besoins identifiés et les demandes des porteurs de projet d'équipement, ainsi qu'entre les différents partenaires et projets en cours.

Les besoins en équipement évoluent notamment en fonction de la croissance et de l'évolution démographiques du territoire et des quartiers. La nécessité de réaliser de nouvelles infrastructures et, en particulier, des infrastructures accessibles aux publics plus fragilisés se fait toujours sentir. On observe par ailleurs un réel besoin de rénovation des infrastructures existantes, afin de proposer une offre plus qualitative (équipements sociaux, piscines, plaines de jeux par exemple). L'offre en équipement doit aussi davantage se diversifier, s'adapter à des publics et des pratiques de plus en plus variés et passer par une mutualisation des services et une plus grande ouverture au quartier.

Les méthodes de la Task Force sont :

- la réalisation de diagnostics des besoins et enjeux territoriaux,
- des analyses de l'offre foncières (sondages, cadastre ...),
- la réalisation de comparaisons des sites potentiels,
- la recherche par le projet (BMA) pour tester l'implantation des équipements sur site
- la rédaction de notes stratégiques destinées au Gouvernement et identifiant les priorités à mettre en oeuvre.

Depuis sa création, la Task Force a traité plus d'une centaine de dossiers. Nous avons par exemple travaillé sur l'implantation de l'École régionale de la sécurité où on a accompagné Bruxelles Prévention et Sécurité dans la recherche d'un site adéquat pour leur infrastructure. On a fait appel au marché de l'immobilier et on a trouvé un site à Haren. Un deuxième exemple de projet qui est le pôle culturel et productif rue de Manchester où on avait identifié le terrain comme intéressant pour le développement d'un équipement dans le quartier Heyvaert. Lorsque celui-ci a été mis en vente, on a poussé la Régie foncière à l'acheter. Recyclart a alors été installé là temporairement, le temps d'une réflexion sur le développement à long terme du site. La programmation culturelle et sociale de Recyclart fonctionne bien dans le quartier et son maintien dans la programmation définitive est envisagé. Pour ce lieu, un concours d'architecture est en cours et la SAU est en charge de la réalisation des travaux de rénovation.



Figure 9. Pôle culturel et productif Rue de Manchester 13, 15-17, 19, 10 mai 2019 © Perspective.brussels

Enfin, on peut noter le projet d'une caserne de pompier et d'un équipement sportif à la Chaussée de Mons. Lorsque le site a été mis en vente, nous avons poussé la SAU à l'acheter pour y localiser un équipement. Le SIAMU était à ce moment-là à la recherche d'une nouvelle localisation pour installer une caserne. On a proposé de développer une programmation sportive, en complément à la caserne afin de répondre à certains besoins des pompiers.

Sur base de notre expérience développée au cours des années passées, des difficultés de concrétisation ont pu être identifiées comme :

- le manque de financement,
- la multitude d'acteurs,
- la complexité institutionnelle et la répartition des compétences régionales et communautaires.

On constate aussi qu'il y a un maillon opérationnel régional manquant pour réaliser les équipements et, souvent, un décalage dans les timings entre porteur du projet et projet immobilier. Enfin, il n'y a pas de réelle obligation juridique même si un plan prescrit la réalisation de l'équipement dans une certaine zone.

Dans ce contexte, pour que la dynamique de la Task Force Équipements puisse encore renforcer son efficacité, ses lignes de conduite et objectifs seront notamment les suivants : optimiser le cadastre du foncier disponible afin de

disposer d'un outil de veille foncière plus réactif et avoir une connaissance fine des potentialités foncières à mettre en lien avec les besoins régionaux ; fixer des priorités d'intervention et se concentrer sur les projets d'ampleur régionale ou métropolitaine qui, de par leur impact sur le territoire, ont davantage besoin d'être planifiés en amont ; s'appuyer sur les opérateurs et leur capacité financière dans la mesure où la Task Force elle-même ne dispose pas de budget dédié à la réalisation des projets ; continuer à développer le réseau d'acteurs interagissant autour des équipements et ainsi, augmenter la transversalité des réflexions. La question d'une définition partagée de la notion d'équipement devra par exemple être traitée, tout comme les questions opérationnelles, et ainsi lever les freins qui peuvent exister dans le cadre de la planification et de la réalisation des projets (marge de manoeuvre des permis d'urbanisme, prix du foncier, ...).

Perspective.brussels a été chargé de réaliser un diagnostic suite à la crise de la Covid. Les carences identifiées avant la crise sont décuplées. Il y a une accentuation des problématiques préexistantes en termes de logement et de cadre de vie (carences, suroccupation, insalubrité...); de dualisation socio-économique (perte de revenus, télétravail vs travail de contact...). On note aussi la fermeture et réouverture très progressive des équipements, mais aussi l'identification de nouveaux besoins impose de mener une politique forte favorisant l'implantation et le financement d'équipements. Les quartiers centraux, denses et moins favorisés, sont encore plus exposés aux carences en matière d'équipements : pour la petite enfance, l'enseignement, le sport, la culture et la santé. Les équipements non essentiels sont fortement impactés et leur réouverture va devoir être encadrée. On remarque aussi la sur-fréquentation des parcs et espaces publics et une pratique inégale du sport. À cheval entre espaces publics, mobilité et activités sociales, la pratique du sport en plein air est révélatrice de certaines carences en équipements ad hoc (espaces publics dédiés) et vraisemblablement de la dualisation sociale selon laquelle les populations plus favorisées pratiquent, dans leur généralité, davantage de sport, bénéficient d'un environnement plus favorable à la santé et au bien-être, d'un accès aux soins plus aisé et, en conséquence, vivent en meilleure santé et plus longtemps. Pour terminer, la Task Force équipement a coordonné pendant l'été 2020 les initiatives de relance « Bruxelles en vacances ». On a sondé la disponibilité de certains espaces à mettre à disposition des citoyens pour réaliser des projets dans l'espace public et dans des espaces privés.

Conclusion

Vers une politique d'infrastructure sociale

FR

Les différentes interventions au webinaire « *Social infrastructure in the (post-)Covid city* » rassemblées dans cet ouvrage permettent d'initier une réflexion à la fois fondamentale et opérationnelle sur les espaces de sociabilité dans la ville, et leur avenir dans le cadre de, ou suite à une situation de crise pandémique.

Elles nous amènent premièrement à reconsidérer la topologie dans laquelle on avait depuis longtemps circonscrit l'étude des « espaces publics » et des sociabilités urbaines (principalement, le trottoir, la place, le parc), pour se tourner vers une multitude de lieux urbains, parmi lesquels toutes sortes d'« équipements » (bibliothèques, maisons de jeunes, piscines publiques, etc.). Elles invitent, deuxièmement, à prendre certaines distances avec les approches fonctionnalistes et utilitaristes de l'équipement urbain qui ont dominé le champ de l'urbanisme et des politiques de la ville au XX^e siècle. Cette infrastructure, ce réseau d'équipements, représente ici avant tout, de manière bien plus profonde, un prolongement de l'espace public, de la *vie publique*, jusque dans des lieux (en) clos mais accessibles – des « intérieurs publics » comme insiste Mark Pimlott. Au moment de conclure, reprenons brièvement ces deux points :

1. L'intérêt premier de la notion d'infrastructure sociale est sans doute d'ouvrir le champ des espaces de sociabilité urbaine au-delà des seuls espaces publics ouverts, extérieurs, mais aussi au-delà des principes normatifs d'aménagement et de programmation dans lesquels on les a contraints depuis plus d'un siècle. On a d'abord vu, à travers les différentes contributions, que les sociabilités urbaines ont besoin, non seulement d'*espaces*, mais également de *lieux*, capables de les aimer (attractivité, regroupement, « condensation sociale »), de les fonder (autour d'une ressource,

d'une valeur ou d'une pratique commune, comme le livre et la lecture pour la bibliothèque), de les abriter, de les apaiser (simplification de l'environnement urbain, quiétude et sécurité, qualité d'intériorité, atmosphère propre), de les fixer, de leur offrir une autre temporalité (possibilité d'occupations prolongées, usages fréquents, possibilités d'habiter le lieu, d'y développer des habitudes), et dans certains cas aussi de les grandir, de les magnifier à travers la qualité spatiale/architecturale/paysagère, la symbolique ou l'iconisme du lieu.

Ce projet d'offrir des lieux d'une certaine grandeur aux « petites » interactions ordinaires se résume parfaitement dans l'idée de *Palaces for The People* introduite par Andrew Carnegie comme sa vision pour les bibliothèques new-yorkaises et reprise par Eric Klinenberg comme titre pour son ouvrage (2018). Une notion – voire un concept – de *palace* qui ne devrait pas, dans la grandeur qu'elle dénote, être associée uniquement au majestueux, au luxe, ni à l'officiel, à l'étatique. Ainsi, dans le même livre, Eric Klinenberg montre que l'infrastructure sociale peut tout autant se déployer dans un terrain vague transformé en jardin potager de quartier par des habitants. Ce cycle de webinaires a montré que l'infrastructure sociale peut être fabriquée à l'initiative des habitants, des *communities*, diraient les Anglo-saxons, tout autant qu'à celle des aménageurs et des pouvoirs publics. La notion de *welfare space* telle que la définit Maria Chiara Tosi va dans le même sens : il ne s'agit pas seulement des équipements publics, au moyen desquels l'État met à la disposition des citoyens des fonctions d'éducation, de sport, de culture et de soin, mais également des espaces sans fonction précise réinvestis et appropriés par des collectifs de citoyens tels que des terrains en friche, les berges d'une rivière, etc. C'est dans ce sens qu'il faut aller au-delà d'une politique d'équipements fonctionnels en Région de Bruxelles-Capitale, au-delà d'une infrastructure planifiée, pour envisager une véritable politique publique de soutien à l'infrastructure sociale émergente, en germe dans les pratiques citadines et les initiatives collectives qui, aussi informelles ou spontanées soient-elles, n'en tendent pas moins à *s'établir* durablement dans le territoire. Reconnaître ces qualités de robustesse et de permanence associée à l'infrastructure sociale invite alors à un regard critique sur l'idéologie du temporaire ayant guidé ces dernières années des politiques urbaines centrées sur l'animation de l'espace public (Genard et Berger, 2020). Ces structures légères, mobiles et provisoires de sociabilité urbaine ont un intérêt certain, mais il semble aussi dangereux de se fier à elles seules pour refonder le vivre-ensemble de villes en crise que de compter sur une maison de paille pour se protéger du loup.

On saluera à ce titre, la récente mise en place en Région de Bruxelles-Capitale d'une Task Force Équipements (au sein de perspective.brussels) présentée durant le dernier webinaire, qui permettrait de concrétiser l'accent mis par le Plan Régional de Développement Durable sur « la planification des fonctions sociales, culturelles, sportives et aménités »,

tout en insistant fortement sur la nécessité, pour une telle politique, d'une approche globale, qualitative, plurielle de l'infrastructure sociale, une approche ancrée dans les pratiques effectives et ouvertes aux initiatives émergentes. Ce qui nous amène au second point de conclusion, lié au dépassement d'une pensée fonctionnaliste dans la programmation d'équipements urbains.

2. L'intervention de Bruno Yvin montre qu'en France, une véritable *discipline* – avec toutes les ambiguïtés propres au terme – de la programmation des équipements publics s'est consolidée depuis les années 1950. Mise en place pour répondre à la programmation des équipements des unités de voisinage et des villes nouvelles, elle consiste depuis plus de 50 ans à calibrer quantitativement le besoin en équipement sur base du nombre d'habitants en fonction d'unités territoriales prédéfinies et d'échelons communautaires normalisés (l'unité résidentielle, l'unité de voisinage, le secteur, la ville, etc.). Cette approche normative et utilitariste des équipements fonctionnels est inhérente à l'urbanisme moderne puisque l'ingénieur Idelfonso Cerda dans sa *Théorie Générale de l'urbanisation* (1867) avait déjà mis au point une telle méthode de planification des équipements fonctionnels en lien avec la construction des îlots habités. Dans le modèle français de programmation décrit par Bruno Yvin, les équipements sont catégorisés suivant les fonctions envisagées (école, centre sportif, bibliothèque, hôpital, centre culturel, etc.) et construits pour différents bassins de population et à différents « échelons communautaires ». L'enjeu est avant tout de répondre, sur une base strictement objective, au besoin des populations urbaines. Pour comprendre les fondements de cette technique de programmation et d'aménagement des équipements, on peut tout autant convoquer la notion de biopouvoir, comme le fait Céline Bonicco-Donato dans son texte. Le développement des machines à éduquer (école), comme celui des machines à se dépenser (centre sportif) ou à se cultiver (centre culturel) seraient-elles les héritières des fameuses *machines à guérir* que l'État développe à partir du XVIII^e siècle (Foucault, 1979) ? La volonté commune aux auteurs contribuant à cet ouvrage est bien de déplacer le regard, depuis les enjeux fonctionnels des équipements, vers des questions de qualité spatiale, d'expérience et d'appropriation des équipements collectifs en tant que lieux de sociabilité. La contribution de Céline Bonicco-Donato met en avant l'atmosphère enveloppante favorable des intérieurs publics qualitatifs, qui ne se laissent pas seulement fréquenter ou utiliser, mais aussi véritablement « habiter ». En complément des espaces publics ouverts, ils accueillent et protègent les usages individuels comme les interactions sociales, et permettent d'établir des contacts ou de nourrir des relations, à l'extérieur de l'espace privé mais à l'abri du monde extérieur. La notion d'« enclave inclusive » telle que développée au Metrolab (Berger et al, 2018 ; Berger et Moritz, 2018 ; 2020) et présentée à nouveau dans la présente publication,

synthétise ces qualités sociospatiales de l'intérieur public, à l'aune de valeurs d'inclusion et d'hospitalité (Stavo-Debauge, 2018). Car en effet, ce n'est que dans la mesure où ils demeurent accessibles à, et utilisables par une grande diversité de citoyens que ces « intérieurs » participent réellement d'une extension de l'espace et de la vie publics. Sans cette qualité d'accès, aussi nécessaire dans son principe que problématique dans ses applications, l'isolement et la protection qu'ils offrent peuvent être délétères pour l'urbanité. Ils représentent alors potentiellement des lieux de retranchement proposant une alternative à l'espace public et à sa diversité, dans lesquels des sociabilités exclusives concourent à alimenter la méfiance vis-à-vis de la ville alentour.

Si la plupart des contributions, et singulièrement celle de Mark Pimlott, se centrent sur la question de l'intérieur public, il faut préciser que cette propriété d'« enveloppe » des espaces constitutifs de l'infrastructure sociale s'applique également à des espaces publics extérieurs.

L'impossibilité de se déplacer loin de son domicile pendant la crise sanitaire nous a permis de redécouvrir ces qualités d'enveloppe de certains extérieurs publics. A Bruxelles, nous pensons évidemment à la généreuse capacité d'accueil du Bois de la Cambre et d'autres parcs bruxellois, mais aussi aux espaces semi-publics et interstitiels des quartiers qui ont permis de maintenir des possibilités de rencontre (et donc de maintenir le lien) au moment où le logement devenait un espace inaccessible aux tiers. Dans cette situation de crise et devant les défis qu'elle posait aux sociabilités, les extérieurs publics en sont venus eux aussi à montrer un brouillage du privé et du public, une qualité que Céline Bonicco-Donato prête aux intérieurs publics dans son texte. Dans un processus inverse à celui par lequel l'espace public se prolonge dans des intérieurs, le privé et le domestique, débordant la sphère étriquée du domicile (la notion de « cellule » familiale prenant parfois, pour certains, un sens carcéral!), se sont déversés dans l'espace public extérieur, les relations familiales, amicales ou sentimentales trouvant dans la ville et à l'air libre des lieux suffisamment favorables et protecteurs de l'entre-soi et de l'intimité qu'elles exigent : porches, auvents, abris, recoins, halles au cœur de la ville bâtie, canopées, clairières, kiosques, bancs ou guinguettes dans les bois et les parcs.

Dans l'approche fonctionnaliste de l'urbanisme au XX^e siècle, la question fonctionnelle de l'équipement s'est souvent accompagnée de celle de son accessibilité géographique. De la même manière qu'il fallait optimiser le dimensionnement de l'équipement en fonction de l'échelon communautaire et du bassin de population qui l'utilise, il fallait optimiser son accessibilité via les réseaux de transport, le coupler à des espaces de stationnements et des arrêts de transports publics. La contribution de Maria Chiara Tosi met en avant l'importance de sortir de cette approche utilitariste de l'accès aux équipements. La notion de *welfare space*, comme celle d'infrastructure sociale implique qu'il faut apporter la même attention aux réseaux d'espaces qui relient les intérieurs publics. Ces

espaces doivent offrir des qualités d'hospitalité comparables à celles qu'offrent les intérieurs publics, permettant le déploiement de sociabilités et d'échanges. Une véritable politique d'infrastructure sociale ne peut établir la performance de ses espaces de mobilité à l'aune de la fluidité du trafic et d'optimisation de la vitesse. Si chaque intérieur public doit être envisagé comme une enveloppe qui délimite un espace d'hospitalité qui va au-delà d'un usage fonctionnel en participant à l'aise et au confort des personnes et, par ce biais, au déploiement de sociabilités, il doit en être de même pour les réseaux et les espaces extérieurs. Cela ne veut pas dire qu'il faut homogénéiser l'espace urbain, dont la qualité distinctive reste la pluralité et l'hétérogénéité des « sphères » (Sloterdijk, 1998) qui le composent et des mondes intérieurs qu'elles abritent. Mais le réseau défini par l'infrastructure sociale doit permettre de passer d'une enveloppe à l'autre en préservant ces qualités d'hospitalité, d'accueil, de protection. Toutes ces remarques convergent vers une approche holistique de l'infrastructure sociale qui soit attentive à la qualité des espaces de vie collective dans leur diversité et leurs singularités, pour l'expérience heureuse de l'urbanité qu'ils favorisent, plutôt que pour leur seule efficacité fonctionnelle. Avec le présent ouvrage, et grâce aux spécialistes internationaux qui ont accepté d'y participer, nous espérons pouvoir contribuer à la définition d'une telle politique en Région de Bruxelles-Capitale.

EN

The various presentations at the webinar 'Social infrastructure in the (post-)Covid city' assembled in this book allow us to initiate a reflection, both fundamental and operational, on the spaces of sociability in the city and their future in the context of, or following, a pandemic crisis situation.

First, they lead us to reconsider the topology in which the study of 'public spaces' and urban sociability has long been circumscribed (mainly the sidewalk, the square, the park) and to turn to a multitude of urban places, including all kinds of 'facilities' (libraries, youth centers, public swimming pools, etc.). Secondly, they invite us to distance ourselves from the functionalist and utilitarian approaches to urban facilities that dominated the field of urban planning and urban policies in the XXth century. This infrastructure, this network of facilities, here, represents above all, in a much more profound way, an extension of public space, of public life, even in (en)closed but accessible places – 'public interiors' as Mark Pimlott points out. As we conclude, let us briefly take up these two points:

1. The primary interest of the notion of social infrastructure is undoubtedly to open up the field of urban sociability spaces, moving beyond just open, outdoor public spaces, but also beyond the normative principles of planning and programming in which they have been constrained for over a century.

We have first seen, through the different contributions, that our urban sociabilities need not only *spaces*, but also *places*, capable of drawing them in (attractiveness, grouping, 'social condensation'), of founding them (around a resource, a value or a common practice, such as books and reading for the library), of sheltering them, of soothing them (simplification of the urban environment, quietude and security, quality of interiority, atmosphere of its own), to fix them, to offer them another temporality (possibility for prolonged occupations, frequent uses, possibilities to inhabit the place, to develop habits there), and in certain cases also to grow them, to magnify them through the spatial/architectural/landscape quality, the symbolism or the iconic nature of the place.

This project of providing places of a certain bigness for our 'small' ordinary interactions is perfectly encapsulated in the idea of *Palaces for The People* introduced by Andrew Carnegie as his vision for New York libraries and taken up by Klinenberg as the title for his book (2018). A notion – or even a concept – of palace where the grandeur it denotes should not be associated solely with the majestic, the luxurious, nor with the official or state-owned. Thus, in the same book, Klinenberg shows that social infrastructure can just as easily unfold in a vacant lot that the local residents have transformed into a neighborhood vegetable garden. This

series of webinars has shown that social infrastructure can be created on the initiative of residents or communities, as much as on that of planners and public authorities. The notion of 'welfare space' as defined by Maria Chiara Tosi goes in the same direction: it is not only about public facilities, through which the State provides citizens with education, sport, culture and care functions, but also about spaces without a precise function reinvested and appropriated by citizens' collectives, such as wasteland, riverbanks, etc. It is in this sense that we must go beyond a policy of functional equipment in the Brussels-Capital Region, beyond a planned infrastructure, in order to consider a real public policy of support for the emerging social infrastructure. This is in the process of germinating in the form of urban practices and collective initiatives which, however informal or spontaneous they may be, nonetheless tend to settle themselves in the territory in a lasting way. Recognizing these qualities of robustness and permanence associated with social infrastructure invites us to take a critical look at the ideology of the temporary that has guided urban policies centered on animation of public space in recent years (Genard and Berger, 2020). Although these light, mobile and temporary urban sociability structures hold a certain interest, it seems as dangerous to rely solely on these structures to re-found the living-together of cities in crisis as it is to rely on a straw house to protect oneself from the wolf.

In this respect, we welcome the recent establishment in the Brussels-Capital Region of a Facilities Task Force (within perspective) presented during the last webinar. This would make it possible to concretize the emphasis by the Regional Sustainable Development Plan on 'the planning of social, cultural, sports and amenity functions', while strongly insisting on the need such a policy has for a global, qualitative, plural approach to social infrastructure, an approach anchored in actual practices and open to emerging initiatives. This brings us to the second point of conclusion, related to overcoming functionalist thinking in the programming of urban facilities.

2. Bruno Yvin's presentation shows that, in France, a real discipline – with all the ambiguities inherent in the term – of public facilities programming has been consolidated since the 1950s. Set up to respond to programming of facilities for neighborhood units and new towns, for over 50 years it has been quantitatively calibrating the need for facilities on the basis of the number of inhabitants, according to predefined territorial units and standardized community levels (the residential unit, the neighborhood unit, the sector, the town, etc.). This normative and utilitarian approach to functional facilities is inherent in modern urban planning: the engineer Idelfonso Cerda in his *General Theory of Urbanization* (1867) had already developed such a method of planning functional facilities in connection with the construction of inhabited blocks. In the French programming model described by Yvin, facilities are categorized according to the functions envisaged (school, sports center, library, hospital, cultural

center, etc.) and built for different population basins and at different 'community levels'. The challenge is above all to respond to the needs of urban populations on a strictly objective basis. To understand the foundations of this technique for programming and planning facilities, we can also cite the notion of '*biopouvoir*', as Céline Bonicco-Donato does in her text. Could the development of machines for education (schools), as well as machines for exercise (sports centers) or for culture (cultural centers) be the heirs of the famous '*machines à guérir*' that the State has been developing since the XVIIIth century (Foucault, 1979)?

The authors contributing to this book share a desire to shift the focus from the functional issues of facilities to questions of spatial quality, experience and appropriation of collective facilities as places of sociability. Bonicco-Donato's contribution highlights the favorable enveloping atmosphere of qualitative public interiors that are not only to be frequented or used, but also truly 'inhabited'. As a complement to public open spaces, they welcome and protect our individual uses as well as our social interactions, allowing us to establish contacts or nurture relationships, outside the private space but sheltered from the outside world. The notion of the 'inclusive enclave' as developed at Metrolab (Berger et al., 2018; Berger and Moritz, 2018; 2020) and reintroduced in this publication, synthesizes these socio-spatial qualities of the public interior in terms of values of inclusion and hospitality (Stavo-Debaugé, 2018). For it is only insofar as they remain accessible to, and usable by, a wide variety of city dwellers that these 'interiors' truly participate in extending public space and life. Without this quality of access, which is as necessary in principle as it is problematic in application, the isolation and protection they offer can be detrimental to urbanity. They thus represent potentially entrenched places that offer an alternative to public space and its diversity, in which exclusive sociabilities converge to increase wariness of the surrounding city.

While most of the contributions, and especially Mark Pimlott's, focus on the public interior, it is important to note that this 'envelope' nature of the spaces that make up the social infrastructure also applies to public exteriors. The impossibility of moving far from one's home during the health crisis has allowed us to rediscover the envelope qualities of certain public exteriors. In Brussels, we are obviously thinking of the generous capacity of the Bois de la Cambre and other Brussels parks, but also of the semi-public and interstitial spaces of neighborhoods that have enabled possibilities for meeting (and thus to maintain ties and friendships) at a time when the home became a space inaccessible to others. In this situation of crisis and the challenges it posed to our sociabilities, public exteriors also came to exhibit a blurring of the private and the public, a quality Bonicco-Donato lends to public interiors in her text. In an inverse process to the one where public space extends into interiors, in the case at hand the private and the domestic, overflowing the narrow sphere of the home (the notion of the family 'cell' sometimes taking, for some, a prison meaning!), have spilled over into the public

space outside, our family, friendly or sentimental relationships finding places in the city and open air that are sufficiently favorable and protective of the privacy they require: porches, awnings, shelters, nooks and crannies, halls in the heart of the built-up city, canopies, clearings, kiosks, benches or guinguettes in the woods and parks.

In the XXth century's functionalist approach to urban planning, the functional question of the facility often came with that of its geographical accessibility. In the same way that the dimensioning of the facility had to be optimized according to the community level and the catchment area that used it, its accessibility via transport networks also required optimization, coupling it with parking spaces and public transport stops. Maria Chiara Tosi's contribution highlights the importance of moving away from this utilitarian approach to access to facilities. The notion of welfare space, like that of social infrastructure, implies that the same attention must be given to the networks of spaces that connect public interiors. These spaces must offer qualities of hospitality comparable to those offered by public interiors, allowing deployment of sociability and exchange. A true social infrastructure policy cannot measure the performance of its mobility spaces by the yardstick of traffic fluidity and speed optimization. If each public interior is to be seen as an envelope delimiting a space of hospitality that goes beyond its functional use as it participates in the ease and comfort of people and, thus, in the deployment of sociabilities, the same must be true for networks and outdoor spaces. This does not mean homogenizing urban space, whose distinctive quality remains the plurality and heterogeneity of the 'spheres' (Sloterdijk, 1998) that form it and of the inner worlds they house. But the network defined by the social infrastructure must enable people to move from one envelope to another while preserving these qualities of hospitality, welcome and protection. All these remarks converge towards a holistic approach to social infrastructure; one that is attentive to the quality of collective living spaces in their diversity and singularity in virtue of the happy experience of urbanity they foster, rather than mere functional efficiency. With this book, and thanks to the international specialists who have agreed to participate, we hope to contribute to the definition of such a policy in the Brussels-Capital Region.

Bibliographie

- Agamben, G. (1997). *Homo sacer. Le Pouvoir souverain et la vie nue*. Seuil.
- Alphaville. (2019). L'école... du bâtiment au territoire, les évolutions d'un équipement symbolique. *Les cahiers d'Alphaville*.
- Amin, A. and Thrift, N. (2005). What's Left? Just the Future. *Antipode*, 37, 220-238.
- Anderson, E. (2011). *The Cosmopolitan Canopy. Race And Civility In Everyday Life*. W.W. Norton & Co.
- Arendt, H. (2013 [1963]). *De la révolution*. Gallimard.
- Avermaete, T., Hooimeijer, F. & Schrijver, L. (2006). *Urban formation and collective spaces*. OASE Journal #71.
- Bachelard, G. (1957). *La poétique de l'espace*. Les Presses universitaires de France.
- Barthes, R. (1977). *How to Live Together. Novelistic Simulations of Some Everyday Spaces* (K. Briggs, Trans.). Columbia University Press
- Baum, B. & Nichols, R. (Eds.). (2013). *Isaiah Berlin and the Politics of Freedom. 'Two Concepts of Liberty' 50 Years Later*. Routledge
- Bauman, Z. (2005). *Liquid Life*. Polity Press.
- Beck, U. (2009). Critical Theory of World Risk Society: A Cosmopolitan Vision. *Constellations*, 16(1), 3-22.
- Benjamin, W. (1989 [1935]). *Paris, capitale du XIX^e siècle*. Cerf.
- Berger, M. & Moritz, B. (2018). Inclusive Urbanism as Gatekeeping. In M. Berger, B. Moritz, L. Carlier & M. Ranzato (Eds), *Designing Urban Inclusion* (pp. 149-161). Metrolab Series.
- Berger, M. & Moritz, B. (2020). Enclaves inclusives : concevoir l'hospitalité urbaine en archipel. In A. Mezoued, S. Vermeulen & JP De Visscher (dir.), *Au-delà du Pentagone. Le centre-ville métropolitain de Bruxelles* (pp. 120-128). BSI Series.
- Berger, M., Moritz, B., Carlier, L. & Ranzato, M. (2018). *Designing Urban Inclusion: Metrolab Brussels MasterClass I*. Metrolab Series.
- Berger, M. (2020). Locked together screaming. Une assemblée municipale américaine enfermée dans l'offense. In L. Kaufmann & L. Quéré (dir.), *Les émotions collectives* (pp. 381-417). Éditions de l'EHESS (Raisons pratiques, 29).
- Bonnicco-Donato, C. (2016). *Archéologie de l'interaction. De David Hume à Erving Goffman*. Vrin.
- Bonnicco-Donato, C. (2019). *Heidegger et la question de l'habiter. Une philosophie de l'architecture*. Parenthèses.
- Bourdieu, P. (1993). *La misère du monde*. Seuil.
- Cacciari, M. (2004). *Della cosa ultima*. Adelphi.
- Carlier, L. & Berger, M. (eds.) (2021). *Concevoir ensemble des espaces d'accueil et de soin. Design social et enquête collective*. Metrolab Logbook.
- Cerdà, I., & Lopez de Aberasturi, A. (1979). *La Théorie générale de l'urbanisation*. Editions du Seuil.
- Cicek, A., Grafe, Ch., Mandias, S. & Rosbottom, D. (Eds.). (2018). *Microcosms. Searching For The City In Its Interiors*. OASE journal #101.
- De Cauter, L. (2004). *The Capsular Civilization. On The City in The Age of Fear*. NAI010 Publishers.

- Durkheim, E. (2007 [1893]). *De la division du travail social*. PUF.
- Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Gallimard.
- Foucault, M. (1976). *Histoire de la sexualité I. La volonté de savoir*. Gallimard.
- Foucault, M. (1977). L'oeil du pouvoir. In M. Foucault (2001). *Dits et écrits. Tome 2*. (pp. 190-206). Gallimard.
- Foucault, M. (1979). *Les Machines à guérir: aux origines de l'hôpital moderne*. Mardaga.
- Foucault, M. (2004a). *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France 1978-1979*. Gallimard et Le Seuil.
- Foucault, M. (2004b). *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France 1977-1978*. Gallimard et Le Seuil.
- Genard, J.L., Berger M., (2020). Politics, Aesthetics, Economics : Imaginaries of Urban Public Space and Their Reshaping Through The Transformation of Brussels City Centre. In S. Vermeulen, A. Mezoued, J.P. De Visscher (eds), *Towards A Metropolitan City Centre For Brussels* (pp. 163-192), VUB Press.
- Giddens, A. (2007). *Le nouveau modèle européen*. Hachette.
- Grulois, G. & Leloutre, G. (2021a). *La fabrication du logement et de l'infrastructure sociale à Anderlecht: Description – thématiques*, Volume 1. Faculté d'Architecture La Cambre-Horta de l'Université libre de Bruxelles.
- Grulois, G. & Leloutre, G. (2021b). *La fabrication du logement et de l'infrastructure sociale à Anderlecht: Territoires – projets*, Volume 2. Faculté d'Architecture de l'Université libre de Bruxelles.
- Judt, t. & Snyder, T. (2009). *Thinking the twentieth Century*. Vintage.
- Klinenberg, E. (2002). *Heat Wave. A Social Autopsy of Disaster in Chicago*. University of Chicago Press.
- Klinenberg, E. (2007). *Fighting for Air: The Battle to Control America's Media*. Metropolitan Books.
- Klinenberg, E. (2012). *Going Solo: The Extraordinary Rise and Surprising Appeal of Living Alone*. The Penguin Press.
- Klinenberg, E. (2018). *Palaces For The People. How Social Infrastructure Can Help Fight Inequality, Polarization And The Decline Of Civic Life*. Crown.
- Koolhaas, R., Zenghelis, E. & Zenghelis, Z. (1977 [1972]). Exodus, or the voluntary prisoners of architecture. *Architectural Design*, 47(5), 315-362.
- Lefebvre, H. (1968). *Le Droit à la ville* (suivi de *Espace et politique*). Anthropos.
- Munarin, S. & Tosi, M.C. (2014). *Welfare Spaces. On the Role of Welfare State Policies in the Construction of the Contemporary City*. LastLib.
- Munarin, S. & Tosi, M. C. (2001). *Tracce di città. Esplorazioni di un territorio abitato: l'area veneta*. Franco Angeli.
- Negri, A. (2008a). *Reflections on Empire*. Polity.
- Negri, A. (2008b). *Empire and Beyond*. Polity.
- Negri, A. (2008c). *The Porcelain Workshop. For a New Grammar of Politics*. Semiotext(e).
- Oldenburg, R. (2000). *Celebrating the Third Place: Inspiring Stories about the "Great Good Places" at the Heart of Our Communities*. Marlowe & Company.
- Pariser, E. (2011). *The Filter Bubble: What the Internet Is Hiding from You*. Penguin Press.
- Pimlott, M. (2007). *Within And Without. Essays On Territory And The Interior*. Episode Publishers.
- Pimlott, M. (2016). *The Public Interior as Idea and Project*. Jap Sam Books.
- Secchi, B. (2005). *La città del ventesimo secolo*. Laterza.
- Sennett, R. (2006). *The Culture of the New Capitalism*. Yale University Press.
- Sloterdijk, P. (1998). *Bubbles. Spheres Volume I: Microspherology* (W. Hoban, Trans.). Semiotext.
- Sloterdijk, P. (1999). *Globes. Spheres Volume II: Macrospherology* (W. Hoban, Trans.). Semiotext.
- Sloterdijk, P. (2004). *Foams. Spheres Volume III: Plural Spherology* (W. Hoban, Trans.). Semiotext.
- Soja, E. (2009 [1996]). The city and spatial justice. *Spacial Justice*, 1, 1-5.
- Tonnelat, S. (2016). Espace public, urbanité et démocratie. *La Vie des idées*.
- Tosi, M.C., Turvani, M.E. & Munarin, S. (2017). Public Realm as City Welfare & Citizens Wellbeing: the case of Cao Yang – Shanghai. *Journal of Architecture and Urbanism*, 41(2), 101-109.

- Ungers, O.M. & Koolhaas, R. (2013). *The City In The City. Berlin: A Green Archipelago*. Lars Müller. (Original work published 1977).
- Van Gameren, D., Schrijver, L., Van den Heuvel, D., Van der Putt, P. & Harwood E. (Eds). (2011). *The Urban Enclave*. NAI010 (DASH 05).
- Wagner-Pacifici, R. (2021). Habermas au Starbucks. Clients, oisifs et trainards dans le tiers-lieu capitaliste. In M. Berger & S. Van Hollebeke (dir.), *Les espaces publics et leurs indésirables* (pp.27-53). Les politiques sociales

Colophon

Auteurs

Céline Bonicco-Donato

Céline Bonicco-Donato est philosophe, Maître de conférences à l'École Nationale Supérieure d'Architecture (ENSA) de Grenoble. Membre du Laboratoire Ambiances Architectures Urbanités et rattachée au Laboratoire Cresson qui développe une approche sensible du milieu urbain, des espaces publics, en étant attentif à la question des ambiances ou du ressenti. Elle est l'auteure de plusieurs ouvrages, dont *Heidegger et la question de l'habiter. Une philosophie de l'architecture* (Parenthèses, 2019) et *Archéologie de l'interaction. De David Hume à Erving Goffman* (Vrin, 2016). Céline Bonicco-Donato a consacré sa thèse de doctorat à la sociologie de Goffman en montrant comment ses analyses empiriques, attentives aux miettes de la vie quotidienne, permettaient d'enrichir la compréhension philosophique de l'espace public.

Maria Chiara Tosi

Maria Chiara Tosi is full Professor in Urban design at Luav University of Venice where she is also the scientific coordinator of the PhD in Urbanism. She has been part of research projects on the study of the evolution of urban settlements and on the physical aspects of welfare state policies in urban environments. She is currently the scientific coordinator of the Interreg Project CREW on wetland management, and partner in the Horizon 2020 CITIES 2030 on food systems. She is IUAV representative in Venice International University Academic Council, and Expert at the Research Foundation Flanders FWO. Among her books: *Tracce di città* (Franco Angeli, 2001), *Welfare Spaces* (LIStLab, 2014), *Designing Territorial Metabolism* (Jovis, 2018).

Justine Harzé

Justine Harzé est sociologue-urbaniste diplômée de l'UCLouvain (2011-2012) et de l'ULB (2006-2011). Elle a contribué à l'étude des pratiques culturelles de la population francophone de Belgique pour l'Observatoire des Politiques Culturelles, en association avec l'ULB et le Centre d'Études Sociologiques (CES) de l'Université Saint-Louis. Elle est actuellement directrice adjointe au cabinet du Ministre-Président en charge du développement territorial et de la rénovation urbaine de la Région de Bruxelles-Capitale.

Eric Klinenberg

Eric Klinenberg is an American sociologist and scholar of urban studies, culture and media. He is also a Professor of sociology and Director of graduate studies at New York University, Institute of Public Knowledge which is a multidisciplinary research center. He is the author of several books like *Going Solo: The Extraordinary Rise and Surprising Appeal of Living Alone* (The Penguin Press, 2012); *Fighting for Air: The Battle to Control America's Media* (Metropolitan Books, 2007). Eric is also an author who is sensitive to the social issues linked to the climate change. In 2013, he wrote an article in the New Yorker on Hurricane Sandy and Climate Change adaptation. Eric's first book called *Heat Wave: A Social Autopsy of Disaster in Chicago* (University of Chicago Press, 2002). In 2018, the last book that Eric published was *Palaces for the People: How Social Infrastructure Can Help Fight Inequality, Polarization, and the Decline of Civic Life* (Crown, 2018).

Mark Pimlott

Assistant professor of architectural design (Interiors Buildings Cities) at TU Delft, the Netherlands, Mark Pimlott is the author of *The Public Interior as Idea and Project* (Jap Sam Books, 2016) and *Without and within: essays on territory and the interior* (Episode Publishers, 2007) and *In passing: Mark Pimlott photographs* (Jap Sam Books, 2010). He is also a visual artist and photographer since 1986. His articles and essays are published in numerous journals of architecture.

Tom Sanders

Tom Sanders est directeur du département stratégie territoriale et responsable de la définition du cadre stratégique et réglementaire du développement urbain régional au sein de perspective.brussels. Il est juriste de formation et a travaillé au sein de différents cabinets ministériels. Par ailleurs, il est l'un des responsables de la Task Force Équipements qui vise à faciliter la programmation et la réalisation d'équipements d'intérêt collectif sur le territoire bruxellois.

Miguel Vanleene

Miguel Vanleene est urbaniste au sein de perspective.brussels et a travaillé auparavant au sein de l'Agence développement territorial et dans différents bureaux privés. En tant qu'acteur en charge de la planification et de la programmation urbaine, perspective.brussels conçoit des stratégies territoriales pour le développement de projets urbains, incluant notamment des équipements collectifs. En s'appuyant sur les différents plans et outils de planification disponibles, perspective.brussels programme ou réserve des surfaces dédiées à l'équipement en fonction des besoins du quartier.

Bruno Yvin

Bruno Yvin est urbaniste et programmiste, associé au sein de l'agence parisienne Alphaville, agence d'urbanisme, spécialisée en programmation, au service du projet territorial, urbain et architectural, à la croisée de plusieurs postures et disciplines: prospective territoriale, géographies et territoires, et dynamiques socio-économiques et socio-démographiques. Abordant les missions qui lui sont confiées sous la triple approche du programme, de la prospective et du projet, il revendique un intérêt pour l'action publique et un urbanisme programmé. Maître de conférences associé au sein du département de génie urbain de l'université Gustave Eiffel, il intervient également au sein du master en management territorial et développement urbain Auguste Cadore à Charleroi ainsi qu'au cycle d'urbanisme de l'École urbaine de Sciences-Po Paris dont il est par ailleurs issu.

Organisateurs du webinaire et éditeurs de la publication

Mathieu Berger

Mathieu Berger est sociologue, professeur à l'UCLouvain. Il est chercheur au CriDIS (UCLouvain), chercheur associé au LASUR (EPFL) et au Centre d'études des mouvements sociaux (CEMS) de l'EHESS-Paris. Ses recherches portent, d'une part, sur les théories des espaces publics démocratiques et de la participation politique et, d'autre part, sur les aspects sociaux de l'urbanisme et des politiques urbaines en Europe et aux États-Unis. Depuis 2015, il est coordinateur général du Metrolab. Il a publié de nombreux articles et plusieurs ouvrages relatifs à la participation et à la (politique de la) ville, dont *Le temps d'une politique. Chronique des contrats de quartier bruxellois* (CIVA, 2019) et, en tant que co-éditeur, *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble* (Peter Lang, 2011), *Designing urban inclusion* (Metrolab, 2018) et *Écologie humaine. Une science sociale des milieux de vie* (Creaphis, 2022).

Geoffrey Grulois

Geoffrey Grulois est professeur d'urbanisme et coordinateur du laboratoire LoUlsE - Laboratory on Landscape, Urbanism, Infrastructure and Ecologies à la Faculté d'architecture de l'Université libre de Bruxelles (ULB). Il est titulaire d'un doctorat en urbanisme de l'Université libre de Bruxelles. Sa thèse de doctorat sur *L'archéologie du savoir territorial* explore la relation entre la discipline émergente de l'urbanisme, l'histoire économique et la géographie humaine dans la première moitié du XX^e siècle. Son enseignement et ses recherches actuels explorent l'urbanisme et l'urbanisation à l'intersection des questions

d'inclusion, d'infrastructure, de métabolisme et d'écologie politique. Il est coordinateur du Master de spécialisation en urbanisme et aménagement du territoire de l'ULB. Parmi les ouvrages qu'il a récemment co-édité: *Designing Territorial Metabolism* (Jovis, 2018), *Designing Brussels Ecosystems* (Metrolab, 2020) et *(Designing) Urban Production* (Metrolab, 2021).

Benoît Moritz

Benoît Moritz est professeur d'urbanisme à la Faculté d'architecture de l'ULB. Il est membre du Laboratoire LoUlsE et responsable académique du Metrolab. Il est également coordinateur académique du Master en gestion territoriale et développement urbain co-organisé à Charleroi par l'ULB et l'UMons. En 2001, il a cofondé le bureau MSA à Bruxelles qui est une agence d'architecture et d'urbanisme orientée vers le développement de projets urbains de différentes échelles. Ses recherches portent sur les projets urbains développés actuellement dans les villes belges et les acteurs qui y participent. Benoît Moritz est également l'auteur de nombreux articles sur le thème de l'urbanisme. Il a co-édité, en 2013, *Re:Work / Faire de la place pour l'industrie, le commerce de gros et la logistique à Bruxelles*; en 2014, *End of Line / Combiner logements, équipements et infrastructures de transport à Bruxelles*; en 2018, *Concevoir l'inclusion urbaine / Metrolab Brussels MasterClass 1*. En 2017, il a reçu le MIES AWARD dans la catégorie «architecte émergent». Depuis 2017, il est membre de l'Académie Royale de Belgique.

Sarah Van Hollebeke

Sarah Van Hollebeke est chercheuse au Metrolab Brussels et chercheuse associée au CriDIS (UCLouvain) et au Centre de recherche sur l'espace sonore et l'environnement urbain (UMR AAU-CRESSON). Elle est titulaire, depuis septembre 2021, d'un doctorat en sciences politiques et sociales de l'UCLouvain et en urbanisme de l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble. Sa thèse de doctorat est intitulée *Professionnels du discours et spécialistes de l'image dans le projet urbain. Enquête à Bruxelles sur une asymétrie des collaborations entre experts de la ville*. Elle a participé à l'ouvrage *Cartographier l'environnement social d'un projet. Le cas du bas de Forest* (Metrolab, 2021). En 2021, elle a également coédité avec Mathieu Berger le dossier « Les espaces publics et leurs indésirables » pour la revue *Les Politiques Sociales*. Enfin, elle est co-auteur de « Bruxelles sous tensions. Quelques pistes pour une conceptualisation des formes et enjeux de la mixité sociale » (dans l'ouvrage collectif *Montréal et Bruxelles en projet(s)* publié en 2017 aux Presses Universitaires de Louvain).

Coordination et traduction

Sarah Van Hollebeke

Conception graphique

Els Vande Kerckhove
Something Els

Couverture

© Anyoji Beltrando architectes et urbanistes

Relecteur

Jean-Michel Decroly

Photographies

p. 25. Mathieu Berger
p. 36. Holger Ellgaard
p. 61. Florian Pépellin
p. 77. Alessandra Bello
p. 94. Sergio Grazia
p. 94. Anyoji Beltrando
p. 95. Sergio Grazia
p. 109. Perspective.brussels

Le FEDER (Fonds Européen de Développement Régional) est un outil politique régional qui vise à créer de nouvelles opportunités pour les citoyens européens et à réduire l'écart de niveau de vie entre régions. Entre 2007 et 2013, le programme FEDER, à travers l'intervention de la Région et de l'Europe, a ainsi investi 108 millions d'euros dans 32 projets de la Région de Bruxelles-Capitale. Ces projets concernent la garde d'enfants, des mesures de réinsertion professionnelle, des programmes de formation mais aussi le développement durable, le soutien aux activités économiques, et le renforcement de l'infrastructure et de la cohésion sociale dans la zone du canal.

Le programme actuel (2014-2020) contient 46 projets portant sur l'accès à l'emploi, la recherche, l'économie circulaire, l'innovation et l'amélioration du cadre de vie. L'Europe et la Région investissent 200 millions d'euros dans ce nouveau programme.

Cette publication et les activités de recherche ont été rendues possibles grâce au soutien financier du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) (2014-2020) de la Région Bruxelles-Capitale.

© 2022

Université Catholique de Louvain
Université Libre de Bruxelles

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou tout système de stockage et de récupération d'information, sans l'autorisation écrite des détenteurs des droits d'auteur. Toutes les déclarations contenues dans ce rapport de recherche sont la seule responsabilité de leurs auteurs. Les éditeurs ont fait tout leur possible pour retrouver les détenteurs de droits d'auteur, mais si certains ont été oubliés, nous nous ferons un plaisir de procéder aux accréditations nécessaires à la première occasion.

Chaque élément de l'identité visuelle de Metrolab, y compris les marques, logos et tout élément graphique appartient exclusivement à Pam&Jenny et sont protégés par les lois sur la propriété intellectuelle.

Bibliographic information published by the Royal Library of Belgium.

Editor ID: 14.488

ISSN: D/2022/14.488/02

ISBN: 978-2-9602757-3-5



UCLouvain



La Région et l'Europe investissent dans votre avenir !
Het Gewest en Europa investeren in uw toekomst!





 **UCLouvain**



La Région et l'Europe investissent dans votre avenir !
Het Gewest en Europa investeren in uw toekomst!

